

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les premières étapes de la liquidation de la guerre 1939-1945 — Informations bancaires, monétaires et financières — Législation économique — Statistiques

LES PREMIÈRES ÉTAPES DE LA LIQUIDATION DE LA GUERRE 1939-1945

INTRODUCTION

En rédigeant cet exposé, nous nous sommes proposé de donner un aperçu des premiers développements de cet ensemble de mesures touchant à la liquidation du récent conflit que la terminologie généralement admise désigne par l'expression « réparations ». Précisons dès l'abord que cette dénomination — bien que nous l'ayons adoptée — ne nous paraît pas propre à définir exactement l'essence même du fait, en l'occurrence les transferts de biens qui s'opèrent actuellement des pays vaincus vers les puissances victorieuses.

L'emploi généralisé de ces termes nous a incités à en user à notre tour, au cours de cet article. Nous avons cependant estimé utile de formuler cette réserve quant à la précision du concept. La notion de réparation suppose, en effet, la poursuite d'une politique qui vise à *réparer* le dommage causé de façon directe ou indirecte par l'agresseur. C'est ainsi qu'on pouvait à bon droit parler, après la guerre 1914-1918, de paiements de réparations : car les quatorze points de Wilson prévoyaient effectivement que l'Allemagne devait s'engager à restaurer l'économie des nations victorieuses en « réparant le dommage » qu'elles avaient subi par le fait de l'Allemagne.

Les décisions qui ont été prises à l'issue de la récente guerre s'inspirent au contraire d'un principe différent, non plus d'ordre économique : à savoir le besoin international de sécurité morale, politique et militaire. Et pour que cette sécurité puisse être assurée, on considère qu'il est indispensable de détruire définitivement le potentiel militaire de l'Allemagne et de ramener le niveau de vie de la

population allemande à celui des pays continentaux de l'Europe. L'aspect téléologique du problème des réparations a d'ailleurs été clairement défini par le président Truman quand il déclara : « *The first purpose of reparation is to take out of Germany everything which she can prepare for another war. Its second purpose is to help the devastated countries to bring about their own recovery by means of the equipment and material taken from Germany.* »

Ce principe général est d'une portée extrêmement vaste ; il implique une politique nettement différente de celle qui fut suivie après l'autre guerre dans le règlement des réparations.

A l'issue du conflit précédent, ce problème fut toujours abordé dans son ensemble et tous les pays intéressés participèrent aux négociations successives auxquelles il donna lieu ; cette manière de procéder imposait évidemment de longs délais. Aussi cette fois-ci s'est-on efforcé de fixer progressivement les modalités de la solution du problème : les principes généraux et les modalités régionales furent élaborés dans des réunions restreintes, les premières à la Conférence de Yalta, les secondes lors de la réunion de Potsdam ; les quotes-parts à attribuer à toutes les nations occidentales furent fixées à Paris au cours de négociations auxquelles prirent part tous les intéressés ; enfin le règlement des points de détail a été confié à un organisme international à caractère permanent, l'*Inter-Allied Reparation Agency* (I.A.R.A.).

Puisqu'elles répondent à la préoccupation d'assurer la sécurité internationale, toutes les décisions sont prises unilatéralement par les Nations Unies. Les obligations imposées à l'Allemagne découlent donc de ces seules décisions et non d'accords réciproques. Et

les mesures arrêtées sont appliquées sous le contrôle direct des Alliés, puisque aucun pouvoir politique n'est provisoirement conféré à l'Allemagne; par ailleurs, le gouvernement de l'Allemagne est assuré par le *Conseil de Contrôle allié* (A.C.C.) à Berlin.

Les critères de la répartition entre les Alliés de produits disponibles destinés à être livrés au titre de réparations ont été définis dans les décisions prises à la Conférence de Yalta et exprimées en ces termes : « Les réparations doivent être attribuées en premier lieu aux pays qui ont supporté le fardeau principal de la guerre, qui ont subi les plus lourdes pertes et ont organisé la victoire sur l'ennemi. »

Des principes que nous venons d'énoncer, il ressort : d'une part, que l'Allemagne n'a contracté aucune obligation de réparer les dommages causés dans les divers pays par ses agressions; d'autre part, que les pays qui ont subi des dommages ne peuvent invoquer la reconnaissance formelle d'un droit à dédommagement.

La nature et l'importance des expéditions à effectuer par l'Allemagne ne seront plus déterminées par le mécanisme des prix et changes. La conception monétaire d'inspiration libérale qui aboutit, après 1918, à l'évaluation en monnaie allemande de la majeure partie des dettes de réparations à payer en or et en devises, a donc été abandonnée. Le problème du transfert s'en trouve simplifié puisque ce dernier se ramène à l'expropriation, suivant un plan, de biens déterminés — moyens de production, stocks, produits finis, droits, brevets, etc. — qui sont soustraits à l'Allemagne et qui deviennent propriété alliée. La plus grande partie de ce transfert doit être terminée endéans les deux ans. Il ne s'étendra donc plus sur des dizaines d'années comme ce fut le cas après l'autre guerre. L'expérience acquise a démontré, en effet, que le recouvrement de la dette devient d'autant plus difficile que la durée du paiement est plus longue, et il en a été tenu compte. Cette méthode suppose toutefois que l'on ne fixe plus, comme en 1918, un chiffre global sans tenir compte des possibilités économiques de l'Allemagne, mais qu'au contraire le montant des réparations soit fixé en fonctions des nécessités de l'économie de paix de ce pays. Ce principe a été précisé dans l'article 15 de la déclaration de Potsdam (1).

* * *

(1) L'article 15 des décisions de Potsdam est conçu en ces termes :

Allied controls shall be imposed upon the German economy, but only to the extent necessary :

- a) to carry out programmes of industrial disarmament and demilitarisation, of reparations, and of approved exports and imports;
- b) to assure the production and maintenance of goods and services required to meet the needs of the occupying forces and displaced persons in Germany, and essential to maintain in Germany average living standards not exceeding the average of the standards of living of European countries (European countries means all European countries, excluding United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics);

Jusqu'à ce jour, aucune étude d'ensemble n'a encore été consacrée au problème des paiements de réparations posé par la guerre 1939-1945, ni à l'état actuel des solutions qui lui sont données. Il est d'ailleurs prématuré de se livrer à une analyse complète et définitive de ce problème, aussi longtemps que les traités de paix ne sont pas établis et que les droits et obligations des anciennes puissances ennemies auxquels ces traités conféreront un fondement juridique ne sont pas connus dans leur intégralité.

Néanmoins, afin que le lecteur puisse se former une première opinion de l'état actuel de la question des réparations, il nous semble que le temps est venu de faire connaître les quelques éléments de la question qui sont considérés comme acquis et de les présenter d'une manière synthétique, en nous réservant cependant de retoucher dans la suite nos premières constatations, à la lumière de l'évolution ultérieure des faits.

Sans aucun doute, les réparations qui seront exigées de l'Allemagne et du Japon notamment, de même que les bornes qui seront imposées au développement de leur économie par les traités et les contrôles internationaux exerceront une incidence directe sur l'aspect futur de l'économie mondiale, en ce sens que les prochaines décades ne verront pas le retour à la liberté absolue de la production et des échanges entre tous les peuples.

Cette contingence est d'une telle portée de par les effets qu'elle ne manquera pas d'exercer sur l'évolution des idées économiques et des événements, qu'elle suffit à elle seule à justifier un large examen de la situation actuelle en matière de réparations.

Nous consacrerons le principal de la présente étude à l'exposé des mesures de réparations imposées à l'Allemagne, envisagées à la fois sous leur aspect positif et négatif; nous entendons par là, d'une part, les fournitures à effectuer par l'Allemagne à titre de réparations, d'autre part, les restrictions apportées au développement de son économie nationale dans le but de sauvegarder la sécurité politique et économique des autres pays. En fait, on peut en quelque sorte assimiler ces restrictions à des réparations proprement dites, car elles auront pour conséquence d'écarter la concurrence allemande de certains marchés et d'élargir ainsi les débouchés offerts aux économies des pays alliés, favorisant de la sorte l'expansion du revenu social et individuel dans ces pays.

Il convient néanmoins d'esquisser brièvement, à l'aide des données disponibles, le problème des répa-

- c) to ensure in the manner determined by the Control Council the equitable distribution of essential commodities between the several zones, so as to produce a balanced economy throughout Germany and reduce the need for imports;
- d) to control German industry and all economic and financial international transactions, including exports and imports with the aim of preventing Germany from developing a war potential and of achieving the other objectives named herein;
- e) to control all German public or private scientific bodies research and experimental institutions, laboratories, etc. with economic activities.

rations tel qu'il se pose pour l'ensemble des pays du monde. Ceux-ci forment deux groupes : d'une part, l'Allemagne, le Japon et quelques satellites; de l'autre, les Puissances alliées.

Encore convient-il, à l'intérieur de chacun de ces deux groupes de pays, d'opérer certaines distinctions que justifient des considérations d'ordre géopolitique : la solution adoptée à l'égard des pays vaincus différera suivant qu'il s'agit des pays européens ou des pays d'Extrême-Orient; du côté des puissances victorieuses, d'autre part, il est préférable, pour des raisons pratiques et juridiques, de traiter les intérêts des pays appartenant au groupe de l'U.R.S.S. comme un tout envisagé indépendamment des intérêts des autres puissances victorieuses.

Dans l'exposé auquel nous allons procéder, nous avons adopté le schéma suivant : nous donnerons tout d'abord un aperçu des accords fondamentaux qui régiront la liquidation économique de la seconde guerre mondiale et notamment la répartition du paiement des réparations; puis nous examinerons le problème des réparations allemandes, qui intéresse le plus directement notre pays; ensuite nous décrirons brièvement les modalités des solutions adoptées en Europe orientale et, enfin, en Extrême-Orient.

LES ACCORDS FONDAMENTAUX QUI REGISSENT LE REGLEMENT DES REPARATIONS

Nous avons souligné plus haut que les conditions dans lesquelles a été abordé le règlement du problème des réparations après cette guerre, sont totalement différentes de celles qui s'imposaient après la guerre 1914-1918. A ce moment, en effet, il fallait compter avec les engagements contractés envers l'Allemagne avant l'armistice, par la publication des « quatorze points du président Wilson »; or, ceux-ci ne prévoyaient l'imposition d'aucune limite au développement de l'économie intérieure de l'Allemagne, mais seulement la réparation, par ce pays, des dommages qu'il avait causés. A l'heure présente, au contraire, les décisions des Puissances alliées ne sont soumises à d'autres restrictions que celles que ces puissances ont admises, unilatéralement, librement, en souscrivant à la *Charte de l'Atlantique*, promulguée « Magna Charta » de la communauté internationale. Alors qu'en 1918 les délégués allemands prenaient part aux négociations, en 1945, l'Allemagne, privée de tout gouvernement à la suite de son effondrement militaire total, n'est jamais représentée aux diverses conférences. Sans doute, ce facteur est de nature à écarter certaines difficultés dans l'élaboration des solutions; mais il charge les Alliés d'une responsabilité plus lourde vis-à-vis des générations futures.

Les dispositions d'ordre économique de la *Charte*

de l'Atlantique (1) conditionnent le règlement du problème des réparations, car elles établissent pour la première fois des normes à respecter. Parmi les huit points de la déclaration, mentionnons plus particulièrement les points 2, 4, 5 et 8 :

— Ils (c'est-à-dire leurs pays) ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit pas en accord avec les vœux librement exprimés des peuples intéressés.

— Ils s'efforcent, tout en tenant compte des obligations qu'ils ont déjà assumées, d'ouvrir *également* à tous les états, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, l'accès aux matières premières du monde et aux transactions commerciales qui sont nécessaires à leur prospérité économique.

— Ils désirent réaliser entre toutes les nations la collaboration la plus complète dans le domaine de l'économie, afin de garantir à toutes l'amélioration de la condition ouvrière, le progrès économique et la sécurité sociale.

— (...) du moment qu'il est impossible de sauvegarder la paix future tant que *certaines nations* (...) possèdent des armes (...) en attendant de pouvoir établir un système étendu et permanent de sécurité générale, le désarmement de ces nations s'impose (...).

Ces principes généraux révèlent déjà l'esprit dans lequel se poursuivront les pourparlers à venir.

C'est à Yalta que la question des réparations a été soulevée pour la première fois. Toutefois, ce fut en comité restreint des trois grandes puissances : les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. (2). Les textes publiés traitent uniquement de l'Allemagne. En ce qui concerne les autres pays, les modalités du règlement des réparations semblent avoir été reléguées à l'arrière-plan. En fait, elles furent arrêtées dans les conventions d'armistice conclues avec chacun des pays vaincus.

Au sujet du contrôle de l'Allemagne et des réparations par ce pays, la déclaration publiée à Yalta stipule notamment :

« Notre dessein inflexible est de détruire le militarisme allemand et le nazisme et de nous assurer que l'Allemagne ne soit plus jamais en mesure de troubler la paix du monde. Nous sommes décidés à (...) éliminer ou à contrôler toute l'industrie allemande qui pourrait servir à la production de guerre (...),

(1) Déclaration de principe de MM. Roosevelt et Churchill du 14 août 1941. Cette charte a été adoptée dans la Déclaration des Nations Unies faite conjointement en date du 1^{er} janvier 1942 par les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, l'U.R.S.S., la Chine, l'Australie, la Belgique, le Canada, Costa-Rica, Cuba, la Tchécoslovaquie, la République Dominicaine, le Salvador, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, le Honduras, les Indes britanniques, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Norvège, le Panama, la Pologne, l'Union Sud-Africaine et la Yougoslavie. Depuis le 1^{er} janvier 1942, cette déclaration a encore été signée par dix-neuf pays dont la France, le 1^{er} janvier 1945.

(2) A cette conférence se sont rencontrés, du 5 au 12 février 1945, MM. Churchill, Roosevelt et le Maréchal Staline.

à exiger la réparation en nature de toutes les destructions causées par les Allemands. »

(...)

« Nous avons examiné la question des dommages causés par l'Allemagne aux nations alliées au cours de cette guerre, et nous estimons qu'il est juste que l'Allemagne soit contrainte, dans toute la mesure du possible, à en payer en nature la contrepartie. Une commission des réparations sera établie. Elle aura pour mission d'étudier l'étendue des dommages causés par l'Allemagne aux pays alliés, ainsi que les moyens propres à les réparer. Cette commission siégera à Moscou. »

Comme on le voit, l'accord s'établissait sur la reconnaissance de trois principes et sur la création d'une commission des réparations.

Les trois principes se résument à ceci :

1° L'industrie de guerre allemande doit être éliminée (conformément au point 8 de la Charte de l'Atlantique);

2° L'Allemagne est tenue à indemniser les dommages causés par elle;

3° L'Allemagne est tenue de payer en nature.

Le premier principe, qui n'avait pas été admis après 1918, est entièrement nouveau, alors que le second était déjà inscrit dans les propositions de Wilson; c'est l'adoption du troisième principe qui marque la différence fondamentale avec la solution donnée au problème des réparations après 1918.

Après la capitulation allemande, à Potsdam, les trois mêmes puissances ont traduit ces principes en des décisions concrètes (1).

APERÇU GÉNÉRAL DU RÉGLEMENT DES RÉPARATIONS IMPOSÉES AUX DIFFÉRENTS PAYS

LE PROBLÈME DES RÉPARATIONS ALLEMANDES

Les prélèvements au titre de réparations à charge de l'Allemagne ne peuvent guère revêtir que les formes suivantes : appropriation du butin de guerre, annexion de territoires, confiscation d'avoirs étrangers, enlèvement de capacités productives intérieures (biens matériels : moyens de production; biens immatériels : méthodes de fabrication et brevets; potentiel humain : main-d'œuvre) et, enfin, récupération des biens dont les territoires occupés ont été spoliés.

Le recours à ces diverses formes de réparations a été examiné lors des pourparlers internationaux; comme on ne dispose pas encore de données d'ensemble sur certains aspects de la question, nous ne

(1) La conférence de Potsdam a été tenue du 17 juillet au 2 août 1945. Les gouvernements intéressés étaient représentés par MM. Truman, Churchill et le Maréchal Staline.

pouvons aborder dès maintenant l'examen de ces quelques points. Ainsi, à propos du butin de guerre — qui revient, en fait, dans les diverses zones de l'Allemagne, à la puissance occupante — nous nous bornons à signaler que, au cours des négociations, certains pays ont émis l'avis que cette conception de partage du butin était périmée et qu'il fallait y substituer le principe de la collectivité du butin de guerre, au bénéfice de tous les Alliés; cette thèse n'a pas été retenue. D'autre part, nous ne sommes pas en possession de données chiffrées suffisantes concernant la main-d'œuvre allemande mise au travail à l'étranger d'une façon ou de l'autre; cependant, elle est utilisée sur une large échelle dans l'agriculture et l'industrie minière; de même, des techniciens spécialistes sont employés dans les usines et les laboratoires.

Quant aux amputations territoriales au profit des Alliés, il semble qu'elles doivent rester très limitées. En effet, l'Allemagne ne possède pas de colonies et le maintien de l'intégrité de son territoire a tacitement été admis à plusieurs conférences (1). Néanmoins, l'Allemagne a perdu, jusqu'à présent, ses provinces situées à l'est de la ligne Ouer-Neisse, qui représentent un cinquième de sa superficie totale. Aucune modification n'a été apportée jusqu'à ce jour en d'autres points du tracé de ses frontières, mais il n'est pas improbable qu'elle doive céder la Sarre à la France.

Jusqu'à présent non plus, la question des brevets et des procédés technologiques n'a pas été définitivement tranchée. On envisage de permettre à tous les pays alliés de disposer des brevets allemands; mais des difficultés ont surgi du fait de la reconnaissance de certains droits acquis. A cet égard, les puissances qui contrôlent les quatre zones d'occupation en Allemagne bénéficient dans de nombreux cas d'une position privilégiée, en ce sens qu'elles sont entrées en possession de demandes de brevets, de résultats de recherches de laboratoire et de documentations commerciales.

Nous trouvant par conséquent dans l'impossibilité de procéder à l'examen des solutions qui interviendront dans les cas que nous venons d'énumérer, nous nous limiterons aux trois formes principales du règlement des réparations, à savoir : la récupération des biens dont les territoires occupés ont été spoliés, l'attribution des avoirs allemands à l'étranger et la répartition de moyens de production allemands.

* * *

Au début de notre exposé, nous avons signalé que les critères de la répartition, entre les Alliés, des paiements de réparations avaient été établis conformément aux principes adoptés à Yalta. Il convient donc, avant d'aller plus loin, d'examiner avec quelque détail les éléments dont il a été tenu compte pour

(1) En vertu du deuxième point de la Charte de l'Atlantique.

la fixation des quotes-parts reconnues à chaque pays dans cette répartition.

Quotes-parts de réparation

Les principes de la répartition ont été établis à Potsdam. Une première subdivision, basée sur des considérations d'ordre géographique, a été opérée entre la zone orientale et la zone occidentale.

Par zone orientale, nous désignons les territoires où l'U.R.S.S. effectue des prélèvements au titre de réparations, tant pour elle-même que pour la Pologne; la zone occidentale, au contraire, est réservée aux autres pays, c'est-à-dire aux trois grandes puissances qui occupent l'Allemagne occidentale et méridionale et aux anciens pays occupés, à savoir : l'Albanie, la Belgique, le Danemark, l'Égypte, la Grèce, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, ainsi qu'aux pays suivants, membres du Commonwealth britannique : l'Australie, le Canada, l'Inde, l'Union sud-africaine.

Dans le territoire allemand englobé dans la zone orientale, l'U.R.S.S. effectue souverainement les prélèvements. Quant à la Pologne, l'Union Soviétique s'est engagée à satisfaire ses droits en lui cédant une partie de sa propre part de réparation. Ce partage est régi par un accord conclu dans la suite par les gouvernements polonais et russe, en vertu duquel les livraisons attribuées à la Pologne consisteront en moyens de production allemands et autrichiens. Il semble que l'U.R.S.S. ait cédé à la Pologne 15 p. c. de ses droits aux réparations, en ce compris quelques unités de la marine marchande de l'Allemagne.

De plus, les avoirs allemands dans les pays de l'Europe orientale et balkanique — la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie et la partie est de l'Autriche — reviennent à l'U.R.S.S. conformément aux stipulations incluses dans les diverses conventions d'armistice. Ces droits ont été reconnus dans la déclaration de Potsdam où il est dit notamment (*German Reparations, art. 1*) que « *Reparation claims of the U.S.S.R. shall be met by removals from (...) appropriate German external assets* ».

En outre, la Russie obtient 25 p. c. de l'outillage industriel installé dans la zone occidentale (c'est-à-dire dans les zones occupées par les Britanniques, les Américains et les Français) et qui peut être enlevé sans nuire à l'économie de paix de l'Allemagne; ces livraisons de matériel à l'U.R.S.S. seront effectuées sans contre-prestations à concurrence de 40 p. c., soit 10 p. c. du total prélevé dans la zone occidentale, les 60 p. c. restants, soit 15 p. c. du total, étant remis en échange de produits d'une valeur correspondante et comprenant des denrées alimentaires, de la houille, de la potasse, du zinc, du bois de construction, des produits en glaise, des produits de pétrole et, éventuellement, d'autres produits à convenir.

L'U.R.S.S. a toutefois renoncé à toute revendication sur l'or saisi en Allemagne par les Alliés.

Un délai de six mois à dater de la déclaration de Potsdam — c'est-à-dire expirant le 2 février 1946 — fut laissé pour la détermination de ceux des moyens de production allemands qui formeraient le total à répartir; le transfert doit en être terminé dans les deux ans, soit au plus tard le 2 février 1948.

Il restait dès lors à fixer la quote-part revenant à chacun des pays non intéressés à la zone orientale et les modalités de répartition parmi eux. Cette question a été réglée à la Conférence des Réparations, tenue à Paris du 9 novembre au 21 décembre 1945.

L'acte final signé à l'issue de cette Conférence fixe l'ensemble des normes juridiques qui régissent le règlement des réparations en ce qui concerne l'Allemagne occidentale. Il constitue en quelque sorte une loi fondamentale sur laquelle se fonderont nos revendications sur des biens se trouvant en Allemagne et sur des avoirs allemands en Belgique ou, éventuellement, en d'autres pays, et en vertu de laquelle des droits nous seront reconnus sur ces biens et avoirs, dans les limites définies par les stipulations mêmes de l'acte.

En vue de dégager avec netteté le sens et la portée exacts de l'acte final de Paris, nous indiquerons ci-après les quotes-parts qui ont été fixées, en y ajoutant quelques calculs qui mettront en évidence les dominantes du problème tel qu'il se posait à l'origine, à savoir les facteurs d'ordre économique. En cette matière, nous ne formulerons aucune critique directe — bien qu'à plusieurs reprises nous ayons été portés à en émettre — car nous estimons qu'il ne serait guère opportun de les insérer dans un article non signé de ce Bulletin, dont le seul but est d'offrir une documentation et une information objectives à ses lecteurs.

En vue de la détermination des quotes-parts attribuées aux différents pays intéressés, les biens allemands disponibles pour les réparations ont été subdivisés, à la Conférence des Réparations de Paris, en deux catégories, correspondant, *grosso modo*, a) aux placements et investissements allemands à l'étranger ainsi qu'aux produits finis, et b) au capital existant en Allemagne.

Ces groupes ont été définis comme suit dans l'article 1^{er} :

Catégorie B : toutes les installations industrielles et autres biens de production à enlever à l'Allemagne; les navires marchands et les péniches;

Catégorie A : toutes les autres formes de paiement de réparations : notamment les stocks et la production courante.

Les gouvernements intéressés ont ensemble droit à la valeur totale des biens rangés dans chacune de ces deux catégories, suivant les pourcentages indiqués dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU I

Tableau des quotes-parts

| PAYS | Catégorie A | | Catégorie B | |
|--|----------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|
| | Pourcentages alloués | Indices (Belgique = 100) | Pourcentages alloués | Indices (Belgique = 100) |
| | (1) | (2) | (3) | (4) |
| A. Pays européens | | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | | |
| a) <i>Occidentaux :</i> | | | | |
| Belgique | 2,70 | 100,— | 4,50 | 100,— |
| Pays-Bas | 3,90 | 144,44 | 5,60 | 124,44 |
| France | 16,— | 592,59 | 22,80 | 506,67 |
| Luxembourg | 0,15 | 5,55 | 0,40 | 8,89 |
| Danemark | 0,25 | 9,26 | 0,35 | 7,78 |
| Norvège | 1,30 | 48,15 | 1,90 | 42,22 |
| b) <i>Europe centrale et balkanique :</i> | | | | |
| Tchécoslovaquie .. | 3,— | 111,11 | 4,30 | 95,56 |
| Yougoslavie | 6,60 | 244,44 | 9,60 | 213,33 |
| Albanie | 0,05 | 1,85 | 0,35 | 7,78 |
| Grèce | 2,70 | 100,— | 4,35 | 96,67 |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | |
| Grande-Bretagne (1) | 28,— | 1.037,04 | 27,80 | 617,78 |
| B. Pays non européens | | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | | |
| Egypte | 0,05 | 1,85 | 0,20 | 4,44 |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | |
| Etats-Unis | 28,— | 1.037,04 | 11,80 | 262,22 |
| Canada | 3,50 | 129,63 | 1,50 | 33,33 |
| Afrique du Sud .. | 0,70 | 25,93 | 0,10 | 2,22 |
| Indes britanniques | 2,— | 74,07 | 2,90 | 64,44 |
| Australie | 0,70 | 25,93 | 0,95 | 21,11 |
| Nouvelle-Zélande .. | 0,40 | 14,81 | 0,60 | 13,33 |
| | 100,— | | 100,— | |

(1) A noter que les Iles Anglo-Normandes ont été occupées.

Les chiffres relatifs à la « catégorie A » méritent surtout de retenir notre attention, étant donné qu'il s'agit de la source la plus importante de réparations. Les quotes-parts de la « catégorie B » sont de moindre intérêt, et ce d'autant plus que le pays titulaire est plus éloigné de l'Allemagne. En effet, la livraison des biens en question est considérée comme effectuée à partir de la frontière allemande et les frais ultérieurs sont à charge du pays bénéficiaire. D'autre part, pour nombre de pays, l'apport d'une quantité considérable de biens de production allemands peut également faire surgir des déséquilibres dans leur structure intérieure. De plus, les pays dont l'activité industrielle est peu développée ne disposent pas toujours du personnel technique adéquat qu'exige l'établissement de nouvelles industries.

On peut admettre que c'est en raison de leur éloignement surtout que les Etats-Unis et l'Union Sud-Africaine ont renoncé à une partie de leur quote-part B; en échange, ce dernier pays obtenait plus d'avantages quant aux avoirs allemands en Afrique du Sud.

Les trois grandes puissances obtiennent à elles seules 72 p. c. du total de la catégorie A. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne bénéficient des quotes-parts les plus élevées — chacun d'eux obtient

28 p. c. —; la France suit avec 16 p. c. Tous les autres pays se voient attribuer des quotes-parts de loin inférieures; citons dans l'ordre décroissant : la Yougoslavie (6,60 p. c.), les Pays-Bas (3,90 p. c.), le Canada (3,50 p. c.) et la Tchécoslovaquie (3 p. c.). La Belgique et la Grèce ne viennent qu'au huitième rang, avec chacune 2,70 p. c. Les Indes britanniques obtiennent 2 p. c. et la Norvège 1,30 p. c., tandis que les quotes-parts des sept pays restants n'atteignent pas 1 p. c.

La colonne (2) évalue en pour-cent les quotes-parts des différents pays par rapport à celle de la Belgique. Les quotes-parts de nos voisins du Nord et du Sud dépassent respectivement de 44,4 p. c. et de 492,59 p. c. celle de la Belgique. La Tchécoslovaquie obtient 11,11 p. c., la Yougoslavie 144,44 p. c. et le Canada 29,63 p. c. de plus que notre pays.

Le mode de calcul n'a pas été révélé; on ignore donc les critères selon lesquels ces pourcentages ont été fixés. Néanmoins, on peut admettre qu'un procédé de calcul mathématique a servi, à l'origine, à la détermination des quotes-parts, mais que, par après, elles ont été modifiées, dans une certaine mesure, en tenant compte de facteurs diplomatiques. Il convient également de ne pas perdre de vue la signification limitée qu'ont ces quotes-parts, puisque ce mode de répartition n'intéresse ni les acquisitions territoriales, ni l'emploi de main-d'œuvre allemande, ni les restitutions d'or ou de butin de guerre, ni les brevets. L'attribution de ces différents éléments a été réglée par des accords particuliers. Toutefois, un examen statistique approfondi est susceptible de donner une idée plus précise du mode de calcul employé pour la détermination des quotes-parts. Aussi avons-nous poussé plus avant notre analyse, à l'aide des données numériques mises à la disposition des différentes délégations à la Conférence de Paris.

En principe, ce sont ces chiffres qui ont servi de base à la fixation des quotes-parts. Ils ont été coordonnés par un Comité spécial de statisticiens, de manière à être rendus comparables. Si la méthode de calcul n'a pas été entièrement révélée, nous disposons néanmoins d'indications telles qu'elles donnent une idée suffisante de la mesure dans laquelle les pertes subies du fait de la guerre par les divers pays intéressés ont été prises en considération en vue de la reconnaissance des droits à réparation accordés à ces pays. Ces données numériques ont été établies sur la base des principes adoptés pour le règlement des réparations, à la Conférence de Crimée.

Dans la répartition entre les Alliés des biens disponibles pour le paiement des réparations, il a été tenu compte de trois éléments essentiels :

- 1) les dommages matériels à indemniser;
- 2) les pertes humaines à indemniser;
- 3) l'effort de guerre à récompenser.

Afin que chaque pays dresse un état estimatif de ces trois éléments, les gouvernements américain, bri-

tannique et français envoyèrent le 28 août 1945 à tous les pays intéressés à la répartition des biens de réparations provenant de la partie occidentale de l'Allemagne, une note par laquelle ces pays étaient invités à dresser un memorandum traitant notamment des points suivants : dommages matériels causés par la guerre ou l'occupation; effort de guerre mesuré par les dépenses budgétaires; pertes en vies humaines et années-ouvriers; frais d'occupation et divers autres éléments dont les pensions de guerre. Les réponses à ce questionnaire furent consignées dans des memoranda plus ou moins détaillés et communiquées à la Conférence de Paris.

Bien qu'il eût été convenu d'adopter comme unité de valeur le dollar américain de 1938, les memoranda des différents gouvernements, sous leur forme originale, ne se prêtaient pas à comparaison : tout d'abord ces états renfermaient maints comptages doubles; en outre, on constatait de notables différences d'interprétation : il n'y avait, en effet, guère d'unité, notamment dans les divers modes de relevé des dommages, dans le choix des catégories de dommages à retenir et, enfin, dans les méthodes de conversion en dollars-1938.

Citons comme exemple de comptage double, le cas des réquisitions payées par l'occupant, dont les chiffres figuraient à la fois parmi les dommages matériels et parmi les charges financières imposées par l'ennemi.

En matière de revendications fondées sur l'élément « pensions », la valeur annuelle à indemniser par tête d'habitant, et également les taux de capitalisation, différaient d'un pays à l'autre.

Certains pays avaient inclus dans les dommages matériels les destructions d'ouvrages militaires *stricto sensu*, bien que les instructions reçues aient recommandé de l'éviter.

D'autres écarts considérables provenaient de ce que, dans certains cas seulement, on avait fait figurer à part la perte de revenu national subie pendant la guerre et la perte potentielle de production prévue pour les premières années d'après-guerre.

Même les méthodes de calcul employées ne concordaient pas, certains pays ayant effectué la conversion en valeur 1938 sur la base des indices des prix officiels tandis que d'autres tenaient compte de l'évolution réelle des prix.

Ce manque de cohésion ayant été constaté, la Conférence, après une intervention de M. G. Kaeckenbeeck, chef de la délégation belge, procéda elle-même à une révision — assez sommaire d'ailleurs et certainement insuffisante en ce qui concerne la Belgique — des divers memoranda. Tous les chiffres durent être révisés et convertis d'abord en monnaie nationale, valeur de 1938, sur la base des prix de gros réels, et ensuite en dollars des Etats-Unis, d'après les valeurs du marché des changes de New-York en 1938.

Le tableau II (p. 144) donne un aperçu synoptique de l'ensemble des memoranda, après que les retouches nécessaires y eurent été apportées et au moment où ils furent soumis définitivement à la Conférence, le 13 décembre 1945.

Ce tableau comprend deux parties. La première groupe toutes les données susceptibles d'être exprimées en unités monétaires, tandis que la seconde donne une indication directe des efforts humains et des pertes en vies humaines.

Ces chiffres donnent un premier aperçu des sacrifices matériels et financiers que la guerre a imposés aux différents pays ainsi que des pertes en vies humaines qu'elle leur a fait subir. Les données ont été réunies par chaque pays en toute souveraineté, sans aucun contrôle de l'extérieur. L'estimation des dommages a également été effectuée selon des critères nationaux. Seule la conversion en dollars a été opérée suivant une méthode contrôlée et uniforme.

Ce tableau met en lumière l'importance respective des charges que la guerre a fait peser sur chaque pays ou chaque groupe de pays et la nature des pertes qu'ils ont subies.

Ainsi, les *dommages matériels* déclarés atteignent au total le chiffre de 61,7 milliards de dollars U.S.A. 1938; dans ce montant d'ensemble, les pertes subies par les anciens pays occupés par l'Allemagne interviennent à concurrence de 53,7 milliards, celles de la Grande-Bretagne de 6,4 milliards, et celles des autres pays d'outre-mer de 1,6 milliard, c'est-à-dire en pourcentages :

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Anciens pays occupés | 87,0 p. c. |
| Grande-Bretagne | 10,4 p. c. |
| Autres pays d'outre-mer | 2,6 p. c. |
| | 100,0 p. c. |

Quant aux *charges budgétaires de guerre*, ce sont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui ont eu à supporter les plus lourdes.

Suivant les déclarations qui en ont été faites, ces dépenses se répartissaient dans les proportions suivantes :

| | En milliards de dollars U.S.A. 1938 | En pour-cent. |
|---|-------------------------------------|---------------|
| Europe (non compris la Grande-Bretagne) | 51,3 | 18,6 |
| Grande-Bretagne | 62,1 | 22,6 |
| Pays non européens | 161,7 | 58,8 |
| | 275,1 | 100,0 |

Toutefois, il convient de signaler que les chiffres donnés par les anciens pays occupés incorporent les frais d'occupation. Si l'on fait abstraction de ceux-ci, les rapports en pour-cent deviennent respectivement 9,8, 25 et 65,2 p. c.

TABLEAU II

Demandes de réparation (1)

| PAYS | Partie I : Evaluations monétaires (en millions de dollars U. S. A.-1938) | | | | | | | | | | | Partie II : Evaluations non monétaires | | | | | | | | | |
|--|--|------------------------------------|----------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------|---------------------|---|--|------------------------|---|---------------|-----------------------------|----------------------------|-----------|---------------|--------|-------|
| | Dommages matériels | | | | Dépenses | | | | Pensions | Autres réclamations | | Désinvestissement extérieur | Main-d'œuvre | | | | Pertes humaines (milliers) | | | | |
| | Perte de propriété | | | Coût de l'occupation allemande | Dépenses budgétaires de guerre | | | Manque à gagner (potential loss) | | Autres | Effort de guerre Années-ouvriers imputables à l'effort de guerre (millions) | | | Déportation de main-d'œuvre et travail forcé (millions) | | Pertes de vies | | Invalides | | | |
| | dans le pays lui-même | dans les autres pays réclama-mants | ailleurs | | Avant le début des hostilités | Pendant les hostilités | Après la fin des hostilités | | | | Forces armées | | Indus-trie d'arme-ment | Autres activi-tés de guerre | Dépor-tations | Travail forcé s. terre nat. | Forces armées | Civils | Forces armées | Civils | |
| | (I.1a) | (I.1b) | (I.1c) | (I.2) | (II) | (III.a) | (III.b) | (III.c) | (IV) | (V.a) | (V.b) | (I.a) | (I.b) | (I.c) | (II.a) | (II.b) | (III.a) | (III.b) | (IV.a) | (IV.b) | |
| A. Pays européens | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| a) Occidentaux : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Belgique | 2.273 | — | — | 940 | 3.157 | 501 | 1.019 | 57 | 1.422 | — | — | — | 0,87 | — | 0,20 | 0,62 | — | 9,0 | 50,0 | 50,0 | 75,0 |
| Pays-Bas | 3.922 | 550 | — | 1.317 | 3.500 | 810 | 495 | — | — | 4.564 | — | — | 0,40 | — | — | 1,30 | — | 3,0 | 197,0 | — | — |
| France | 21.093 | 34 | 20 | 3.241 | 10.847 | 5.605 | 5.908 | — | 2.541 | — | — | — | 13,09 | 1,0 | 1,0 | 4,90 | 2,60 | 238,0 | 3)415,0 | 250,0 | 188,0 |
| Luxembourg | 179 | — | 70 | 14 | 294 | — | 15 | — | 68 | 20 | — | — | — | — | — | 0,03 | — | 3,5 | 1,5 | 1,5 | 0,5 |
| Danemark | 159 | — | — | — | 909 | — | 42 | 5 | 17 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Norvège | 1.260 | — | — | — | 1.530 | — | 150 | — | 30 | — | 30 | — | 0,07 | — | — | 0,06 | 0,54 | 2,0 | 6,6 | — | — |
| b) Europe centrale et balkanique : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tchécoslovaquie | 4.202 | — | — | 770 | 4.046 | 187 | 1.259 | — | 847 | — | 272 | — | 0,50 | 0,10 | 0,10 | 1,60 | 2,76 | 46,0 | 204,0 | 49,0 | 66,0 |
| Yougoslavie | 9.145 | — | — | 370 | 59 | 2.287 | 3.865 | — | 25.665 | 5.275 | 18 | — | 3,96 | — | — | 1,96 | 1,28 | 305,0 | 1.401,0 | 425,0 | — |
| Albanie | 298 | — | — | — | 62 | 31 | 60 | — | 529 | 115 | — | — | 0,18 | — | — | 0,05 | 2,21 | 16,5 | 12,3 | 7,2 | 5,4 |
| Grèce | 2.545 | — | — | 1.200 | 2.781 | 375 | 1.480 | — | 565 | 4.000 | 1.698 | — | 1,20 | 0,02 | 0,20 | 0,28 | — | 70,0 | 488,0 | 120,0 | 760,0 |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grande-Bretagne (2) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 6.383 | — | — | — | 39 | — | 62.100 | — | — | — | — | 20.800 | 24,0 | 18,0 | — | — | — | 272,0 | 96,0 | 262,0 | 104,0 |
| B. Pays non européens | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Egypte | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 41 | 2 | 7 | 35 | — | 65 | 296 | — | — | — | 69 | — | — | 0,35 | 0,65 | — | — | 1,1 | 2,1 | 0,2 | 3,4 |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etats-Unis | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 468 | 294 | 505 | — | — | 6.200 | 110.800 | 25.600 | — | — | — | — | 17,60 | 21,80 | — | — | — | 180,0 | 7,0 | 477,0 | — |
| Canada | 62 | 52 | 29 | — | — | — | 12.500 | — | — | — | — | — | 2,62 | 4,10 | 1,03 | — | — | 40,0 | 1,0 | 54,0 | — |
| Afrique du Sud | 4 | — | — | — | — | — | 1.620 | 290 | — | — | — | — | 1,0 | 0,3 | — | — | — | 6,0 | — | 14,0 | — |
| Indes britanniques | 61 | — | — | 106 | — | — | 1.143 | — | 64 | — | 403 | — | 3,10 | 2,70 | 2,20 | — | — | 9,0 | 4)750,0 | 29,0 | — |
| Australie | 5 | — | — | — | — | — | 2.000 | — | — | — | — | — | 0,69 | 0,77 | — | — | — | 12,0 | — | 16,0 | — |
| Nouvelle-Zélande | 8 | — | — | — | — | — | 1.200 | — | — | — | — | 73 | 0,42 | 0,08 | — | — | — | 10,0 | — | 19,0 | — |

(1) Le tiret signifie que le pays intéressé n'a pas communiqué de chiffres. L'explication de ces données est fournie par le tableau A de l'annexe.

(2) A noter que les îles Anglo-Normandes ont été occupées.

(3) Y compris 55.000 Alsaciens et Lorrains tombés dans la Wehrmacht allemande ou dans le Service du Travail.

(4) Une estimation officielle des conséquences de la famine au Bengale chiffre le nombre de morts à 1.500.000. Il fut admis que la moitié de ces décès était imputable à la guerre contre l'Allemagne.

En ce qui concerne l'effort humain, l'importance des pertes subies par les anciens pays occupés, tant en soldats qu'en civils, est frappante.

Les seuls pays du continent représentés à la Conférence des Réparations de Paris comptent 3.468.400 morts; leurs pertes en vies humaines du fait de la guerre sont donc 2,5 fois plus lourdes que celles des Alliés anglo-saxons — 1.380.200 si l'on considère que la guerre contre l'Allemagne est la cause indirecte des 750.000 décès provoqués, au Bengale, par la famine — ou 5,5 fois plus lourdes si l'on fait abstraction, dans le dénombrement des pertes alliées, des 750.000 Bengalais. Il est d'ailleurs à remarquer que cet écart notable ne provient pas uniquement du grand nombre de victimes civiles (80 p. c.) que la guerre a faites dans les pays continentaux : ceux-ci ont, en effet, perdu plus de soldats dans la guerre contre l'Allemagne que l'Empire britannique et les Etats-Unis réunis (693.000 contre moins de 530.000).

Le nombre d'années-ouvriers perdues pour l'économie des pays intéressés de l'Europe continentale est également extrêmement élevé : il atteint 43,1 millions d'années-ouvriers; ces pertes sont dues tout d'abord à l'effort de guerre et ensuite aux déportations et au travail forcé; l'effort de guerre de ces pays contre l'Allemagne a exigé 42 millions d'années-ouvriers, contre 39,4 millions pour les Etats-Unis.

Le tableau suivant fait apparaître nettement l'importance relative de ces pertes en vies humaines et en années-ouvriers :

| | Pertes de vies humaines | | Pertes de travail pour l'économie | |
|-------------------------------------|-------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| | en milliers | en p. c. | en millions d'années-ouvriers | en p. c. |
| Europe (sauf Grande-Bretagne) | 3.468 | 71,4 | 43 | 29,8 |
| Grande-Bretagne | 368 | 7,6 | 42 | 29,1 |
| Pays non européens | 1.018 | 21,0 | 59 | 41,1 |
| | 4.854 | 100,0 | 144 | 100,0 |

Ces chiffres n'acquièrent leur pleine signification que lorsqu'ils sont mis en regard des chiffres des populations respectives et que leur incidence monétaire est mesurée par rapport au revenu national ou individuel.

A cet effet, nous avons opéré une série de calculs dont les résultats sont relevés dans les tableaux III à VI.

Le matériel statistique utilisé comprend, outre les données précédentes, des relevés démographiques et des évaluations du revenu national.

Les statistiques démographiques concernent l'année 1939, sauf pour la Tchécoslovaquie, pour laquelle nous nous sommes basés sur les chiffres de l'année 1937, ce pays ayant dû céder, en 1939, d'importantes parties de son territoire : les régions sudètes et le territoire de Teschen en septembre, ainsi qu'une partie de la

Slovaquie en novembre. Tous les chiffres utilisés sont consignés dans le tableau A de l'annexe.

Quant au revenu national, nous avons pris comme base les calculs faits par le professeur Colin Clark, M. A. (1). Les chiffres comparés se rapportent à des périodes fort différentes, de sorte que les comparaisons opérées n'ont, malgré l'interdépendance des économies nationales, qu'une valeur approximative. D'ailleurs, l'évolution du pouvoir d'achat a également été prise en considération.

Malgré les imperfections de ce procédé de comparaison, nous nous sommes décidés à y recourir — à défaut des éléments qui devraient permettre d'opérer des rapprochements rigoureux; l'occasion nous est ainsi fournie de souligner l'importance des recherches consacrées à la mise au point de moyens de mesure qui permettent de comparer les revenus nationaux de pays à pays.

Toutes les données numériques utilisées sont reprises dans les tableaux C et D de l'annexe et peuvent donc être contrôlées.

Nous avons limité nos calculs aux quelques éléments principaux qui ont été pris en considération en vue de la fixation des quotes-parts dans les réparations, c'est-à-dire :

- 1) les dommages matériels encourus à l'intérieur du pays;
- 2) les pertes subies par suite du manque d'entretien et de l'usure anormale de l'équipement productif;
- 3) les dépenses de guerre budgétaires pendant les hostilités;
- 4) les pensions de guerre.

Après avoir indiqué les montants déclarés pour chacune de ces catégories par le pays intéressé, nous avons rapporté ces montants aux chiffres relatifs à la Belgique (= 100).

Ensuite, nous avons déterminé l'importance de la charge par tête d'habitant, tout d'abord si l'on prend en considération l'ensemble de la population, puis la seule population active, à qui incombe le fardeau de la guerre. Enfin, nous avons établi le rapport des charges au revenu national global, d'une part, et d'autre part le rapport de la charge par tête d'habitant au revenu unitaire exprimé en pouvoir d'achat du dollar en 1938.

Ces tableaux sont suffisamment éloquentes et ne nécessitent guère d'explications ni de commentaires. Notons seulement que, à quelques exceptions près (voir annexe, tableaux B, C et D), toutes les données se rapportent uniquement à la guerre contre l'Allemagne. Les pertes les plus élevées en biens matériels et en vies humaines affectent les pays du continent, alors que l'effort de guerre direct le plus grand a été fourni par les pays d'outre-mer, après que l'Europe eut été occupée.

(1) Publiés dans le *Weltwirtschaftliches Archiv*, janvier 1938, pp. 51-76.

TABLEAU III

Pertes de biens dans chaque pays

| PAYS (1) | Chiffres déclarés (en millions de \$ 1938) | Indices de comparaison (Belgique = 100) | Charge pour la population | | | |
|--|--|---|--------------------------------------|--|---|--|
| | | | Perte par tête d'habitant (en \$) | Perte par tête de la population active (en \$) | Perte par rapport au revenu national annuel | Perte par rapport au revenu par tête d'habitant ramené au pouvoir d'achat de 1938 (en \$) (2) |
| <i>A. Pays européens</i> | | | | | | |
| 1. <i>Ayant été occupés :</i> | | | | | | |
| a) <i>Occidentaux :</i> | | | | | | |
| Belgique (2,70) | 2.273 | 100 | 270 | 400 | 1,6 | 1,00 |
| Pays-Bas (3,90) | 3.922 | 172,5 | 444 | 683 | 1,9 | 1,31 |
| France (16,0) | 21.093 | 928,0 | 503 | 787 | 2,4 | 2,10 |
| Luxembourg (0,15) | 179 | 7,9 | 595 | — | — | — |
| Danemark (0,25) | 159 | 7,0 | 42 | 61 | 0,2 | 0,20 |
| Norvège (1,30) | 1.260 | 55,4 | 429 | 627 | 1,7 | 2,58 |
| b) <i>Europe centrale et balkanique :</i> | | | | | | |
| Tchécoslovaquie (3,0) | 4.202 | 184,9 | 276 | 404 | 2,0 | 1,47 |
| Yougoslavie (6,60) | 9.145 | 402,3 | 582 | 1.006 | — | — |
| Albanie (0,05) | 298 | 13,1 | 280 | 473 | — | — |
| Grèce (2,70) | 2.545 | 112,0 | 353 | 581 | 5,2 | 4,10 |
| 2. <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | | | |
| Grande-Bretagne (28,0) | 6.383 | 280,8 | 134 | 199 | 0,3 | 0,32 |
| <i>B. Pays non européens</i> | | | | | | |
| 1. <i>Ayant été occupés :</i> | | | | | | |
| Egypte (0,05) | 41 | 1,8 | 2,5 | 4,5 | — | — |
| 2. <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | | | |
| Etats-Unis (28,0) | 468 | 20,6 | 3,6 | 5,2 | — | 0,07 |
| Canada (3,90) | 62 | 2,7 | 5,5 | 8,2 | 0,01 | 0,12 |
| Afrique du Sud (0,70) | 4 | 0,2 | 0,4 | 0,6 | — | 0,06 |
| Indes britanniques (2,0) | 61 | 2,7 | 0,2 | 0,3 | — | — |
| Australie (0,70) | 5 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | — | 0,03 |
| Nouvelle-Zélande (0,40) | 8 | 0,4 | 4,9 | 7,8 | 0,01 | 0,18 |

(1) A côté de chaque pays figure, entre parenthèses, sa quote-part A.

(2) Cf. note du tableau C de l'annexe.

Les *dommages matériels intérieurs* (voir annexe, tableau A), exprimés en unités monétaires et calculés par tête d'habitant, semblent être le plus élevés au Luxembourg et en Yougoslavie. Des pays occupés, c'est le Danemark qui a le moins souffert.

Mais, même si ces chiffres permettent certaines appréciations, ils ne peuvent refléter exactement le fardeau réel, car l'incidence de celui-ci ne dépend pas seulement de son ordre de grandeur, élément purement quantitatif, mais également de facteurs qualitatifs. Quelques exemples nous feront comprendre : il est évident que les répercussions des dommages réels subis seront plus ou moins gravement ressenties suivant les possibilités de redressement; des dommages d'une certaine ampleur causés aux ponts et aux chemins de fer seront pour l'économie une charge plus lourde que les dommages de même ampleur qu'aura subis une fabrique d'articles de luxe, par exemple. Ou bien, le cas peut se présenter que les dommages se soient trouvés partiellement compensés par la construction de nouvelles usines pendant la guerre ou par l'implantation d'industries : le montant des dommages ne sera naturellement pas réduit, malgré ces contingences.

En rapprochant, dans le tableau III, le montant des dommages du revenu national, nous mettons en

lumière d'autres aspects de la question (1). C'est ainsi que l'on remarque par exemple que la charge que la Grèce a à supporter paraît beaucoup moins lourde que celle à laquelle la France doit faire face, quand on se borne à examiner les chiffres absolus ou le montant par tête d'habitant, mais, rapportée au revenu national, elle s'avère, par contre, particulièrement élevée : 1,67 contre 1,09 pour la France, en pouvoir d'achat de l'année 1938.

Le tableau IV suivant montre très nettement que les anciens pays occupés, et quelques pays plus éloignés peu développés au point de vue industriel, tels que l'Égypte et l'Inde, ont seuls eu à souffrir de *dommages dus à l'usure anormale et au manque d'entretien du matériel*. Cette circonstance ne manquera pas d'influencer sérieusement le développement des relations économiques internationales au cours des premières années à venir, puisque les facultés concurrentielles de ces pays seront grevées, toutes autres choses restant égales, d'un handicap considérable. Signalons en passant qu'un pays au moins s'est livré à des estimations fort larges.

(1) Vu le manque de données concernant le revenu national, les chiffres pour le Luxembourg, la Yougoslavie et l'Albanie n'ont pas été calculés.

TABLEAU IV

Défaut d'entretien et usure anormale

| PAYS (1) | Chiffres fournis (millions \$ 1938) | Indices de comparaison (Belgique = 100) | Charge pour la population | | | |
|--|--|---|-----------------------------------|---|---|--|
| | | | Par tête d'habitant (en \$) | Par tête, limitée à la population active (en \$) | Par rapport au revenu national annuel | Par rapport au revenu par tête ramené au pouvoir d'achat de 1938 (en \$) |
| A. Pays européens | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | |
| a) Occidentaux : | | | | | | |
| Belgique (2,70) | 940 | 100 | 112 | 165 | 0,7 | 0,41 |
| Pays-Bas (3,90) | 1.317 | 140 | 149 | 229 | 0,6 | 0,44 |
| France (16,0) | 3.241 | 345 | 77 | 118 | 0,4 | 0,32 |
| Luxembourg (0,15) | 14 | 1,5 | 47 | — | — | — |
| Danemark (0,25) | — | — | — | — | — | — |
| Norvège (1,30) | — | — | — | — | — | — |
| b) Europe centrale et balkanique : | | | | | | |
| Tchécoslovaquie (3,0) | 770 | 82 | 51 | 74 | 0,4 | 0,27 |
| Yougoslavie (6,60) | 370 | 39 | 24 | 41 | — | — |
| Albanie (0,05) | — | — | — | — | — | — |
| Grèce (2,70) | 1.200 | 128 | 167 | 274 | 2,4 | 1,94 |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | |
| Grande-Bretagne (28,0) | — | — | — | — | — | — |
| B. Pays non européens | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | |
| Egypte (0,05) | 35 | 4 | 2 | 4 | — | — |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | |
| Etats-Unis (28,0) | — | — | — | — | — | — |
| Canada (3,50) | — | — | — | — | — | — |
| Afrique du Sud (0,70) | — | — | — | — | — | — |
| Indes britanniques (2,0) | 106 | 11 | 0,3 | 0,5 | — | — |
| Australie (0,70) | — | — | — | — | — | — |
| Nouvelle-Zélande (0,40) | — | — | — | — | — | — |

(1) A côté de chaque pays figure, entre parenthèses, sa quote-part A.

TABLEAU V

Dépenses budgétaires de guerre pendant les hostilités

| PAYS (1) | Chiffres fournis (millions \$ 1938) | Indices de comparaison (Belgique = 100) | Par tête d'habitant (en \$) | Par tête limitée à la population active (en \$) | Par rapport au revenu national annuel | Par rapport au revenu par tête ramené au pouvoir d'achat de 1938 (en \$) |
|--|--|---|-----------------------------------|--|---|--|
| A. Pays européens | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | |
| a) Occidentaux : | | | | | | |
| Belgique (2,70) | 1.019 | 100 | 121 | 179 | 0,7 | 0,45 |
| Pays-Bas (3,90) | 495 | 49 | 56 | 86 | 0,2 | 0,16 |
| France (16,0) | 5.908 | 580 | 141 | 215 | 0,7 | 0,59 |
| Luxembourg (0,15) | 15 | 1 | 50 | — | — | — |
| Danemark (0,25) | 42 | 4 | 11 | 16 | 0,04 | 0,05 |
| Norvège (1,30) | 150 | 14 | 51 | 75 | 0,2 | 0,31 |
| b) Europe centrale et balkanique : | | | | | | |
| Tchécoslovaquie (3,0) | 1.259 | 124 | 83 | 121 | 0,6 | 0,44 |
| Yougoslavie (6,60) | 3.865 | 379 | 246 | 425 | — | — |
| Albanie (0,05) | 60 | 6 | 56 | 95 | — | — |
| Grèce (2,70) | 1.480 | 145 | 206 | 338 | 3 | 2,40 |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | |
| Grande-Bretagne (28,0) | 62.100 | 6.094 | 1.300 | 1.940 | 3 | 3,06 |
| B. Pays non européens | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | |
| Egypte (0,05) | 206 | 29 | 18 | 33 | — | — |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | |
| Etats-Unis (28,0) | 110.800 | 10.874 | 843 | 1.236 | 1,7 | 1,68 |
| Canada (3,50) | 12.500 | 1.227 | 1.100 | 1.650 | 2,5 | 2,37 |
| Afrique du Sud (0,70) | 1.620 | 159 | 158 | 245 | 1,7 | 2,29 |
| Indes Britanniques (2,0) | 1.143 | 112 | 3 | 6 | — | — |
| Australie (0,70) | 2.000 | 196 | 30 | 43 | 0,6 | 0,88 |
| Nouvelle-Zélande (0,40) | 1.200 | 118 | 731 | 1.168 | 1,7 | 2,66 |

(1) A côté de chaque pays figure, entre parenthèses, sa quote-part A.

Les dépenses budgétaires nécessitées par la guerre ont atteint évidemment des montants particulièrement élevés dans les pays d'outre-mer et plus spécialement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Si l'on excepte l'Australie, dans tous les pays d'outre-mer, les dépenses globales évaluées par tête d'habitant et en pouvoir d'achat de 1938 ont absorbé plus que le revenu moyen annuel; le rapport atteint même 1,9 pour l'Angleterre.

Nous reproduisons nos calculs relatifs aux pensions, à titre documentaire. En commentant ces chiffres, nous dévierions de la ligne de conduite que nous nous sommes tracée, d'autant plus que nous serions amenés à développer des considérations à propos de facteurs impondérables, tels que la valeur économique de la vie humaine et le taux de capitalisation à adopter. On remarquera les chiffres élevés communiqués par la Yougoslavie.

TABLEAU VI

Pensions

| PAYS (1) | Chiffres fournis (millions \$ 1938) | Indices de comparaison (Belgique = 100) | Par tête d'habitant (en \$) | Par tête limitée à la population active (en \$) | Par rapport au revenu national annuel | Par rapport au revenu par tête ramené au pouvoir d'achat de 1938 (en \$) |
|-------------------------------------|--|---|-----------------------------------|--|---|--|
| <i>A. Pays européens</i> | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | |
| a) Occidentaux : | | | | | | |
| Belgique (2,70) | 1.422 | 100 | 169 | 250 | 1,0 | 0,63 |
| Pays-Bas (3,90) | — | — | — | — | — | — |
| France (16,0) | 2.541 | 179 | 61 | 92 | 0,3 | 0,26 |
| Luxembourg (0,15) | 68 | 5 | 226 | — | — | — |
| Danemark (0,25) | 17 | 1,2 | 4 | 7 | 0,02 | 0,19 |
| Norvège (1,30) | 30 | 2,1 | 10 | 15 | 0,04 | 0,06 |
| b) Europe centrale et balkanique : | | | | | | |
| Tchécoslovaquie (3,0) | 847 | 60 | 47 | 81 | 0,4 | 0,25 |
| Yougoslavie (6,60) | 25.865 | 1.805 | 1.634 | 2.823 | — | — |
| Albanie (0,05) | 529 | 37 | 497 | 840 | — | — |
| Grèce (2,70) | 565 | 40 | 78 | 129 | 1,1 | 0,91 |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | |
| Grande-Bretagne (28,0) | — | — | — | — | — | — |
| <i>B. Pays non européens</i> | | | | | | |
| 1. Ayant été occupés : | | | | | | |
| Egypte (0,05) | — | — | — | — | — | — |
| 2. N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | |
| Etats-Unis (28,0) | — | — | — | — | — | — |
| Canada (3,50) | — | — | — | — | — | — |
| Afrique du Sud (0,70) | — | — | — | — | — | — |
| Indes Britanniques (2,0) | — | — | — | — | — | — |
| Australie (0,70) | — | — | — | — | — | — |
| Nouvelle-Zélande (0,40) | — | — | — | — | — | — |

(1) A côté de chaque pays figure, entre parenthèses, sa quote-part A.

Des nécessités techniques nous contraignent à reporter la publication de la suite de cet exposé dans le numéro d'avril 1946 de ce Bulletin.

Dans cette première partie de notre étude, dont le lecteur vient de prendre connaissance, nous avons dégagé les principes généraux qui régissent le règlement des réparations; nous nous sommes également livrés à un examen analytique des quotes-parts de répartition attribuées en matière de réparations allemandes.

Dans les pages qui suivront, nous traiterons de l'exécution des réparations allemandes : restitutions, « surplus capacity », marine marchande, avoirs allemands à l'étranger, problème des transferts. Nous donnerons enfin quelques indications relatives aux solutions intervenues en ce qui concerne les réparations exigées des pays d'Extrême-Orient et d'Europe continentale qui ont combattu aux côtés de l'Allemagne.

ANNEXES

TABEAU B

Population

| Pays | Population totale | | | Population active (de 15 à 64 ans) | |
|--|------------------------------------|------------------------------|----------------------|------------------------------------|---|
| | Chiffres absolus (1) (milliers) | Pourcentage | | Chiffres absolus (3) (milliers) | Pourcentage par rapport à la Belgique |
| | | par rapport à la Belgique | par rapport au total | | |
| | (a) | | (b) | | |
| A. Pays européens. | | | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | | | |
| a) <i>Occidentaux :</i> | | | | | |
| Belgique | 8.396 | 100,0 | 1,1 | 5.690 | 100,0 |
| Pays-Bas | 8.834 | 105,2 | 1,1 | 5.740 | 100,9 |
| France | 41.950 | 499,6 | 5,4 | 27.500 | 483,3 |
| Luxembourg | 301 | 3,6 | — | — | — |
| Danemark | 3.825 | 45,6 | 0,5 | 2.590 | 45,5 |
| Norvège | 2.937 | 35,0 | 0,4 | 2.010 | 35,3 |
| b) <i>Europe centrale et balkanique :</i> | | | | | |
| Tchécoslovaquie (2) | 15.239 | 181,5 | 2,0 | 10.400 | 182,8 |
| Yougoslavie | 15.703 | 187,0 | 2,0 | 9.090 | 159,8 |
| Albanie | 1.064 | 12,7 | 0,1 | 630 | 11,1 |
| Grèce | 7.200 | 85,8 | 0,9 | 4.380 | 77,0 |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | | |
| Grande-Bretagne | 47.778 | 569,1 | 6,2 | 32.010 | 562,6 |
| B. Pays non européens. | | | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | | | |
| Egypte | 16.650 | 198,3 | 2,2 | 9.094 | 159,8 |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | | |
| Etats-Unis | 131.416 | 1.565,2 | 17,0 | 89.678 | 1.576,1 |
| Canada | 11.368 | 135,4 | 1,5 | 7.574 | 133,1 |
| Afrique du Sud | 10.251 | 122,1 | 1,3 | 6.616 | 116,3 |
| Indes britanniques | 382.000 | 4.549,8 | 49,4 | 202.467 | 3.558,3 |
| Australie | 66.997 | 798,0 | 8,7 | 46.602 | 819,0 |
| Nouvelle-Zélande | 1.642 | 19,6 | 0,2 | 1.027 | 18,0 |
| | 773.551 | | 100,0 | | |

(1) A fin 1939; excepté la Tchécoslovaquie, pour laquelle nous donnons les chiffres de juin 1937 [voir note (2)].
 (2) En septembre 1938, perte des Sudètes et du territoire silésien de Teschen.
 En novembre 1938, perte d'une partie de la Slovaquie au profit de la Hongrie.
 Population, après ces amputations territoriales: 10,5 millions.
 (3) Estimations les plus récentes. Elles se rapportent toutes à l'année 1940, excepté en ce qui concerne l'Egypte (1937), les Indes britanniques (1931), l'Australie (1941) et la Nouvelle-Zélande (1942).

TABEAU C Revenu national (1)

| Pays | Revenu national total | Revenu national par tête d'habitant | | |
|--|--|-------------------------------------|---|---|
| | Chiffres absolus (2) (millions de \$) | Chiffres absolus (3) (\$) | Compte tenu de la parité du pouvoir d'achat (4) (\$) | Revenu national 1925-1934 calculé en pouvoir d'achat 1938 (\$) |
| | (c) | (d) | (e) | (f) |
| A. Pays européens. | | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | | |
| a) <i>Occidentaux :</i> | | | | |
| Belgique | 1.420 | 169 | 242 | 270 |
| Pays-Bas | 2.065 | 234 | 297 | 340 |
| France | 8.912 | 212 | 302 | 239 |
| Luxembourg | — | — | — | — |
| Danemark | 1.051 | 275 | 264 | 209 |
| Norvège | 727 | 248 | 207 | 166 |
| b) <i>Europe centrale et balkanique :</i> | | | | |
| Tchécoslovaquie .. | 2.125 | 139 | 185 | 188 |
| Yougoslavie | — | — | — | — |
| Albanie | — | — | — | — |
| Grèce | 494 | 69 | 128 | 86 |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | |
| Grande-Bretagne... | 20.372 | 426 | 457 | 425 |
| B. Pays non européens. | | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | | |
| Egypte | — | — | — | — |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | | |
| Etats-Unis | 65.870 | 501 | 501 | 501 |
| Canada | 5.073 | 446 | 462 | 464 |
| Afrique du Sud ... | 955 | 93 | 75 | 69 |
| Indes britanniques .. | — | — | — | — |
| Australie | 3.103 | 46 | 37 | 34 |
| Nouvelle-Zélande .. | 724 | 441 | 350 | 275 |

(1) Moyennes annuelles pour la période 1925-1934, y compris les impôts indirects.

Ces données ont été calculées par Clark pour la période décennale 1925-1934 en combinant des indices de production et de prix.

Dans le calcul des données de la dernière colonne des tableaux III à VI inclus, en vue de faciliter la comparaison avec les données du tableau II, nous avons converti tous les montants en valeurs de 1938, en tenant compte de l'évolution des prix de gros; dans ce but, nous avons considéré les prix de gros aux Etats-Unis comme une constante et nous avons calculé les prix dans tous les autres pays en fonction du niveau américain des prix (cfr. tableau D, 3^e colonne). Nous n'avons pu procéder à une nouvelle adaptation sur la base des indices

TABEAU D Indices des prix de gros

| Pays | Indices calculés par Clark pour la période 1925-1934, sur la base de 1929 = 100 (1) | Indices pour l'année 1938 sur la base 1929 = 100 | Indices calculés en fonction des indices américains (= 100) |
|--|---|--|---|
| A. Pays européens. | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | |
| a) <i>Occidentaux :</i> | | | |
| Belgique | 69,9 | 74,0 | 89,7 |
| Pays-Bas | 78,7 | 72,1 | 87,4 |
| France | 70,5 | 104,1 | 126,2 |
| Luxembourg | — | — | — |
| Danemark | 104,3 | 104,0 | 126,1 |
| Norvège | 119,8 | 103,1 | 125,0 |
| b) <i>Europe centrale et balkanique :</i> | | | |
| Tchécoslovaquie .. | 75,5 | 81,3 | 98,5 |
| Yougoslavie | — | — | — |
| Albanie | — | — | — |
| Grèce | 53,5 | 123,0 | 149,1 |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | |
| Gr.-Bretagne | 93,2 | 88,8 | 107,6 |
| B. Pays non européens. | | | |
| 1) <i>Ayant été occupés :</i> | | | |
| Egypte | — | — | — |
| 2) <i>N'ayant pas connu l'occupation :</i> | | | |
| Etats-Unis | 100,0 | 82,5 | 100,0 |
| Canada | 88,3 | 82,2 | 99,6 |
| Afrique du Sud ... | 124,8 | 90,0 | 109,1 |
| Indes britanniques .. | — | — | — |
| Australie | 125,9 | 88,9 | 107,8 |
| Nouvelle-Zélande .. | — | 104,9 | 127,2 |

(1) Colin CLARK, *op. cit.*, p. 74, 2^e tableau.

de production, étant dans l'ignorance de ces indices, qui ont été calculés par Clark. Toutefois, on peut admettre que les rapports ne se sont guère modifiés au cours de cette courte période.

(2) C. CLARK, *op. cit.*, p. 60 (3^e colonne).

(3) Formule (d) = $\frac{(c)}{(a)}$

(4) Prix américains = 100 (voir au tableau D les indices des prix).

ANNEXE

TABLEAU A

Tableau explicatif du

| PAYS | 1 ^{re} Partie : Eléments évalués | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|-------|-----|---|--|--|---|--|--|--|---|-------|
| | Questions générales | | | I. — Dommages directs (2) | | | | | | | | | | | |
| | Les chiffres comprennent-ils les dommages causés par l'Italie, etc. ? | Indiquez la répartition entre les guerres en Europe et dans le Pacifique. | Y a-t-il dans ce titre des pertes de production courante ? | Les chiffres ont-ils pour origine : | | | Y a-t-il à cette rubrique des biens immatériels ? | Les pertes de non-naufrages sont-elles comprises ? | Indiquez les pertes de bateaux et de cargaison (Ocean ships and cargoes) — (en millions de \$ et en Pour-cent) | Indiquez les pertes d'objets culturels. | Les restitutions ont-elles été portées en décompte ? | Les dommages aux installations militaires sont-ils compris ? | Indiquez les pertes d'or (millions de \$). | Le défaut d'entretien et l'usure anormale s'appliquent-ils aussi à la terre ? | |
| A. Pays européens. | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1) Ayant été occupés : | | | | | | | | | | | | | | | |
| a) Occidentaux : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Belgique | N | Europe seulement | N | — | oui | — | N | oui | 3,1 % | 1,5 % | oui | N | 1,3 | oui | |
| Pays-Bas | | | | — | oui | — | oui | N | 165 | 0,1 % | N | | 161 | oui | |
| France | | | | — | — | oui | oui | oui | 188 | 3 % | N | | 271 | N | |
| Luxembourg | | | | oui | — | — | 2,2 % | N | 0 | 0,3 % | N | | 5,3 | oui | |
| Danemark | | | | oui | — | — | N | oui | 12,60 | 0,12 % | oui | | 0 | p. i. | |
| Norvège | | | | oui | — | — | N | N | 441 | 0 | N | | 0 | p. i. | |
| b) Europe centrale et balkanique : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tchécoslovaquie ... | N | N | N | — | — | oui | oui | N | 0 | 3.600 % | N | N | 47,7 | oui | |
| Yougoslavie | oui | | | — | — | oui | N | 58 | 14,2 | | | | oui | | |
| Albanie | oui | | | — | — | oui | oui | 0,3 | 2,8 | | | | p. i. | | |
| Grèce | oui | | | oui | — | — | N | 316 | 0,1 | | | | oui | | |
| 2) N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grande-Bretagne .. | oui | 90 % pour l'effort 100 % pour les dommages | N | oui | oui | — | N | oui | bat. 1672 carg. 401 33,4 % | 0 | p. i. | N | 0 | p. i. | |
| B. Pays non européens. | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1) Ayant été occupés : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Egypte | oui | Europe seulement | N | — | oui | — | N | oui | 26 % | p. i. | n. r. | p. i. | p. i. | n. r. | |
| 2) N'ayant pas connu l'occupation : | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etats-Unis | N | 55 % Europe | N | — | — | oui | oui | N | 328 | 0 | N | N | oui | p. i. | |
| Canada | N | n. r. | — | — | n. r. | — | N | N | 25 % | 0 | N | | 0 | p. i. | |
| Afrique du Sud ... | oui | n. r. | — | — | — | — | N | N | 43 % | 0 | p. i. | | 0 | p. i. | |
| Indes britanniques .. | oui | 20 % Europe | Pas indiqué | — | — | — | N | n. r. | 4 % | n. r. | N | | 0 | N | |
| Australie | oui | 15 % Europe | — | — | — | — | N | N | 100 % bat. 6 carg. 55 | 0 | N | | 0 | p. i. | |
| Nouvelle-Zélande .. | N | n. r. | — | — | — | — | N | N | 100 % | 0 | p. i. | | n. r. | 0 | p. i. |
| | | | | | | | | | 0,2 % | 0 | | | | | |
| | | | | | | | | | 2,5 % | | | | | | |

(1) Signification des abréviations :

N = non.

n. r. = non répondu à la question posée.

p. i. = pas indiqué, c'est-à-dire les postes dont il s'agit n'ont pu donner lieu à estimation dans le tableau résumé des demandes (tableau n° II de la page 144).

— = sans objet ou nul.

(2) Correspondant aux colonnes I.1a; I.1b et I.1c du tableau n° II de la page 144.

tableau II (p. 144) (1)

| en unités monétaires | | | | | | | | | | 2 ^{me} Partie : Eléments non évalués en unités monétaires | | | | | |
|--|---|-----------------|---------------------------|----------------|--------------------------------|---------------|---|--|--------------------------------------|--|--|---|---|--|--|
| I. — Coût de l'occupation | | | | | | | | | | III. — Dépense budgétaire de guerre | | | | | |
| Les doubles emplois avec les dommages directs ont-ils été évités ? | Indiquer les périodes auxquelles s'appliquent les données : | | | | | | Les chiffres indiqués comprennent-ils des dépenses non militaires ? | Les chiffres indiqués au poste IIIa représentent-ils un supplément aux dépenses normales ? | Les chiffres indiqués pour origine : | | I (a) Les chiffres d'années-ouvriers des forces armées comprennent-ils les prisonniers ? Dans quelle proportion ? | I (a) Les chiffres d'années-ouvriers des forces armées comprennent-ils les organisations paramilitaires ? Dans quelle proportion ? | III (a) Les chiffres des pertes de vies des forces armées comprennent-ils des prisonniers ? Dans quelle proportion ? | III (a) Les chiffres des pertes de vies des forces armées comprennent-ils les membres des organisations paramilitaires ? Dans quelle proportion ? | III (a) Les chiffres des pertes de vies des civils comprennent-ils les pertes de vies dues à la famine ? Dans quelle proportion ? |
| | a) Avant le commencement des hostilités | | b) Pendant les hostilités | | c) Après la fin des hostilités | | | | a) Des comptes budgétaires ? | b) Des relevés de postes de matériel de guerre ? | | | | | |
| | de | à | de | à | de | à | | | | | | | | | |
| | 1939 | 1940 | janvier 1941 | mai 1945 | juin 1945 | novembre 1945 | oui/408 40 % | oui | — | oui 38 % | N | oui très peu | oui très peu | N | |
| | 1933 | 1940 | 1940 | 1945 | — | — | — | N | — | — | N | N | N | oui 13 % | |
| | janvier 1933 | août 1939 | septembre 1939 | mai 1945 | — | — | — | N | oui | oui 39,6 % | N | oui | N | N | |
| | — | — | mai 1940 | septembre 1944 | — | — | N | p. i. | — | p. i. | p. i. | N | N | N | |
| oui | — | — | septembre 1940 | mai 1945 | mai 1945 | décembre 1946 | — | p. i. | — | p. i. | p. i. | p. i. | p. i. | p. i. | |
| | p. i. | p. i. | 1940 | 1945 | — | — | — | — | — | N | N | N | N | N | |
| | 1933 | 1938 | 1938 | 1945 | n. r. | n. r. | — | oui | — | N | n. r. | n. r. | n. r. | n. r. | |
| | n. r. | n. r. | avril 1941 | mai 1945 | p. i. | n. r. | N | n. r. | oui | oui 17,2 % | n. r. | N | n. r. | N | |
| | n. r. | n. r. | n. r. | n. r. | n. r. | n. r. | — | N | n. r. | n. r. | oui | oui | oui | — | |
| | janvier 1933 | septembre 1940 | octobre 1940 | mai 1945 | — | — | oui | oui | oui | N | oui 33 % | oui | — | oui 71 % | |
| | — | — | septembre 1939 | mai 1945 | — | — | N | p. i. | oui | oui 2,1 % | oui 67% | oui 16,2 % | N | N | |
| p. i. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| | — | — | 1940 | 1944 | — | — | oui 20 % | p. i. | oui | p. i. | p. i. | p. i. | N | N | |
| | 1 juillet 1940 | 6 décembre 1941 | 7 décembre 1941 | 7 mai 1945 | 8 mai 1945 | 30 juin 1946 | oui 3 % | N | oui | N | N | oui 3,4 % | N | N | |
| | — | — | — | — | — | — | n. r. | n. r. | n. r. | N | N | oui 4,8 % | N | N | |
| | — | — | 1939 | 1945 | 1945 | 1946 | n. r. | — | — | n. r. | n. r. | n. r. | n. r. | N | |
| oui | — | — | septembre 1939 | mars 1943 | — | — | N | p. i. | — | N | N | N | N | oui 100 % | |
| | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| | — | — | juillet 1939 | juin 1945 | — | — | oui, charges de la dette n. r. | p. i. | — | oui | n. r. | oui 11,0 % | oui | n. r. | |
| | — | — | septembre 1939 | mai 1945 | — | — | — | — | — | oui 3,8 % | N | — | N | N | |

INFORMATIONS BANCAIRES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

PAYS-BAS

LA SITUATION FINANCIÈRE

Dans tous les pays, la guerre a provoqué des bouleversements dans l'organisation économique et monétaire; l'ampleur de ceux-ci, cependant, n'a pas été la même partout.

Pour les Pays-Bas, le total des dommages subis a été évalué à environ 26 milliards de florins, en valeur de 1938. Ce chiffre comprend les dommages matériels directs, la créance sur l'Allemagne pour livraison de fournitures, les frais d'occupation et les amendes, ainsi que le montant des « désinvestissements » (liquidation des stocks, non-remplacement ou non-renouvellement d'installations, recul de la productivité du sol, etc.). On considère qu'un tiers environ de la richesse nationale, évaluée à 35 milliards de florins en 1939, a été perdu pendant la guerre.

Quoique les pertes subies par la Belgique soient relativement moins élevées — 125 à 150 milliards en francs de 1939, d'après les évaluations provisoires du Ministère des Finances — on remarque cependant dans les deux pays un certain parallélisme des répercussions financières qu'elles entraînent, telles que l'accroissement de la circulation monétaire et l'augmentation de la dette publique.

La politique parallèle menée à Londres par les gouvernements belge et néerlandais au cours de la guerre prit une première forme d'expression dans la convention monétaire du 21 octobre 1943. Cette convention, entrée en vigueur le 20 août 1945, avait pour objet de stabiliser les rapports monétaires et de faciliter le mécanisme des paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas.

Un an plus tard fut conclu l'accord douanier, qui dans l'esprit de ses auteurs doit amener, à plus ou moins brève échéance, une véritable union économique néerlando-belgo-luxembourgeoise. Mais les difficultés de tous genres, tant administratives et économiques que politiques, rencontrées au lendemain de la libération ont été telles que la convention n'est pas entrée en vigueur à la date convenue.

Maintenant que l'assainissement monétaire et financier a eu lieu de part et d'autre et que le redressement est en bonne voie, aussi bien en Hollande qu'en

Belgique, le moment semble être venu de réaliser sans tarder cette union.

Les deux pays présentent, en effet, bien des points communs; les quelques indications concernant la situation financière aux Pays-Bas que nous donnons ci-après en apportent un témoignage.

Salaires, prix et coût de la vie

Avant la guerre, un des principaux obstacles à un rapprochement économique entre les Pays-Bas et la Belgique était la différence entre les niveaux de prix et salaires. Cet obstacle est aujourd'hui moins grand. Les salaires hollandais ont été stabilisés à l'indice 125 par rapport à l'avant-guerre. Toutefois cette limite n'est pas rigide et beaucoup d'exceptions ont été tolérées, portant en réalité l'indice des salaires à un niveau plus élevé. C'est ainsi qu'il avait atteint officiellement le niveau de 151 au mois de mars dernier; d'après certains observateurs, il serait même plus élevé et s'établirait entre 160 et 170. Quoi qu'il en soit, si la hausse des salaires industriels a pu être limitée jusqu'ici à environ 50 p. c. par rapport à l'avant-guerre, la hausse des salaires agricoles, par contre, dépasse déjà 100 p. c.

Aussi bien la stabilisation et le maintien des salaires à l'indice 125 devaient fatalement paraître très difficiles, étant donné la modification subie par le cours du change et l'évolution des salaires anglais et américains. D'autre part, la diminution considérable de la productivité du travail, due à l'état physique et moral des ouvriers et à la détérioration de l'outillage industriel, ne permettait pas une adaptation immédiate des salaires hollandais au niveau des salaires anglais.

Quant aux prix, les autorités néerlandaises ont cru qu'il leur serait possible de les maintenir à un niveau relativement proche de celui d'avant-guerre. Plusieurs facteurs font cependant obstacle à cette politique, parmi lesquels il faut citer le niveau des prix mondiaux qui exerce une pression lente mais certaine par le truchement des importations. Sur la base de juillet 1938-juin 1939 = 100, l'indice général des prix

de gros avait atteint en mars dernier le chiffre 241,7. La hausse est cependant très inégale d'après les différentes catégories de marchandises; les indices des prix de gros des matières premières, d'une part, et des produits finis, d'autre part, étaient respectivement 260,2 et 253,6 en mars, tandis que celui des produits alimentaires était 192,3. C'est grâce à une politique de subsides très onéreuse (600 à 800 millions de florins pour 1945) qu'il est possible de maintenir les prix à ce niveau.

Le coût de la vie ne dépasse guère l'indice 170 à 180. L'interdiction d'augmenter les loyers a été un élément important de stabilisation du coût de la vie. Bien entendu, il s'agit ici d'un indice basé exclusivement sur les prix officiels. Un indice pondéré qui tiendrait également compte des prix du marché noir serait évidemment beaucoup plus élevé.

Remarquons cependant, en ce qui concerne le marché noir, que celui-ci est de bien moindre importance qu'en Belgique, de sorte qu'en général les prix officiels néerlandais sont plus représentatifs que les nôtres.

Compte tenu du taux de change adopté dès avant la fin des hostilités par le gouvernement des Pays-Bas à Londres, la hausse des prix semble être particulièrement modérée et laisse encore une marge suffisante pour des adaptations ultérieures.

Le taux de change

Le 21 octobre 1943, les gouvernements réfugiés de la Belgique et du Luxembourg, d'une part, et le gouvernement néerlandais, d'autre part, ont signé à Londres une convention monétaire fixant le taux de change entre les monnaies nationales à 16,52 francs belges pour un florin, soit 6,053 florins pour 100 francs belges. En même temps fut pris l'engagement de n'apporter aucun changement à ces « taux officiels » sans accord préalable entre les deux gouvernements.

Lorsque, le 5 octobre 1944, la Belgique adopta, dans un accord monétaire avec la Grande-Bretagne, la parité de 176,625 francs à la livre, le taux de change avec les Pays-Bas ne fut pas modifié, ce qui impliquait donc, aussi bien pour le florin que pour le franc belge, une dépréciation d'environ 20 p. c. par rapport à la livre sterling et de 30 p. c. par rapport au dollar. Le cours du florin néerlandais ainsi fixé provisoirement à fl. 10,691 = 1 £ fut confirmé un an plus tard dans l'accord de paiement anglo-néerlandais.

Il s'ensuit que le taux de change du florin par rapport à la livre sterling n'est autre chose que le *cross-rate* du cours du franc adopté dans l'accord belgo-néerlandais et du cours de la livre fixé dans la convention belgo-anglaise.

Au moment où ces conventions furent conclues, on disposait de trop peu de renseignements pour juger de la valeur relative des monnaies et les économies nationales en question n'avaient pas encore retrouvé d'équilibre réel; la situation monétaire, tant interne

qu'externe, avait subi les répercussions néfastes de cinq années d'occupation et les taux de change avaient été durant toutes ces années plutôt des notions purement nominales, auxquelles toute base réelle faisait défaut. Comme les cours adoptés n'avaient donc provisoirement encore rien de vraiment définitif, beaucoup de Hollandais appartenant aux milieux scientifiques ou au monde des affaires ont préconisé une revalorisation de la devise nationale. Récemment encore, un avis de ce genre fut émis par les membres de la Commission des Rapporteurs de la Seconde Chambre. Selon cet avis, les Pays-Bas devraient s'adapter au niveau de vie de l'Angleterre en établissant la parité d'avant-guerre entre le florin et la livre. Une pareille mesure, a-t-il été ajouté, aurait en plus comme conséquence heureuse d'éliminer la disparité qui existait encore entre le florin des Pays-Bas et le florin des Indes néerlandaises.

D'autre part, certains auteurs ont mis l'accent sur le dualisme entre la politique monétaire interne, qui vise à limiter les hausses de prix, et la politique monétaire externe, qui entraînera fatalement les prix à un niveau élevé par suite de la sous-évaluation de la devise nationale. Comme la hausse des prix anglais et américains peut être estimée à environ 50 p. c. par rapport à 1939 et sera probablement encore renforcée dans un avenir prochain, la hausse du niveau des prix aux Pays-Bas serait de 110 p. c. si on y ajoute l'augmentation pouvant résulter de la dévaluation de 30 p. c. du florin. Etant donné les répercussions sociales d'une pareille hausse, ces auteurs estiment qu'il y aurait lieu de revoir la parité du florin, d'autant plus que le but de l'assainissement monétaire interne est précisément d'éviter des mouvements de prix de cette ampleur.

Quoi qu'il en soit, les événements récents semblent démontrer que le cours actuel a une tendance de plus en plus prononcée à devenir un « cours d'équilibre » permanent. En effet, le principe de base de la politique des prix et salaires inaugurée à la libération, prévoyait une réadaptation de l'économie néerlandaise à l'économie mondiale et plus particulièrement à l'économie anglaise, en réglant les hausses inévitables des prix et salaires de façon telle que les prix de revient néerlandais ne dépassent pas les prix de revient étrangers. Toutefois, avec un indice de 165 pour les salaires, ce niveau semble déjà quelque peu dépassé si l'on tient compte non seulement des prix anglais corrigés pour le nouveau taux de change, mais également de la moindre productivité du travail néerlandais et de sa position économique relativement moins avantageuse. Il est cependant évident que la décision prise par le gouvernement néerlandais de Londres est elle-même à l'origine du processus d'adaptation à des niveaux plus élevés que ceux qui auraient dû être atteints, si cette décision n'était pas intervenue. Malgré tout cela, le gouvernement actuel a décidé que le taux de change fixé à Londres doit être maintenu. Le professeur Lieftinck, Ministre des

Finances, a déclaré dans la « note concernant la politique financière » adressée à la Seconde Chambre, qu'après avoir examiné les différents aspects de la parité monétaire actuelle, il n'a pas jugé utile d'y apporter un changement, quoique, à son avis, le cours du florin est plutôt trop bas que trop élevé si l'on tient compte de certaines particularités de l'économie néerlandaise par rapport à l'économie mondiale. Cependant, les niveaux de prix harmonieusement équilibrés faisant encore défaut et la stabilité des parités monétaires étant elle-même un élément primordial de la politique des devises, le Ministre n'a pas hésité à maintenir le taux de change adopté à Londres. Au mois de mars dernier, le gouvernement a en outre décidé de rétablir la parité entre le florin néerlandais et le florin des Indes néerlandaises.

Dans son rapport sur l'exercice 1944-1945, M. Trip, Président de la *Nederlandsche Bank*, a marqué son identité de vue avec le gouvernement, aussi bien en ce qui concerne le maintien du taux de change actuel que la dévaluation du florin des Indes néerlandaises.

Si la politique drastique d'assainissement monétaire a réussi à couper le pas à l'inflation provoquée par la mauvaise administration allemande et à maintenir les prix et salaires à des niveaux compatibles avec le nouveau cours de change, il est néanmoins évident que le résultat final et définitif de cette opération dépendra de l'assainissement de la situation budgétaire, qui est elle-même conditionnée par certains éléments, tels que dommages de guerre, dette publique et fiscalité.

Dommages de guerre

Un plan d'indemnisation des dommages de guerre, dressé après la campagne de 1940, resta lettre morte, surtout par suite du manque de matériaux laissés à la disposition des sinistrés.

Après la guerre, l'étendue des dommages ainsi que la difficulté de faire une distinction entre dommages directs et dommages indirects, modifièrent fondamentalement l'aspect du problème.

Afin de ménager les finances de l'Etat, différentes suggestions furent faites visant à abandonner le principe du droit à la réparation, pour le remplacer par une formule d'assistance, tendant à soutenir les personnes particulièrement atteintes et à stimuler la reprise économique.

Aussi n'est-ce pas sans un certain étonnement que fut accueilli le règlement décrété le 9 novembre 1945 selon lequel seraient indemnisés : tous dommages résultant directement de faits de guerre ou des opérations de l'ennemi et occasionnés aux biens immobiliers, aux biens mobiliers appartenant à une entreprise ou servant à une profession, ainsi qu'aux meubles meublants.

Les principes de cette réglementation sont donc très larges et correspondent dans les grandes lignes à

ceux de la législation de guerre. Cependant, l'indication que l'indemnisation se fera sur la base des prix du 10 mai, limite fort le coût de cette réglementation. Les milieux officiels estiment néanmoins que la réparation des dommages de guerre coûtera à l'Etat la somme énorme de quelque 3 milliards de florins (soit environ 50 milliards de francs).

C'est par voie d'emprunt que la trésorerie néerlandaise compte se procurer ces 3 milliards.

Un système de priorité pour la reconstruction permettra d'échelonner le paiement sur plusieurs années.

Le titre de créance de chaque sinistré sera inscrit au Grand-Livre de la Reconstruction et portera intérêt à raison de 3 p. c. l'an.

Le financement sera donc extra-budgétaire. Mais il reste cependant les dommages au domaine public et autres décaissements se rapportant à la reconstruction. Le budget extraordinaire du deuxième semestre de 1945 prévoit à cette fin un crédit de 380 millions de florins.

Un certain mécontentement s'est manifesté les derniers mois quant à la base de l'indemnisation.

C'est ce qui a amené le Ministre des Finances à faire une déclaration spéciale indiquant que l'arrêté concernant la réparation des dommages de guerre (*Besluit Oorlogsschade 1945*) n'est qu'un règlement provisoire et que le règlement définitif en cette matière sera établi par une loi pendant l'année en cours.

Répondant à ceux qui voudraient que la base de la réparation soit le coût de remplacement de l'objet endommagé au lieu de la valeur de l'objet au 10 mai 1940, le Ministre a dit que le gouvernement n'a nullement l'intention de les suivre dans cette voie, signalant que les finances publiques ne sauraient supporter le coût d'une réparation ainsi conçue.

Dette publique

Le tableau ci-après indique la situation de la dette publique à fin 1939, à fin 1944 et au 30 août 1945 :

(en millions de florins)

| | 31 décembre 1939 | 31 décembre 1944 | 30 août 1945 |
|------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| Dette consolidée | 3.140 | 5.879 | 5.800 |
| Dette flottante | 1.078 | 6.739 | 9.500 |
| Dette totale | 4.218 | 12.618 | 15.300 |

L'augmentation de la dette consolidée est quelque peu surprenante à première vue. Contrairement à ce qui se passa en Belgique, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, la Hollande put émettre quelques emprunts à long terme pour un montant assez considérable. La plupart de ces emprunts étaient des emprunts semi-forcés (*Leening met den stok achter de deur*) dont l'émission fut possible, grâce au fait que l'impôt annuel sur les fortunes, qui existe depuis

longtemps aux Pays-Bas, met à la disposition des autorités fiscales un cadastre des fortunes constamment adapté.

En 1939, la dette consolidée était constituée à concurrence de 87,7 p. c. par des emprunts à 3 p. c. et à concurrence de 1,2 p. c. seulement par des emprunts à 3,5 p. c.; au 30 juin 1945, ces deux pourcentages étaient respectivement 36,9 et 40,1, l'augmentation des seconds étant due aux émissions de guerre. Celles-ci ont également augmenté l'importance relative de la dette à 4 p. c.

Quant à la dette flottante, c'est elle qui, comme dans la plupart des autres pays, a subi l'augmentation la plus considérable. Elle est constituée presque exclusivement de promesses du Trésor, ce qui correspond à peu près aux certificats de Trésorerie émis en Belgique.

En réalité, la dette publique est plus élevée que les chiffres reproduits dans le tableau ci-dessus. En effet, plusieurs éléments importants ne s'y trouvent pas incorporés, tels que les dommages de guerre qui sont encore à indemniser, les crédits obtenus à l'étranger, la dette extérieure contractée à Londres pendant l'occupation et la créance en Reichsmarks de la *Nederlandsche Bank*.

Tenant compte de ces divers facteurs, la dette totale a été évaluée à environ 23 milliards de florins.

En effet, la dette qui résultera des dommages de guerre est estimée à 3 milliards de florins, ce qui correspond au total des inscriptions portées au Grand-Livre de la Dette publique sous la rubrique « Reconstruction », et dont bénéficient les sinistrés après l'évaluation des dégâts. Le montant ainsi alloué comme indemnité aux ayants droit est productif d'un intérêt de 3 p. c.

Les crédits étrangers obtenus par la Hollande se chiffraient au 1^{er} novembre 1945 à 1.049 millions de florins.

Les crédits les plus importants furent accordés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, mais d'autres pays et notamment la Suède, la Belgique, la Suisse, la France et le Danemark ont également accordé des crédits à la Hollande, le plus souvent en fonction des traités de commerce conclus avec ce pays. Une partie de ces crédits est à court terme.

Le gouvernement néerlandais à Londres dut couvrir partiellement ses dépenses en contractant des emprunts extérieurs. Cette dette s'élevait, à fin juin 1945, à 722 millions de florins.

Quant à la créance en Reichsmarks de la *Nederlandsche Bank* en vertu du clearing germano-hollandais, on la fixa en chiffre rond à 4.500 millions de florins.

D'autre part, l'assainissement monétaire entraîna une nouvelle augmentation de la dette, puisque les fonds bloqués purent être convertis en une inscrip-

tion au Grand-Livre de la Dette publique au taux de 3 p. c.

Il en résulta une augmentation de la dette consolidée de l'ordre de 1.008 millions de florins.

Les titulaires de comptes bloqués eurent également la faculté de souscrire chacun pour 300 florins de Certificats d'Epargne à 2,50 p. c. Ce deuxième emprunt n'a rapporté que 117 millions de florins, malgré l'attrait que constituait son échéance beaucoup plus rapprochée.

Ces résultats ne sont pas considérés comme satisfaisants. Non seulement les souscriptions au moyen d'argent frais ont fait défaut, et cela malgré l'expansion de la circulation fiduciaire par un déblocage massif lors de l'annonce des emprunts, mais les souscriptions au moyen d'avoirs monétaires bloqués sont également restées en dessous des prévisions.

En vue de réduire les charges de la dette publique dans toute la mesure du possible, le gouvernement hollandais, suivant en cela l'exemple anglais, s'efforce de faire baisser le taux de l'intérêt. L'emprunt à long terme émis récemment porte intérêt à raison de 3 p. c. l'an, ce qui signifie une diminution de 0,5 p. c. par rapport au taux appliqué pendant toute la durée de la guerre. En outre, le Ministre des Finances a annoncé son intention de convertir en obligations 3 p. c. tous les titres de rente ayant un intérêt nominal plus élevé. La diminution récente à 1 3/4 p. c. du taux de l'intérêt des Certificats de Trésorerie à court terme constitue un premier pas dans cette voie.

En tenant compte d'un intérêt de 3 p. c., la charge annuelle de la dette, non compris l'amortissement, sera au minimum de 600 millions de florins, alors qu'elle n'était que de 130 millions de florins, amortissement compris, avant la guerre.

C'est cette charge très élevée de la dette publique qui rend la solution du problème budgétaire fort malaisée.

La fiscalité

En général, les impôts, les taxes et les droits, tels qu'ils étaient prévus par la loi de système (*Stelselwet*) promulguée en 1822 par le Gouvernement du Royaume-Uni des Pays-Bas, furent maintenus pendant des dizaines d'années, aussi bien en Hollande qu'en Belgique.

Ce ne fut qu'à la fin du siècle dernier que la Hollande donna à son système fiscal un aspect moderne. En Belgique, la réforme n'eut lieu qu'après la première guerre mondiale.

L'adaptation, dans les deux pays, amena une différence fondamentale en fait de contributions directes. La Hollande institua un impôt unique sur le revenu (*inkomstenbelasting*), un impôt sur le capital (*vermogensbelasting*) ainsi qu'un impôt indiciaire établi sur la base de certains signes de bien-être. La Belgique, par contre, se contenta de moderniser les impôts sur le revenu, en acceptant un système d'im-

pôts cédulaires ainsi qu'un impôt indiciaire qui, plus tard, devint l'impôt complémentaire personnel.

En tenant compte du produit des impôts perçus en faveur de l'Etat, ainsi que des impositions communales et provinciales, la charge fiscale, par tête d'habitant, était en 1939 d'environ 1.350 francs en Belgique et 1.800 francs en Hollande.

Cependant, puisque le revenu national en Hollande (82,5 milliards de francs) différait du nôtre dans une proportion correspondant à la différence dans la charge fiscale des deux pays, on peut conclure que la fiscalité hollandaise en 1939 était sensiblement la même qu'en Belgique.

Alors que le seul changement fondamental introduit en Belgique sous l'occupation allemande fut une sorte de double imposition des bénéfices des sociétés, le système fiscal hollandais connut une adaptation complète aux impôts allemands.

La suppression de la frontière douanière entre le Reich et la Hollande fut invoquée comme justification de cette adaptation. Il s'agissait, disait-on, d'éviter l'évasion fiscale et le déplacement d'activités économiques pouvant résulter d'inégalités dans la fiscalité.

L'adaptation eut comme résultat la disparition de l'impôt proportionnel frappant les bénéfices des sociétés (*dividendbelasting*) et l'institution :

1° d'un impôt progressif sur les bénéfices des sociétés (*vennootschapsbelasting*);

2° d'un impôt sur le capital des sociétés (*vermogensbelasting der lichamen*);

3° d'un impôt proportionnel sur la base du capital et des bénéfices des sociétés (*ondernemingsbelasting*).

En principe, l'impôt sur le revenu resta inchangé. Il fut cependant aménagé et des adaptations de taux furent faites pour aligner les pourcentages de l'imposition des revenus au niveau des pourcentages allemands. Finalement, un impôt de péréquation (*vereveningsbelasting*) fut institué pour obtenir une péréquation des charges sociales qui, croyait-on à tort, étaient plus élevées en Allemagne.

Cette fiscalité de guerre est encore d'application maintenant. Elle est particulièrement lourde pour les sociétés. Des sociétés hollandaises d'une certaine importance, réalisant un bénéfice normal, en arrivent à devoir payer un impôt dépassant 70 p. c. de leurs bénéfices et des taux de 60 p. c., qui chez nous sont un maximum, peuvent être considérés comme normaux.

Les impôts sur les revenus des personnes physiques ont également été augmentés sensiblement pendant la guerre.

En comparant à la fin de la guerre l'imposition totale (Etat et communes) des salaires et rémunérations à l'imposition correspondante en Belgique, on constate que l'imposition des revenus peu élevés est

moins lourde en Hollande, que la taxation des revenus moyens est équivalente dans les deux pays et que les impôts sont moins élevés en Belgique pour les revenus importants.

On sait qu'à la fin de 1944, la Belgique a diminué les impôts à retenir à la source de 30 p. c., 20 p. c., 10 p. c. selon qu'il s'agit de revenus imposables de moins de 40.000 francs, de 40.000 à 100.000 francs ou de plus de 100.000 francs. Un relèvement des minima exonérés a également eu lieu. Aux Pays-Bas, par contre, il n'y a eu aucun dégrèvement, de sorte que ce sont encore les pourcentages de guerre qui sont actuellement d'application.

Quel sera le système fiscal en 1946 ?

Le Ministre des Finances, dans son exposé du budget de 1945, indique qu'il y aura dégrèvement pour les bénéfices des sociétés. Il s'agit, dit-il, de ne pas freiner la reprise économique en décourageant l'esprit d'initiative par une fiscalité vraiment excessive. C'est la raison pour laquelle l'impôt sur l'actif des sociétés disparaîtrait et que l'impôt sur les sociétés (*vennootschapsbelasting*) serait remplacé par un impôt moins progressif sur les bénéfices excédentaires (*winstbelasting*); par contre, l'impôt proportionnel sur la base du capital (*ondernemingsbelasting*) subsisterait provisoirement.

Un dégrèvement général n'est pourtant pas envisagé. Certains secteurs connaîtraient même des augmentations de taux. Ce serait le cas pour la taxe de transmission ainsi que pour les droits de succession.

Restent alors les impôts spéciaux dont le produit doit servir à l'assainissement financier. Il s'agit d'un prélèvement sur le capital ainsi que d'un impôt sur l'accroissement du patrimoine.

Le projet de loi portant prélèvement sur l'accroissement de la fortune vient d'être déposé à la Chambre. L'accroissement illicite serait passible d'un impôt de 90 p. c. Les autres accroissements se verraient imposer un taux de 50 p. c.

Le budget

En décembre 1945, le Ministre des Finances déposa sur le bureau de la Seconde Chambre des Etats-Généraux, en même temps qu'un compte rendu financier concernant les années de guerre et qu'un bilan de la situation à fin juin 1945, un projet de budget pour le second semestre de 1945.

D'après cette publication, les déficits budgétaires ont atteint un total de près de 11.000 millions de florins pour les années fiscales 1940-1944. Pendant cette période, la situation budgétaire n'a cessé d'empirer, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après.

Au total, les crédits à l'armée allemande et à l'administration civile, ajoutés aux frais d'occupation et aux divers autres prélèvements, ont coûté 9.573 millions de florins au Trésor hollandais de 1940 à 1945.

Les budgets néerlandais 1939-1944
(en milliers de florins)

| | 1939 | 1940 | 1941 | 1942 | 1943 | 1944 | Total 1940-1944 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|
| Budget ordinaire. | | | | | | | |
| Dépenses..... | 746.654 | 867.410 | 1.062.214 | 1.317.577 | 1.536.756 | 1.839.724 | 6.623.681 |
| Recettes..... | 763.149 | 831.743 | 1.383.658 | 1.735.486 | 1.431.132 | 1.462.966 | 6.844.985 |
| Déficit..... | + 16.495 | - 35.667 | + 321.443 | + 417.909 | 105.623 | 376.757 | + 221.305 |
| Budget d'investissement. | | | | | | | |
| Dépenses..... | 555.112 | 852.920 | 2.401.638 | 2.321.285 | 1.867.956 | 1.871.989 | 9.315.788 |
| Recettes..... | 88.415 | 173.335 | 365.030 | 95.879 | 55.410 | 62.054 | 751.708 |
| Déficit..... | 466.697 | 679.584 | 2.036.608 | 2.225.406 | 1.812.546 | 1.809.935 | 8.564.079 |
| Budget total. | | | | | | | |
| Dépenses..... | 1.301.766 | 1.720.331 | 3.463.853 | 3.638.862 | 3.404.712 | 3.711.713 | 15.939.471 |
| Recettes..... | 851.564 | 1.005.079 | 1.748.688 | 1.831.366 | 1.486.542 | 1.525.020 | 7.596.695 |
| Déficit..... | 450.202 | 715.252 | 1.715.164 | 1.807.496 | 1.918.169 | 2.186.693 | 8.342.774 |

Pour se faire une idée exacte de la situation, il faut en outre tenir compte de la créance d'environ 4.500 millions de florins sur l'Allemagne et du déficit laissé par les comptes du gouvernement néerlandais à Londres, qui se chiffre à environ 100 millions de livres sterling, soit 1.069 millions de florins.

D'après les estimations provisoires relatives aux six derniers mois de 1945, les recettes et dépenses ordinaires s'élèvent respectivement à 549,4 et 1.141,8 millions de florins, laissant un déficit de 592,4 millions. Les dépenses extraordinaires sont estimées à 1.309 millions de florins et le déficit total s'établit à 1.812 millions de florins.

En avril 1946, le Ministre des Finances présenta le budget pour 1946 devant la Seconde Chambre. Comme pour 1945, ce budget se décompose en budget ordinaire, budget extraordinaire et budget d'investissement. Cette subdivision correspond à ce qu'on appelle en Belgique : dépenses ordinaires, dépenses résultant de la guerre et dépenses extraordinaires.

Le budget pour 1946 se présente en résumé comme suit :

Prévisions de dépenses et de recettes pour 1946.

(en millions de florins)

| | | |
|--|-----|-------|
| Dépenses | | |
| Ordinaires..... | | 2.231 |
| dont | | |
| charge de la dette publique..... | 716 | |
| Extraordinaires..... | | 2.386 |
| (résultant de la guerre) | | |
| dont | | |
| pacification des Indes et liquidation de la guerre..... | 712 | |
| aide à la reconstruction comprenant des décaissements pour dommages de guerre, pour réparation de dommages de toute nature, etc..... | 938 | |
| Subsides aux prix..... | 413 | |
| D'investissement..... | | 752 |
| dont | | |
| l'apport à la Herstelbank..... | 212 | |
| Total... | | 5.369 |
| Recettes | | |
| Ordinaires..... | | 2.394 |
| Extraordinaires..... | | 665 |
| Au budget d'investissement..... | | 83 |
| Total... | | 3.142 |

Les recettes du budget ordinaire, qui se solde par un boni, proviennent presque exclusivement d'impôts. Ces prévisions de recettes d'impôts se comparent comme suit aux recettes effectuées pendant certaines années antérieures :

Produit de certains impôts

(en millions de florins)

| | 1946 prévisions | 1942 recettes | 1939 recettes |
|-------------------------------------|-----------------|---------------|---------------|
| Impôts sur les revenus.. | 890 | 377 | 93 |
| Impôts sur les salaires | 250 | 161 | |
| Impôt annuel sur le patrimoine..... | 100 | 46 | 32 |
| Taxe de transmission... | 300 | 197 | 88 |

Le déficit total du budget néerlandais de 1946, qui se chiffre à 2,2 milliards de florins, est moins important que le déficit de 1945, qu'on estime à 3,5 milliards. La situation budgétaire retient cependant l'attention car, par rapport à 1945, les dépenses n'ont pas été réduites et l'amélioration dans le déficit final n'est due qu'à l'augmentation des recettes d'impôts qui sont estimées au double de celles perçues en 1945.

Ces prévisions en ce qui concerne les recettes, appellent cependant quelques remarques : le chiffre de 2,4 milliards pour les recettes ordinaires comprend une large plus-value pour certains impôts. Cette plus-value sera le résultat du rapatriement des revenus de placements à l'étranger (impôts sur le revenu) et de la taxation de certains éléments de patrimoine non déclarés à l'impôt annuel et dont l'existence a été portée à la connaissance du fisc par les opérations d'assainissement monétaire.

En tenant compte de ces circonstances particulières et même en admettant que dans l'ensemble le poids de l'impôt ne sera pas allégé, on peut se demander si ce n'est pas faire montre d'un grand optimisme que d'attendre un rendement de 2,4 milliards de florins d'un système fiscal qui ne rapportait que 0,6 milliard avant-guerre. Car si, d'un côté, les taux d'impôts ont fortement haussé par rapport à 1939, les salaires et les prix n'ont pas atteint un niveau permettant de

supposer une hausse du revenu national de nature à porter le rendement fiscal au chiffre indiqué; par ailleurs, la productivité n'est pas encore ce qu'elle était avant la guerre.

Même en admettant que les prévisions de recettes se réalisent, le déficit prévu reste considérable. Une comparaison avec les chiffres budgétaires d'autres Etats fait ressortir la position budgétaire des Pays-Bas.

Chiffres budgétaires comparés

| | 1945 | 1946 | 1946 Importance du déficit | 1946 Réduction du déficit par rapport au déficit de l'an dernier | 1946 Dépenses totales en p.c. du revenu national d'avant- guerre |
|-------------------|-----------|-----------|----------------------------------|--|---|
| <i>Pays-Bas</i> | | | | | |
| Dépenses.... | 5 (1) | 5,3 | | | |
| Recettes.... | 1,3 (1) | 3,1 | | | |
| Déficit..... | 3,7 (1) | 2,2 | 41 % | 40 % | 106 % |
| <i>Belgique</i> | | | | | |
| Dépenses.... | 48,9 | 37,9 | | | |
| Recettes.... | 22 | 28,2 | | | |
| Déficit..... | 26,9 | 9,7 | 25 % | 64 % | 56 % |
| <i>Angleterre</i> | | | | | |
| | 1945-1946 | 1946-1947 | | | |
| Dépenses.... | 5,4 | 3,8 | | | |
| Recettes.... | 3,2 | 3,1 | | | |
| Déficit..... | 2,2 | 0,7 | 18,4 % | 68 % | 76 % |
| <i>France (2)</i> | | | | | |
| Dépenses.... | 532 | 470 | | | |
| Recettes.... | 207 | 330 | | | |
| Déficit..... | 325 | 140 | 30 % | 57 % | 142 % |

(1) Sur base des chiffres du deuxième semestre.

(2) Chiffres cités par M. Philip. Pour 1946, il a été tenu compte de l'effet escompté des mesures d'assainissement budgétaire annoncées.

En résumé, nous pouvons conclure que le budget donne une image claire de l'état des finances néerlandaises, qui sont caractérisées d'une part par des dépenses ordinaires élevées engendrant une lourde fiscalité et, d'autre part, par des dépenses considérables relatives à la liquidation de la guerre et aux circonstances exceptionnelles qui continuent à jouer aux Pays-Bas.

La forme du budget lui-même est nouvelle : pour la première fois, un budget national a été dressé. On a suivi l'exemple de la Grande-Bretagne, où chaque division du budget se réfère à un secteur particulier de l'économie nationale. Cette présentation permet d'avoir sur la vie économique et sociale du pays une meilleure vue d'ensemble.

L'économie est divisée en quatre parties principales : l'économie familiale, l'économie industrielle, l'administration et les relations extérieures. Le budget national donne en outre un examen du marché des capitaux.

Le revenu national pour 1946 est estimé à 8,4 milliards de florins, dont 2,4 milliards, soit 27 p. c. seront absorbés par les impôts. Le marché des capitaux requerra pour la reconstruction du pays, tant dans le secteur public que privé, un montant de 3 milliards. On escompte que le crédit étranger et l'utilisation des avoirs néerlandais à l'étranger pourront procurer

1,8 milliard, tandis que le restant de 1,2 milliard devra être fourni par des épargnes de 15 p. c. environ sur le revenu national, si l'on veut éviter une création additionnelle de monnaie. En temps normaux, l'épargne volontaire se chiffrait à environ 10 p. c. du revenu national; le gouvernement devra donc faire tous les efforts nécessaires en vue de relever ce niveau d'épargne.

Le gouvernement n'a d'ailleurs pas hésité à poser l'alternative : ou bien la production sera augmentée, la consommation limitée, l'épargne accrue, ou bien l'inflation ne pourra être évitée.

L'équilibre monétaire ne pourra être garanti, selon l'exposé du Ministre, que par l'application combinée des six moyens ci-après :

1. Augmenter la productivité;
2. Maintenir la consommation au niveau actuel, tout en assurant une distribution suffisante des marchandises de première nécessité;
3. Promouvoir un puissant mouvement d'épargne; ceci est d'ailleurs le but de l'accroissement de la production combiné avec la limitation de la consommation;
4. Limiter les importations à des marchandises qui doivent concourir à l'amélioration de la productivité;
5. Augmenter les exportations de marchandises et de services;
6. Réaliser des avoirs à l'étranger pour couvrir le déficit de la balance des paiements, qui ne peut être comblé par des emprunts extérieurs.

L'assainissement monétaire

Comme dans tous les pays dont la circulation monétaire a considérablement augmenté, sans une hausse proportionnelle de la quantité de marchandises disponibles ou d'une majoration du niveau des prix, il s'était constitué aux Pays-Bas, pendant l'occupation, un important volume de pouvoir d'achat « flottant », constituant un grave danger d'inflation.

La politique monétaire du gouvernement néerlandais fut logiquement de chercher à résorber cet excédent de circulation. Le 7 juin 1945, une première mesure enleva le cours légal aux billets de 100 florins. Les détenteurs de bonne foi de ces billets purent se faire ouvrir des comptes spéciaux, mais ceux-ci restaient temporairement bloqués à tous usages autres que le paiement d'impôts. La conséquence de cette mesure fut une forte compression de la circulation fiduciaire, laquelle, depuis lors, n'a plus atteint le niveau du début de juillet.

Le 12 septembre 1945 parut l'arrêté-loi sur l'assainissement monétaire. Les mesures prévues étaient radicales : dépôt de tous les billets de banque néerlandais en circulation et inscription des montants en comptes bloqués; blocage de tous les comptes en banque; mise à disposition de 10 florins seulement par personne pendant la période des opérations.

Ces mesures avaient ramené la circulation fiduciaire à environ 90 millions de florins, montant qui devait s'accroître régulièrement par suite de déblocages successifs prévus par l'arrêté-loi du 26 septembre 1945 (*Beschikking Deblokkeering*). Pour la monnaie scripturale, la règle suivante fut adoptée : déblocage de 1.000 florins, majorés de 25 p. c. du solde des comptes au 12 septembre 1945, avec maximum de 10.000 florins. On ne pouvait toutefois disposer de ce montant libre que par virement.

Un montant de 100 florins par carte (*geldkaart*) fut libéré en billets.

Fin décembre 1945, le Ministre des Finances marqua, dans un discours radiodiffusé, sa satisfaction quant aux résultats de l'opération. A cette date, la circulation totale n'avait pas encore atteint le niveau de fin 1939, ainsi qu'il ressort des données suivantes :

Evolution de la circulation monétaire

(en milliards de florins)

| | |
|--------------------------------------|---------------|
| <i>Circulation fiduciaire.</i> | |
| Décembre 1939 | 1,1 |
| Décembre 1944 | 5,2 |
| Mai 1945 | 5,5 |
| Juillet 1945 | 5,5 |
| Décembre 1945 | ± 1,3 |
| <i>Circulation monétaire totale.</i> | |
| Décembre 1939 | 5 |
| Août 1945 | 12 |
| Décembre 1945 | 4,5 (maximum) |

La circulation monétaire totale à fin décembre 1945 se décompose comme suit :

| | |
|--|---------------------------|
| | (en milliards de florins) |
| Circulation de la Nederlandsche Bank | 1,1 |
| Circulation du Trésor | 0,2 |
| Circulation scripturale | 2,5 à 3 |

Au cours du même discours, le Ministre a annoncé : la libération des comptes spéciaux de virement; l'émission de certificats d'épargne à 5 ans maximum, portant intérêt à 2,5 p. c.; les modalités d'utilisation des comptes bloqués — paiement d'impôts, achat d'anciens fonds publics dès la réouverture de la bourse, inscription au Grand-Livre 1946 (portant intérêt à 3 p. c.) et enfin souscription pour un maximum de 300 florins aux certificats d'épargne à émettre prochainement —; l'abaissement du taux d'intérêt des dépôts auprès de la Caisse d'Epargne.

La libération définitive des comptes spéciaux de virement a eu l'effet prévu. Un glissement très important de la monnaie scripturale vers la monnaie fiduciaire a eu lieu. Ceci explique en partie l'augmentation de la circulation fiduciaire qui avait atteint 2,5 milliards fin avril 1946, portant l'indice à 227 par rapport à 1939 = 100. Ce glissement n'a cependant pas influencé la circulation totale qui se maintient aux environs de 5 milliards de florins.

* * *

De l'examen de ces différents problèmes, il ressort que c'est la situation budgétaire qui reste le point sensible de l'économie hollandaise. Car si les résultats actuels de l'assainissement monétaire sont ceux qu'on attendait, si le rapport prix-salaires-circulation monétaire est satisfaisant, si la remise en état de l'économie se poursuit avec méthode et dans des conditions relativement favorables, la charge qu'imposent à cette économie en reconstruction les très grosses dépenses publiques sera bientôt intolérable et il faut souhaiter que la compression envisagée de certains subsides et d'autres mesures ramèneront le budget vers un niveau d'équilibre.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur* belge, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. *Législation économique et sociale générale*
- II. *Législation monétaire, bancaire et financière*
- III. *Législation agricole*
- IV. *Législation industrielle*
- V. *Législation du travail*
- VI. *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. *Législation des transports*
- IX. *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. *Législation relative au rationnement et au ravitaillement*
- XI. *Législation en matière de restauration et de dommages de guerre*

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE ET SOCIALE GENERALE

Loi du 12 décembre 1945

tendant à l'ouverture d'une enquête sur certaines questions économiques (*Moniteur*, 10 février 1946, p. 1126).

Le Roi Léopold III se trouvant, par le fait de l'ennemi, dans l'impossibilité de régner,

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. — Les problèmes suivants feront l'objet d'un examen par une commission d'enquête :

- a) Problème charbonnier;
- b) Problème de l'industrie de l'électricité.

Art. 2. — Il sera créé, pour l'étude de chacun de ces problèmes, une commission d'enquête composée de vingt membres, dont la moitié nommée par le Sénat et la moitié nommée par la Chambre des Représentants.

Les commissions choisiront dans leur sein un président et désigneront en outre un secrétaire, qui pourra être choisi en dehors de la commission.

Quatre membres seront choisis parmi les représentants des organisations patronales et les représentants des sociétés d'exploitation ou des services publics.

Quatre membres seront choisis parmi les représentants des organisations ouvrières appartenant aux industries ou aux services ci-dessus visés.

Quatre membres seront choisis parmi les représentants des consommateurs ou usagers.

Quatre membres du Sénat et quatre membres de la Chambre des Représentants seront désignés respectivement par chacune de ces assemblées parmi les membres actuels de celles-ci.

Le président sera choisi parmi les membres parlementaires de la commission.

Art. 3. — Les pouvoirs accordés aux commissions d'enquête sont les plus étendus : ce seront ceux déterminés par la loi du 3 mai 1880, article 4, sur les enquêtes parlementaires.

Les commissions d'enquête pourront, notamment, réunir tous documents, entendre toutes personnes dont les avis leur paraîtraient opportuns.

Art. 4. — Les conclusions des commissions d'enquête seront déposées sur le bureau des Chambres dans les quatre mois de l'ouverture de l'enquête. Elles seront motivées et appuyées de documents justificatifs. Elles seront publiées au *Moniteur* au plus tard un mois après le dit dépôt.

Art. 5. — Le mandat des commissaires est gratuit.

Il pourra cependant être procédé au remboursement des frais éventuellement exposés pour l'exercice des fonctions de commissaire par les membres de la commission.

Art. 6. — Les enquêtes seront réputées ouvertes le quinzième jour après la publication de la présente loi au *Moniteur*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Arrêté du Régent du 7 janvier 1946

relatif aux taux des timbres adhésifs. Emission d'un timbre du taux de 5.000 francs (Moniteur, 7 février 1946, p. 1011).

Arrêté du Régent du 10 janvier 1946

mettant fin à la validité temporaire de l'arrêté du 31 janvier 1941 organisant le recensement des stocks de matériaux de construction (Moniteur, 2 février 1946, p. 890).

Arrêté-loi du 24 janvier 1946

relatif à l'allocation de secours aux personnes en état de besoin (Moniteur, 2 février 1946, p. 866).

Arrêté-loi du 26 janvier 1946

relatif au paiement des subventions entrant dans le cadre de la politique d'intervention en matière de ravitaillement du pays (Moniteur, 7 février 1946, p. 994). — Erratum (Moniteur, 21 février 1946, p. 1442).

Arrêté-loi du 11 février 1946

modifiant l'arrêté-loi du 27 décembre 1944, portant création de l'Institut pour l'Encouragement des Recherches scientifiques dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.) (Moniteur, 18 février 1946, p. 1187).

Cet arrêté modifie les dispositions déterminant la composition du conseil d'administration de l'Institut pour l'Encouragement des Recherches scientifiques dans l'Industrie et l'Agriculture et augmente le nombre de membres présentés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique.

II. — LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté-loi du 15 janvier 1946

fixant les limites de la garantie et de l'intervention de l'Etat accordées aux crédits à consentir par l'Institut national de Crédit agricole aux agriculteurs dont les biens ont particulièrement souffert de faits de guerre (Moniteur, 4-5 février 1946, p. 930).

« Le montant de l'intervention de l'Etat à titre de subside destiné à alléger la charge des intérêts des crédits consentis à concurrence du montant ci-dessus fixé de cinquante millions de francs ne peut dépasser annuellement la somme de deux millions de francs. »

Arrêté ministériel du 5 février 1946

portant approbation du règlement d'exécution de l'article 11, § 1^{er} de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs (Moniteur, 10 février 1946, p. 1133).

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 11, § 1^{er}, DE L'ARRÊTÉ ROYAL N° 185 DU 9 JUILLET 1935 SUR LE CONTRÔLE DES BANQUES ET LE RÉGIME DES ÉMISSIONS DE TITRES ET VALEURS.

La Commission bancaire,

Vu l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres

et valeurs, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, en vertu duquel la Commission bancaire peut, par règlement soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, établir périodiquement, pour les différentes catégories de banques, des coefficients de structure de leurs avoirs et de leurs moyens d'action;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer l'évolution ordonnée des structures bancaires nouvelles issues de la guerre ainsi que des mesures légales décrétées pour contrôler les effets de la guerre sur la monnaie nationale et le volume de la dette de l'Etat;

Considérant qu'à cet égard la satisfaction parallèle des besoins en crédit des économies publique et privée en voie de restauration doit rester compatible avec le maintien d'une parfaite liquidité du système bancaire et d'une grande aisance dans son fonctionnement;

Considérant qu'il y a notamment lieu de déterminer la fonction que doivent remplir, dans ce système, les effets représentatifs de la dette à court terme de l'Etat;

Considérant qu'il s'indique de mettre en œuvre à cette fin les pouvoirs établis par l'article 11, § 1^{er}, susvisé, et de renforcer ainsi l'action de contrôle exercé par la Commission bancaire dans le cadre du statut légal des banques,

Arrête :

SECTION I. — Dispositions générales.

Article 1^{er}. — La Commission bancaire répartit les banques inscrites en trois catégories, dénommées respectivement « banques régionales ou spécialisées », « banques de circulation moyenne » et « banques de grande circulation ». La Commission décide pour chaque banque de la catégorie à laquelle elle est rattachée; sa décision vaut jusqu'à nouvel avis. Tout changement de catégorie sort ses effets au premier jour du sixième mois suivant celui au cours duquel il

est notifié, à moins qu'un délai plus long ne soit indiqué dans la notification.

Art. 2. — Pour l'application du présent règlement, et en se référant aux articles 1 et 4 de l'arrêté royal du 24 novembre 1937 pris en application de l'article 12 de l'arrêté royal n° 185, il faut entendre :

§ 1. Par « trésorerie » ou « moyens de trésorerie » d'une banque la somme de ses encaisses proprement dites en billets ou monnaies belges, de ses avoirs à vue, en francs belges, auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'Office des chèques postaux, sous déduction des avances ou prêts en francs belges non couverts par des sûretés réelles, consentis à cette banque et apparaissant sous les rubriques « Emprunts au jour le jour » et « Banquiers belges ou étrangers — leurs avances » ;

§ 2. Par « effets publics », le montant nominal détenu par une banque en effets à court terme ou à moyen terme émis par l'Etat belge, libellés en francs belges, susceptibles d'être escomptés, achetés ou cédés par la Banque Nationale de Belgique conformément à l'article 17-3° de ses statuts et aux dispositions prises pour l'application de cet article ; ces effets doivent être quittes et libres de tout nantissement, opposition ou empêchement quelconque ;

§ 3. Par « passif exigible à vue et à court terme », la somme des engagements en francs belges apparaissant sous les rubriques « Banquiers belges ou étrangers — leurs avoirs », « Dépôts et comptes courants », « Carnets de dépôts », « Sociétés financières », « Autres valeurs à payer à court terme » et, jusqu'à disparition de celle-ci, sous la rubrique provisoire « Exigible spécial — comptes temporairement indisponibles » ;

§ 4. Par « moyens propres », la somme des ressources apparaissant sous les rubriques « Capital », « Fonds indisponibles par prime d'émission », « Réserve légale », « Réserve disponible » et « Bénéfice reporté ».

SECTION II. — Trésorerie.

Art. 3. — La trésorerie de chaque banque, rapportée à son passif exigible à vue et à court terme, ne peut, pendant plus de dix jours consécutifs, demeurer inférieure au coefficient minimum indiqué pour la catégorie à laquelle elle est rattachée, dans le tableau porté à l'article 6. Lorsque ce coefficient cesse d'être atteint, la banque prend toutes dispositions propres à reconstituer sa trésorerie dans le délai requis ; s'il arrive que ce coefficient soit nul ou négatif, le reviseur en est immédiatement avisé.

SECTION III. — Couverture en effets publics.

Art. 4. — Rapporté à son passif exigible à vue et à court terme, l'ensemble des moyens de trésorerie et des effets publics d'une banque doit demeurer constamment supérieur ou égal au coefficient global minimum indiqué, pour la catégorie à laquelle elle est

rattachée, dans le tableau porté à l'article 6, sans cependant que le volume des effets publics rapporté au même passif puisse à lui seul conduire à un coefficient partiel inférieur aux quatre cinquièmes du coefficient global susvisé.

SECTION IV. — Solvabilité.

Art. 5. — Rapporté au total du passif exigible tel qu'il est exprimé au bilan annuel visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 novembre 1937 précité, l'ensemble des moyens propres d'une banque doit, de deux en deux ans, demeurer supérieur ou égal au coefficient indiqué, pour la catégorie à laquelle elle est rattachée, dans le tableau porté à l'article 6.

Lorsqu'il apparaît à l'examen des situations mensuelles visées à l'article 3 du susdit arrêté royal du 24 novembre 1937 que ce coefficient minimum n'est plus atteint ou menace de ne plus l'être, le reviseur invite les autorités de la banque à prendre toutes dispositions de nature soit à réduire le volume des engagements, soit à augmenter celui des moyens propres de l'établissement.

SECTION V. — Tableau des coefficients.

Art. 6. — Les coefficients visés aux articles 3 à 5 sont fixés aux chiffres portés en pour-cent dans le tableau ci-dessous :

| | Trésorerie. | Couverture. | Solvabilité. |
|--|-------------|-------------|--------------|
| Banques régionales ou spécialisées | 6 | 50 | 10 |
| Banques de circulation moyenne | 5 | 60 | 7 |
| Banques de grande circulation | 4 | 65 | 5 |

SECTION VI. — Drogations.

Art. 7. — La Commission bancaire peut, lorsqu'elles se justifient par des circonstances anormales, admettre des dérogations aux dispositions du présent règlement.

Ces dérogations peuvent soit viser toutes les banques, soit toutes celles rattachées à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, soit ne s'appliquer qu'à un ou plusieurs établissements déterminés. Elles seront autorisées pour une période déterminée ou jusqu'à nouvel avis.

Toute dérogation générale ou spéciale fait l'objet d'une décision motivée de la Commission.

SECTION VII. — Dispositions transitoires et mise en vigueur.

Art. 8. — Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel d'approbation.

Toutefois, les articles 3 et 4 n'auront d'effet qu'au 31 mars 1946.

D'autre part, les coefficients de solvabilité visés aux articles 5, alinéa 1^{er}, et 6 sont réduits transitoirement et respectivement à 8, 5 1/2 et 4; ainsi réduits, ils seront d'application pour chaque banque à partir du 1^{er} janvier 1947. Les coefficients de solvabilité auront effet au taux plein le 1^{er} janvier 1949.

Art. 9. — Les banques qui ne seront pas en mesure d'opérer avant le 31 mars 1946 les ajustements de trésorerie ou de couverture nécessaires, adresseront, en temps utile, à la Commission bancaire, une demande de dérogation temporaire; la demande fera mention du délai sollicité et en justifiera.

Deuxième arrêté ministériel d'exécution du 5 février 1946

de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles (Moniteur, 10 février 1946, p. 1135).

Vu la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles;

Vu spécialement les articles 10, 11 et 12 de la susdite loi et les articles 9, 2^o alinéa, et 10 de l'arrêté ministériel pris pour son exécution le 5 décembre 1945;

Revu l'article 23 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux billets de la Banque Nationale de Belgique et aux dépôts d'argent en monnaie nationale, ainsi que l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et l'arrêté ministériel du 19 décembre 1945, reportant l'un et l'autre l'échéance de certains certificats de trésorerie déjà prorogés antérieurement.

Arrête :

Article 1^{er}. — Les certificats de trésorerie prorogés antérieurement en vertu des dispositions des arrêtés-lois des 6 octobre 1944 et 19 septembre 1945 et de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1945 prérappelés, seront payables à leurs échéances reportées respectives.

Art. 2. — Les banques visées par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, le Crédit communal de Belgique et la Banque du Congo Belge bonifieront aux titulaires de comptes temporairement indisponibles issus des transferts prévus par l'article 10, 1^{er} alinéa, de la loi du 14 octobre 1945, un intérêt calculé *pro rata temporis*, à partir du 1^{er} janvier 1946, aux taux et conditions en vigueur chez eux pour leurs comptes de dépôts libres à vue.

Toutefois, ces établissements financiers feront bénéficier les titulaires des conditions en usage chez eux pour les comptes de dépôts libres à terme, s'ils en font la demande; ces conditions entreront en vigueur au jour où les établissements dépositaires recevront notification de la demande, sauf quant aux termes ou préavis, qui ne prendront cours qu'à partir du jour où l'indisponibilité légale, dont les avoirs en cause sont affectés, aura été levée.

Les établissements dépositaires auront la faculté de fusionner les comptes temporairement indisponibles ouverts dans leurs livres au nom d'un même déposant, quelle que soit l'origine de ces comptes.

Les termes et conditions que les caisses d'épargne privées, visées par l'arrêté royal n° 42 du 15 décem-

bre 1934, appliqueront aux comptes temporairement indisponibles résultant de transferts visés par le présent article, seront fixés par l'Office central de la Petite Epargne.

Art. 3. — Les établissements financiers visés par les trois premiers alinéas de l'article 2, qui doivent recevoir couverture en certificats de trésorerie pour les transferts de comptes spéciaux temporairement indisponibles, peuvent, à leur choix, recevoir en paiement des certificats de l'un ou l'autre des types visés à l'article 7; l'escompte en sera opéré, valeur au 1^{er} janvier 1946, aux taux fixés au dit article.

Art. 4. — Les caisses d'épargne privées visées par l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934, qui doivent recevoir couverture en certificats de trésorerie, peuvent exercer le choix visé à l'article 3; elles sont tenues, toutefois, de maintenir à tout moment dans leurs avoirs un montant nominal de pareils certificats égal au moins au solde des avoirs temporairement indisponibles transférés qu'elles détiennent.

Art. 5. — Les comptes temporairement indisponibles issus des transferts prévus par l'article 10, 1^{er} alinéa, de la loi du 14 octobre 1945 et dont la Banque Nationale de Belgique ou l'Office des chèques postaux sont dépositaires, ne sont pas productifs d'intérêts.

Les titulaires de ces comptes ont la faculté d'en ordonner le transfert auprès d'un des établissements financiers visés par l'article 2.

Le transfert de ces comptes emporte pour leurs titulaires, de plein droit et simultanément, le transfert dans le même établissement des comptes et titres de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, issus de la conversion des comptes spéciaux ouverts ensuite du dépôt des billets.

Les transferts visés au présent article pourront être ordonnés pendant un délai ouvert au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la clôture sera ultérieurement fixée par le Ministre des Finances. Les comptes et avoirs dont la Banque Nationale de Belgique est dépositaire et qui, à l'expiration du dit délai, n'auront pas fait l'objet d'un ordre de transfert, seront virés par la Banque Nationale de Belgique à l'Office des chèques postaux.

Art. 6. — Le Trésor émettra, pour l'application des articles 3 et 4 du présent arrêté, des certificats de trésorerie tracés à des échéances figurant au calendrier des échéances bi-hebdomadaires, à arrêter périodiquement par l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

Art. 7. — Le choix visé aux articles 3 et 4 du présent arrêté portera soit sur des certificats à quatre mois, soit sur des certificats à douze mois de date; ces certificats seront escomptés respectivement aux taux de un et cinq seizièmes pour cent l'an (1 5/16 %) et de un et quinze seizièmes pour cent l'an (1 15/16 %).

Toutefois, les banques et caisses d'épargne privées qui désirent rétablir un échéancier graduel de leur

portefeuille, peuvent obtenir des certificats de trésorerie émis à l'une quelconque des échéances du calendrier visé à l'article 6 et escomptés avec effet au 1^{er} janvier 1946 :

a) au taux de 1 5/16 p. c. l'an lorsque ces échéances se placent entre la date du présent arrêté et le 31 mai 1946 inclus;

b) au taux de 1 15/16 p. c. l'an lorsque ces échéances se placent entre le 1^{er} juin 1946 et le 28 février 1947 inclus.

Art. 8. — Le Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Deuxième arrêté ministériel d'exécution
du 12 février 1946**

de l'arrêté-loi du 22 juin 1945 relatif à la déclaration de paiements faits sous l'occupation par ou pour compte des autorités, organismes, entreprises et ressortissants soit Allemands, soit établis dans un pays occupé par l'Allemagne (Moniteur, 23 février 1946, p. 1494).

Publications

faites en exécution de l'article 38 de l'arrêté royal du 24 août 1939 (Moniteur, 15 février 1946, p. 1270).

A. — MINISTÈRE DES FINANCES.

Situation de la Dette publique au 31 décembre 1945.

| | |
|--------------------------------------|------------------------------|
| A. Dette consolidée : | |
| Dette intérieure | |
| directe fr. | 44.374.509.180,— |
| Dette intérieure | |
| indirecte | 7.953.335.513,— |
| | <hr/> |
| Dette extérieure | 52.327.844.693,— |
| | <hr/> |
| B. Dette à moyen terme : | |
| Dette intérieure | 34.239.498.800,— |
| Dette extérieure | — |
| | <hr/> |
| | 34.239.498.800,— |
| | <hr/> |
| C. Dette à court terme : | |
| Dette intérieure | 96.089.533.043,— |
| Dette extérieure | 696.622.207,— |
| | <hr/> |
| | 96.786.155.250,— |
| | <hr/> |
| D. Avoirs des particuliers en | |
| comptes chèques postaux | 16.524.153.555,— |
| | <hr/> |
| | Fr. 205.336.194.649,— |
| | <hr/> |

B. — BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

*Situation des avoirs en effets publics
au 31 décembre 1945.*

| | |
|---|--------------------------|
| A 120 jours au maximum : Certificats de Trésorerie | |
| fr. | 42.046.250.000,— |
| A un an au plus | — |
| A cinq ans au plus | 550.000.000,— |
| A plus de cinq ans | 1.153.088.188,96 |
| | <hr/> |
| Fr. | 43.749.338.188,96 |
| | <hr/> |

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté du 15 janvier 1946

portant suppression de l'inventaire permanent du cheptel porcin (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 835).

Arrêté du Régent du 24 janvier 1946

relatif à l'enlèvement des cadavres d'animaux impropres à la consommation (Moniteur, 9 février 1946, p. 1072).

Arrêté du Régent du 24 janvier 1946

réglementant le commerce des farines d'os, des farines animales, des farines de viande et des farines de sang (Moniteur, 9 février 1946, p. 1074).

Arrêté du Régent du 24 janvier 1946

relatif à la vaccination obligatoire des ruminants et des porcs contre la fièvre aphteuse (Moniteur, 9 février 1946, p. 1076).

Arrêté du Régent du 28 janvier 1946

modifiant l'arrêté royal du 23 août 1935 réglementant le commerce des semences, des plants de toutes espèces, des engrais et des substances destinées à l'alimentation des animaux (Moniteur, 14 février 1946, p. 1226).

Arrêté du Régent du 28 janvier 1946

réglementant la vente des insecticides, fongicides, herbicides et autres produits antiparasitaires (Moniteur, 16 février 1946, p. 1297).

Arrêté du 30 janvier 1946

pris en exécution de l'arrêté du 26 novembre 1945 relatif à la livraison de produits laitiers et portant suppression de l'inventaire permanent du cheptel bovin (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 836).

Arrêté du Régent du 30 janvier 1946
portant règlement général relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline (Moniteur, 14 février 1946, p. 1228).

Arrêté du Régent du 1^{er} février 1946
modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1946, relatif à la détermination des « petites propriétés terriennes » et des « personnes peu aisées » (Moniteur, 14 février 1946, p. 1227).

Arrêté du 8 février 1946
Police sanitaire des animaux domestiques. — Fièvre aphteuse (Moniteur, 10 février 1946, p. 1187).

Arrêté ministériel du 15 février 1946
relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives auprès des offices nationaux relevant du Ministère de l'Agriculture (Moniteur, 18-19 février 1946, p. 1358).

Arrêté ministériel du 16 février 1946
modifiant celui du 10 novembre 1945 relatif à la distribution des engrais azotés, phosphatés et potassiques (Moniteur, 25-26 février 1946, p. 1569).

Arrêté ministériel du 16 février 1946
complétant la réglementation relative au commerce des semences de céréales et de légumes secs des variétés agricoles (Moniteur, 25-26 février 1946, p. 1570).

Avis.
relatif aux indemnités à payer aux agriculteurs pour les fournitures de bétail bovin (Moniteur, 9 février 1946, p. 1081).

Avis modifiant ceux du 26 novembre 1944 et du 16 mars 1945, relatifs aux indemnités à payer aux agriculteurs pour les fournitures de produits laitiers et de bétail bovin.

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 29 janvier 1946
abrogeant, en ce qui concerne les bois en provenance du Congo belge et les panneaux comprimés à base de bois ou de matières végétales de même origine, certaines dispositions de la réglementation prévue par l'arrêté ministériel du 3 octobre 1945, réglementant l'achat, la vente, la livraison et l'utilisation du bois. — Erratum (Moniteur, 22 février 1946, p. 1468).

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté-loi du 20 septembre 1945
modifiant l'article 5 de la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers (Moniteur, 20 février 1946, p. 1409).

Arrêté-loi du 20 septembre 1945
modifiant certaines dispositions de la législation sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur, 21 février 1946, p. 1426).

Arrêté-loi du 22 novembre 1945
relatif au calcul de l'indemnité due en cas d'incapacité temporaire résultant d'accidents du travail dans les entreprises visées au § 9 de l'article 6 de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (Moniteur, 16 février 1946, p. 1282).

Arrêté du Régent du 13 décembre 1945
portant exécution de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à l'octroi de prêts à faible intérêt aux ouvriers mineurs en vue de l'achat ou de la construction d'une habitation. — Errata (Moniteur, 2 février 1946, p. 880).

Arrêté-loi du 13 décembre 1945
relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail (Moniteur, 16 février 1946, p. 1283).

Arrêté-loi du 2 janvier 1946
concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur, 22 février 1946, p. 1458).

Arrêté du Régent du 3 janvier 1946
relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat d'engagement pour la pêche maritime (Moniteur, 15 février 1946, p. 1267).

Cet arrêté rend applicables aux travailleurs et aux employeurs liés par un contrat d'engagement pour la pêche maritime, les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 (modifié par les arrêtés-lois des 20 mars et 3 août 1945) concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que celles des arrêtés pris en exécution des dits arrêtés-lois.

Arrêté-loi du 10 janvier 1946
accordant à certaines catégories d'agents des services publics le bénéfice de l'aide au rééquipement ménager (Moniteur, 20 février 1946, p. 1411).

Arrêté du Régent du 14 janvier 1946
régulant l'attribution des subsides de l'Etat en faveur des services d'assurance mutualiste libre (Moniteur, 13 février 1946, p. 1198).

Arrêté du Régent du 14 janvier 1946
octroyant, sous certaines conditions particulières, les prestations de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, aux membres du personnel de l'enseignement technique agréé (Moniteur, 16 février 1946, p. 1287).

Arrêté du Régent du 15 janvier 1946
modifiant le règlement général de l'assurance contre les accidents du travail (Moniteur, 16 février 1946, p. 1287).

Arrêté ministériel du 21 janvier 1946
portant application à l'industrie armurière de l'arrêté du Régent du 30 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux ouvriers liés par un contrat de travail à domicile (Moniteur, 14 février 1946, p. 1235).

Arrêté du Régent du 22 janvier 1946
concernant l'octroi d'allocations de chômage par le Fonds provisoire de soutien des chômeurs aux ouvriers saisonniers (Moniteur, 18-19 février 1946, p. 1348).

Cet arrêté organise le régime des allocations de chômage involontaire attribuées aux travailleurs saisonniers. Il précise que les allocations du Fonds provisoire de soutien des chômeurs ne sont dues que pendant les périodes au cours desquelles s'effectuent habituellement les travaux saisonniers.

Arrêté ministériel du 23 janvier 1946
déterminant le montant de la gratification au delà duquel l'apprenti cesse de pouvoir bénéficier des allocations familiales (Moniteur, 16 février 1946, p. 1290).

Arrêté ministériel du 29 janvier 1946
portant application à l'industrie de la chaussure de l'arrêté du Régent du 30 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux ouvriers liés par un contrat de travail à domicile (Moniteur, 14 février 1946, p. 1235).

Arrêté du Régent du 30 janvier 1946
créant auprès de l'Office national de Sécurité sociale, la Commission de contrôle pour les réparateurs de navires, et nommant le président et les membres (Moniteur, 9 février 1946, p. 1078).

Arrêté du Régent du 30 janvier 1946
organisant la « capitalisation » au Fonds national de Retraite des Ouvriers Mineurs (Moniteur, 18-19 février 1946, p. 1349).

Arrêté du Régent du 6 février 1946
pris en exécution de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et des arrêtés-lois des 8 mai et 21 septembre 1945, modifiant le régime de retraite des ouvriers mineurs (Moniteur, 23 février 1946, p. 1499).

Arrêté du Régent du 8 février 1946

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1946, concernant le fonctionnement de l'Office national de Sécurité sociale (Moniteur, 16 février 1946, p. 1288).

Arrêté du 11 février 1946

instituant des organes de sécurité et d'hygiène dans les entreprises industrielles et commerciales ainsi que dans les services et établissements publics ou d'utilité publique (Moniteur, 15 février 1946, p. 1261).

Arrêté du Régent du 12 février 1946

modifiant certaines dispositions de l'arrêté royal du 24 juillet 1939 portant organisation de la Caisse mutuelle spéciale d'Allocations familiales pour l'Industrie et le Commerce diamantaires (Moniteur, 16 février 1946, p. 1289).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif au commerce des céréales, produits de céréales, légumes secs et aliments du bétail (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 837). — Erratum (Moniteur, 23 février 1946, p. 1505).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif aux conditions particulières pour l'octroi des licences pour la boulangerie, la pâtisserie et la vente de farine panifiable (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 838).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif aux conditions particulières pour l'octroi des licences aux détaillants en produits de la viande et aux bouchers (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 839).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif aux conditions particulières pour l'octroi des licences de marchand de bestiaux, fabricant de produits de viande, grossiste en viande et grossiste en produits de viande (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 841).

Arrêté du 28 janvier 1946

permettant l'achat à la ferme de bétail de boucherie (Moniteur, 6 février 1946, p. 965).

Arrêté du Régent du 28 janvier 1946

modifiant l'arrêté royal du 23 août 1935 réglementant le commerce des semences, des plants de toutes espèces, des engrais et des substances destinées à l'alimentation des animaux (Moniteur, 14 février 1946, p. 1226).

Arrêté ministériel du 30 janvier 1946

complétant celui du 5 octobre 1944 réglementant les exploitations forestières ainsi que les achats et ventes du bois de mines (Moniteur, 2 février 1946, p. 889).

Arrêté du 30 janvier 1946

modifiant celui du 10 novembre 1945 relatif à la distribution des engrais azotés, phosphatés et potassiques (Moniteur, 7 février 1946, p. 1012).

Arrêté ministériel du 11 février 1946

fixant la partie du prix des betteraves sucrières couverte par un subside de l'Etat et payable aux fabricants de sucre et de sirop en application du 1^o de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 26 janvier 1946, relatif au paiement des subventions entrant dans le cadre de la politique d'intervention en matière de ravitaillement du pays (Moniteur, 22 février 1946, p. 1468).

Arrêté ministériel du 16 février 1946

complétant la réglementation relative au commerce des semences de céréales et de légumes secs des variétés agricoles (Moniteur, 25-26 février 1946, p. 1570).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 12 décembre 1945

portant ratification de deux arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises (Moniteur, 10 février 1946, p. 1122).

Cette loi ratifie, avec effet à compter du jour de

publication des arrêtés au *Moniteur belge*, l'arrêté royal du 20 décembre 1939, relatif à l'importation, à l'exportation ou au transit des marchandises (*Moniteur belge* du 24 décembre 1939) et l'arrêté royal du 1^{er} mars 1940, relatif aux droits spéciaux de licence à l'importation des cafés (*Moniteur belge* du 13 mars 1940).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté du 3 janvier 1946

portant réglementation provisoire sur la navigabilité des aéronefs (Moniteur, 22 février 1946, p. 1469).

Arrêté ministériel du 16 janvier 1946

approuvant le règlement d'exploitation du Comité provisoire de gestion des Tramways d'Anvers et environs (Moniteur, 16 février 1946, p. 1293).

Arrêté ministériel du 16 janvier 1946

approuvant le règlement d'exploitation du Comité provisoire de gestion des transports urbains de l'agglomération bruxelloise (Moniteur, 22 février 1946, p. 1471).

Arrêté-loi du 5 février 1946

autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 1.479.000.000 de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement (Moniteur, 16 février 1946, p. 1291).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté ministériel du 18 janvier 1946

complétant celui du 15 octobre 1945 fixant les prix maxima des produits pétroliers (Moniteur, 9 février 1946, p. 1076).

Vu l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays;

Vu l'arrêté-loi du 1^{er} septembre 1944 des Ministres réunis en Conseil sur la congélation des prix imposés sous l'occupation;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 1944, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées et marchandises;

Revu l'arrêté ministériel du 26 février 1945, fixant les prix maxima des produits pétroliers,

Arrête :

Article unique. — Le § 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 octobre doit être complété comme suit :

Pour le gasoil, les réductions suivantes devront être accordées :

a) en cas de vente en wagon-citerne : fr. 0,35 le litre;

b) en cas de vente en vrac par minimum 1.000 litres : fr. 0,30 le litre;

c) en cas de vente à la batellerie et à la pêche, en vrac, par moins de 1.000 litres : fr. 0,10 le litre;

d) en cas de vente à la batellerie et à la pêche, en vrac, par plus de 1.000 litres : fr. 0,15 le litre;

e) en cas de vente par minimum 5 fûts : fr. 0,15 le litre;

f) en cas de vente de 1 à 4 fûts : fr. 0,10 le litre.

Arrêté ministériel du 22 janvier 1946

réglementant les prix des sirops de pommes mélangés et des sirops de poires mélangés (Moniteur, 3 février 1946, p. 911).

Arrêté ministériel du 22 janvier 1946

réglementant les prix des plants de pommes de terre importés des Pays-Bas (Moniteur, 9 février 1946, p. 1077).

Arrêté ministériel du 22 janvier 1946

réglementant les prix du sucre interverti de consommation, du miel artificiel, du sirop d'or, du sirop de vergeoise, de la crème de sucre et du sirop simple P. B. 4 (Moniteur, 10 février 1946, p. 1137).

Arrêté ministériel du 29 janvier 1946

réglementant les prix des chambres d'hôtels (Moniteur, 3 février 1946, p. 912).

Arrêté ministériel du 9 février 1946

modifiant et complétant l'arrêté du 12 octobre 1944, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées ou marchandises (Moniteur, 25-26 février 1946, p. 1571).

Cet arrêté impose aux producteurs et distributeurs l'obligation de ramener leurs prix de vente au niveau approprié à leurs conditions d'exploitation, quand bien même des prix maxima plus élevés leur auraient été consentis.

Arrêté ministériel du 11 février 1946

réglementant les prix des places dans les cinémas (Moniteur, 13 février 1946, p. 1197).

Arrêté ministériel du 11 février 1946

fixant la partie du prix des betteraves sucrières couverte par un subside de l'Etat et payable aux fabricants de sucre et de sirop en application du 1^{er} de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 26 janvier 1946, relatif au paiement des subventions entrant dans le cadre de la politique d'intervention en matière de ravitaillement du pays (Moniteur, 22 février 1946, p. 1468).

Arrêté du 11 février 1946

modifiant et complétant l'arrêté du 17 janvier 1946 relatif aux prix maxima de vente des vêtements de dessus pour hommes et dames (Moniteur, 23 février 1946, p. 1498).

Arrêté ministériel du 12 février 1946

réglementant les prix des légumes secs (Moniteur, 21 février 1946, p. 1439).

Arrêté ministériel du 16 février 1946

créant une Commission régionale régulatrice des Prix à Bruges (Moniteur, 27 février 1946, p. 1633).

Arrêté ministériel du 16 février 1946

complétant l'arrêté du 29 septembre 1945, créant une Commission régionale régulatrice des Prix à Anvers (Moniteur, 28 février 1946, p. 1687).

Arrêté ministériel du 16 février 1946

complétant l'arrêté du 29 septembre 1945, créant une Commission régionale régulatrice des Prix à Bruxelles (Moniteur, 28 février 1946, p. 1687).

Arrêté ministériel du 20 février 1946

complétant celui du 22 janvier 1946, réglementant les prix du sucre interverti de consommation, du miel artificiel, du sirop d'or, du sirop de vergeoise, de la crème de sucre et du sirop simple P. B. 4 (Moniteur, 27 février 1946, p. 1633).

Arrêté ministériel du 21 février 1946

réglementant les prix du pain d'épice fabriqué à base de miel et de sucre interverti (Moniteur, 28 février 1946, p. 1688).

Arrêté ministériel du 22 février 1946

abrogeant celui du 6 décembre 1944, réglementant les prix du vinaigre d'alcool, modifié par l'arrêté ministériel du 29 janvier 1945 (Moniteur, 28 février 1946, p. 1688).

X. — LEGISLATION RELATIVE AU RATIONNEMENT ET AU RAVITAILLEMENT

Arrêté du 10 janvier 1946

supprimant les livraisons obligatoires de miel (Moniteur, 3 février 1946, p. 910).

Arrêté du 10 janvier 1946

relatif à la fabrication de farine et de pain de régime à base de gluten (Moniteur, 3 février 1946, p. 910).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif au commerce des céréales, produits de céréales, légumes secs et aliments du bétail (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 837). — Erratum (Moniteur, 28 février 1946, p. 1505).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif aux conditions particulières pour l'octroi des licences pour la boulangerie, la pâtisserie et la vente de farine panifiable (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 838).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif aux conditions particulières pour l'octroi des licences aux détaillants en produits de la viande et aux bouchers (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 839).

Arrêté du 24 janvier 1946

relatif aux conditions particulières pour l'octroi des licences de marchand de bestiaux, fabricant de produits de viande, grossiste en viande et grossiste en produits de viande (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 841).

Arrêté du Régent du 26 janvier 1946

validant rétroactivement certaines décisions prises sous l'occupation ennemie, relatives aux interventions de l'Etat en matière de ravitaillement du pays (Moniteur, 7 février 1946, p. 996).

Arrêté-loi du 26 janvier 1946

relatif au paiement des subventions entrant dans le cadre de la politique d'intervention en matière de ravitaillement du pays (Moniteur, 7 février 1946, p. 994).

Arrêté du 28 janvier 1946

autorisant l'emploi en pâtisserie de la poudre de lait écrémé (Moniteur, 1^{er} février 1946, p. 841).

Arrêté du 30 janvier 1946

abrogeant l'ordonnance du 25 juin 1941 relative à la distribution des œufs (Moniteur, 9 février 1946, p. 1079).

Arrêté ministériel du 1^{er} février 1946

relatif au rationnement en matière de savon (Moniteur, 27 février 1946, p. 1632).

Arrêté-loi du 4 février 1946

modifiant l'arrêté-loi du 9 novembre 1939, concernant la réglementation de la distribution des denrées alimentaires à usage humain et des produits de première nécessité en cas de difficultés de ravitaillement (Moniteur, 7 février 1946, p. 996).

Vu les lois des 7 septembre 1939 et 14 décembre 1944, donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires, coordonnées par arrêté du Régent du 24 janvier 1945;

Vu la loi du 29 mars 1945 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets à établir pour l'exercice 1945;

Vu la loi du 25 octobre 1945 allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant à l'exercice 1944;

Vu l'arrêté-loi du 25 janvier 1945 portant création de l'Office commercial du Ravitaillement;

Vu l'arrêté-loi du 29 mai 1945 complétant celui du 8 novembre 1944 relatif à la liquidation de la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation;

Considérant qu'il est nécessaire et urgent de fixer les modalités d'exécution des différentes interventions dans le cadre de la politique d'intervention, en matière de ravitaillement du pays;

Sur proposition du Ministre du Ravitaillement et de l'avis conforme des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. — Sont couvertes par voie de subsides de l'Etat :

1^o la différence de prix qui résulte de l'arrêté ministériel du 30 mai 1945 fixant les prix à payer aux producteurs pour les produits de la récolte 1945, notamment en ce qui concerne le froment, les betteraves sucrières et les pommes de terre de consommation;

2^o la différence entre, d'une part les prix de revient des produits alimentaires ou destinés à l'alimentation qui sont importés par des organismes publics travaillant avec la garantie de l'Etat, et d'autre part les prix intérieurs.

Art. 2. — Outre les interventions prévues à l'article 1^{er}, il est attribué :

1^o aux entrepreneurs de battage, une indemnité destinée à couvrir les frais exceptionnels relatifs au battage de la récolte de 1944.

Le taux de l'indemnité est calculé par 100 kilogrammes de céréales, légumes secs et colza, sur les bases ci-après, suivant le personnel fourni et les matières premières utilisées pour le pressage de la paille :

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Avec personnel et deux liens | fr. 12,50 |
| Sans personnel et deux liens | » 8,50 |
| Avec personnel et un lien | » 11,50 |
| Sans personnel et un lien | » 7,50 |
| Avec personnel et sans lien | » 10,50 |
| Sans personnel et sans lien | » 6,50 |

2^o aux centralisateurs de légumes secs indigènes, pour la durée de la récolte 1944-1945 et jusqu'au 31 octobre 1945, une subvention égale à la différence entre le prix de revient des déchets de légumes secs et le prix fixé, auquel les centralisateurs de légumes secs sont tenus de vendre les déchets aux fabricants d'aliments pour le bétail;

3^o pour le transport de lait et de crème fournis à la laiterie, une indemnité qui sera en moyenne de fr. 0,25 par litre de lait ou kilogramme de crème, pour les fournitures effectuées à partir du 1^{er} novembre 1944 jusqu'au 28 février 1945 inclusivement, et de fr. 0,27 par litre de lait ou kilogramme de crème pour les fournitures effectuées à partir du 1^{er} mars 1945;

4^o aux producteurs de lait, de crème de lait et de beurre, des indemnités suivantes pour les livraisons effectuées à partir du 15 mars 1945 :

a) pour les producteurs de lait, une indemnité de 1 franc par litre de lait contenant 3 p. c. de matières grasses;

b) pour les producteurs de crème de lait, une indemnité de fr. 29,35 par kilogramme de graisse butyrique;

c) pour les fournisseurs de beurre de ferme, une indemnité de fr. 24,10 par kilogramme;

5° aux producteurs de graines de colza, une prime de 4 francs par kilo de graines livré, et aux négociants une prime de fr. 0,25 par kilo de graines livré à l'huilerie.

Cette prime vise exclusivement les livraisons de graines de colza de la récolte 1944 qui ont servi à la fabrication de la margarine, vendues aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 13 octobre 1944 réglementant le prix de la margarine;

6° à partir du 1^{er} mars 1945, pour toute livraison de veaux au marché d'abatage, un subside de 5 francs par kilo sur pied;

7° à partir du 1^{er} novembre 1944, pour toute livraison de bétail bovin d'abatage, un subside établi comme suit :

Vente d'un bœuf au marché : fr. 3,20 par kilo sur pied;

Vente d'une génisse au marché : fr. 3,25 par kilo sur pied;

Vente d'un taureau au marché : fr. 2,50 par kilo sur pied;

Vente d'une vache au marché : fr. 1,80 par kilo sur pied.

Art. 3. — Le paiement des subventions, primes et indemnités dont il est question aux articles ci-dessus, ainsi que la majoration des primes accordées aux cultivateurs par l'arrêté ministériel du 4 février 1945, seront imputés sur les crédits inscrits au budget du Ministère du Ravitaillement.

Art. 4. — Peuvent également être mises à charge du budget du Ministère du Ravitaillement, les interventions de l'Etat qui seront décidées par arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, à la suite de la suppression de toutes les taxes compensatoires par l'arrêté-loi du 29 mai 1945 complétant celui du 8 novembre 1944 relatif à la liquidation de la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Art. 5. — Le Ministre du Ravitaillement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté ministériel du 5 février 1946

concernant la réglementation de la distribution des denrées alimentaires rationnées (Moniteur, 7 février 1946, p. 997).

Arrêté ministériel du 5 février 1946

complétant l'arrêté du 6 novembre 1945, relatif à la distribution des produits alimentaires rationnés (Moniteur, 7 février 1946, p. 1001).

Arrêté ministériel du 7 février 1946

relatif à l'application de l'article 5 de l'arrêté-loi du 15 novembre 1945, instituant un Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs (Moniteur, 10 février 1946, p. 1136).

Cet arrêté organise le régime d'utilisation des bons de textiles qui seront remis aux bénéficiaires du Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs.

Arrêté ministériel du 8 février 1946

réglementant l'utilisation des points détachés de certains bons d'achat du Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, valables pour l'achat de produits textiles (Moniteur, 13 février 1946, p. 1196).

Arrêté ministériel du 9 février 1946

réglementant la vente des produits textiles (Moniteur, 25-26 février 1946, p. 1572).

Arrêté ministériel du 14 février 1946

fixant les rations de combustibles à usage domestique pour le mois de mars 1946 (Moniteur, 16 février 1946, p. 1300).

Arrêté du 15 février 1946

interdisant la fabrication de la crème fouettée (Moniteur, 21 février 1946, p. 1441).

Arrêté du 15 février 1946

relatif à la fabrication de lait condensé ou évaporé, à la fabrication de poudre de lait et à l'emploi du lait (Moniteur, 23 février 1946, p. 1505).

Arrêté du 20 octobre 1945

Commission technique. — Evaluations des dommages. — Honoraires des experts (Moniteur, 17 février 1946, p. 1337).

Cet arrêté crée une commission technique chargée d'établir les normes d'évaluation des dommages de guerre, ainsi que le barème de rémunération des experts requis par les sinistrés pour l'évaluation de leurs biens.

Arrêté-loi du 7 février 1946

relatif aux avances à valoir sur indemnités de dommages de guerre (Moniteur, 9 février 1946, p. 1060).

Cet arrêté organise un système d'allocation d'avances en vue de la réparation ou de la reconstruction des bateaux de navigation fluviale endommagés en raison de faits de guerre.

Arrêté-loi du 7 février 1946

relatif à l'intervention de l'Etat dans les crédits spéciaux à la restauration des dommages de guerre, consentis par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur, 27 février 1946, p. 1618).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

| ÉPOQUES | TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE | | | | | | | | | | | | CALL-MONEY MARCHÉ |
|-----------------------|--|---|---|-----------------------|-----------|--|---|--|-------------------------------|---|--|-----------------------|----------------------|
| | Escompte | | | | | Prêts et avances sur (*) | | | | | | | |
| | Acceptat. de banques prélabl. visées par B.N.B., traites accept. ou docum. représentant d'import. ou d'export. de marchandises | Traites acceptées domiciliées en banque et warrants | Traites acceptées non domiciliées en banque | Traites non acceptées | Promesses | Certificats ayant maximum 120 jours à courir | Certificats ayant maximum 8 mois à courir | Certificats ayant maximum 12 mois à courir | Certificats à plus de 12 mois | Certificats prorogés en vertu de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 | Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) et certifi. en réglem. des créances financières belges à l'étranger | Autres effets publics | |
| Moyennes annuelles : | | | | | | | | | | | | | |
| 1944..... | — | 2,— | 2,— | 3,— | 3,— | 2,— | 3,— | 3,— | 3,— | — | 3,50 | 3,— | 0,65 |
| 1945..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,46 | 2,58 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,62 |
| Moyennes mensuelles : | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 Janvier..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 3,— | 3,— | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 1,— |
| Février..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 3,— | 3,— | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 1,— |
| Mars..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 3,— | 3,— | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,846 |
| Avril..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 3,— | 3,— | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,583 |
| Mai..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Juin..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Juillet..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Août..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Septembre..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Octobre..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Novembre..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Décembre..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| 1946 Janvier..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Février..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |
| Mars..... | 1,— | 1,50 | 1,75 | 2,50 | 3,— | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 3,— | 2,375 | 3,50 | 3,— | 0,5 |

(*) Quotité de l'avance en mars 1946 :

| | | | |
|---|------|--|------|
| Certificats de trésorerie à 4, 8 et 12 mois et plus | 95 % | Bons de caisse de la Caisse Nationale de Crédit aux Classes moyennes, à 1 an d'échéance maximum | 95 % |
| Certificats de trésorerie prorogés en vertu de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 | 95 % | Autres effets publics | 80 % |
| Obligations décennales (1940-1950) | 90 % | Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5 ans (arrêté du 25 octobre 1941) | 90 % |
| Certificats de trésorerie à 5 ans 3 1/2 % (1941-1946) | 90 % | Certificats de trésorerie émis en règlement de créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942) | |
| Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) | 90 % | Quotité de l'avance consentie uniquement dans les cas spéciaux admis par la Banque Nationale de Belgique | |
| Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) | 90 % | | |
| Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944) | 90 % | | |
| Bons de caisse à 1 an de la S.N.C.I. | 85 % | | |

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

| ÉPOQUES | Banques — Comptes de dépôts à (*) | | | | | Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets) | | | Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie Comptes de dépôts à 1 an |
|-----------------------|-----------------------------------|---------------------|--------|--------|--------|--|--------------------------|------------------------|--|
| | vue | 15 jours de préavis | 1 mois | 3 mois | 6 mois | jusque 20.000 fr. | 20.000 fr. à 100.000 fr. | au delà de 100.000 fr. | |
| Moyennes annuelles : | | | | | | | | | |
| 1944..... | 0,50 | 0,81 | 1,01 | 1,27 | 1,53 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| 1945..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Moyennes mensuelles : | | | | | | | | | |
| 1945 Janvier..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Février..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Mars..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Avril..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Mai..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Juin..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Juillet..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Août..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Septembre..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Octobre..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Novembre..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Décembre..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| 1946 Janvier..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Février..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |
| Mars..... | 0,50 | 0,80 | 1,— | 1,25 | 1,50 | 3,— | 1,50 | 0,50 | 2,25 |

(*) Moyenne de quatre banques.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

| PÉRIODES | OR | | | | ARGENT | | | |
|------------------------|--|---------------------------------------|---|---|------------------------------------|-------------------------------------|--|---------------------------------------|
| | LONDRES En sh. et d. par oz. fin | NEW-YORK En dollars par oz. fin | BOMBAY | | LONDRES En d. par oz. stand. | NEW-YORK En cents par oz. fin | BOMBAY | |
| | | | En roupies et annas par Fine Tola | Conversion en sh. et d. par oz. fin | | | En roupies et annas par 100 Fine Tola | Conversion en pence par oz. fin |
| 1938 31 décembre | 149/7 1/2 | 35 | | | 20,0625 | 42 3/4 | | |
| 1944 31 décembre | 168/0 | 35 | 74.2 | 296/6 | 23,50 | 44 3/4 | 132.4 | 63 |
| 1945 31 décembre | 172/3 | 35 | 81.8 | 326/0 | 44,— | 70 5/8 | 134.4 | 64 |
| Moyennes mensuelles : | | | | | | | | |
| 1945 Janvier | 168/0 | 35 | 72.12 | 291/0 | (1) 25,50 | 44 3/4 | 128.13 | 62 |
| Février | 168/0 | 35 | 71.14 | 287/6 | 25,50 | 44 3/4 | 124.13 | 60 |
| Mars | 168/0 | 35 | 73.5 | 293/3 | 25,50 | 44 3/4 | 128.6 | 62 |
| Avril | 168/0 | 35 | 74.9 | 298/3 | 25,50 | 44 3/4 | 131.15 | 63 |
| Mai | 168/0 | 35 | 74.6 | 297/6 | 25,50 | 44 3/4 | 129.6 | 62 |
| Juin | 172/3 | 35 | 77.4 | 309/0 | 25,50 | 44 3/4 | 133.14 | 64 |
| Juillet | 172/3 | 35 | 78.10 | 314/5 | 25,50 | 44 3/4 | 136.12 | 66 |
| Août | 172/3 | 35 | 72.6 | 289/6 | 25,50 | 44 3/4 | 128.5 | 62 |
| Septembre | 172/3 | 35 | 74.1 | 298/6 | 30,125 | 52,— | 128.3 | 62 |
| Octobre | 172/3 | 35 | 76.7 | 305/9 | 44,— | 70 5/8 | 132.2 | 63 |
| Novembre | 172/3 | 35 | 81.5 | 325/3 | 44,— | 70 5/8 | 132.14 | 64 |
| Décembre | 172/3 | 35 | 82.2 | 328/6 | 44,— | 70 5/8 | 133.14 | 64 |
| 1946 Janvier | 172/3 | 35 | 86.9 | 346/3 | 44,— | 70 5/8 | 138.1 | 66 |
| Février | 172/3 | 35 | 90.10 | 362/6 | 44,— | 70 5/8 | 145.0 | 70 |
| Mars | 172/3 | 35 | 94.1 | 376/1 | 44,— | 70 5/8 | 153.4 | 74 |

(1) A partir du 3 janvier 1945, cotat. par oz. fin.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

10

| DEVICES | Cours officiel moyen (1) | Transferts | | Billets (2) | |
|---------------------------------|-----------------------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
| | | Cours acheteur | Cours vendeur | Cours acheteur | Cours vendeur |
| 1 livre sterling | FB. 176,625 | FB. 176,50 | FB. 176,75 | FB. 175,85 | FB. 176,80 |
| 1 dollar U. S. A. | — | FB. 43,70 | FB. 43,96 | FB. 43,50 | FB. 44,— |
| 1 dollar canadien | — | FB. 39,89 | FB. 39,95 | FB. 39,70 | FB. 40,10 |
| 100 francs français..... | FB. 36,7869 | FB. 36,75 | FB. 36,84 | FB. 36,40 | FB. 36,95 |
| 100 florins Pays-Bas | FB. 1.652,— | FB. 1.648,— | FB. 1.656,— | FB. 1.635,— | FB. 1.662,— |
| 100 francs congolais | FB. — | FB. 100,— | FB. 100,— | — | — |
| 100 francs luxembourgeois | FB. — | FB. 100,— | FB. 100,— | — | — |
| 1 couronne suédoise..... | FB. 10,4512 | FB. 10,42 | FB. 10,48 | FB. 10,35 | FB. 10,50 |
| 1 franc suisse | FB. 10,1275 | FB. 10,10 | FB. 10,15 | FB. 10,05 | FB. 10,20 |
| 1 couronne danoise | FB. 9,1326 | FB. 9,10 | FB. 9,16 | FB. 9,05 | FB. 9,25 |
| 1 couronne norvégienne | FB. 8,83125 | FB. 8,80 | FB. 8,85 | FB. 8,75 | FB. 8,90 |
| 100 escudos | FB. 176,625 | FB. 175,75 | FB. 177,60 | FB. 175,— | FB. 178,— |

(1) Cours contractuel.

(2) Les billets français et néerlandais achetés par les banques agréées suivant les règles fixées par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change sont repris par la Banque Nationale de Belgique.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

| DÉSIGNATION DES TITRES | Cotation pour | COURS AU | | | | |
|--|---------------|--------------------------|--------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | 1 ^{er} mai 1940 | 31 août 1944 | 1 ^{er} février 1946 | 1 ^{er} mars 1946 | 1 ^{er} avril 1946 |
| I. — Dette intérieure directe de l'État belge (Intérêts à bonifier). | | | | | | |
| Dette 2 ½ % | 100,— | 51,75 | 83,50 | 73,20 | 72,25 | 72,10 |
| Dette 3 ½ %, 2 ^e série | 100,— | 65,80 | 99,65 | 91,50 | 90,90 | 91,— |
| Dette 3 ½ %, 1937 | 100,— | 69,25 | 100,60 | 90,20 | 90,— | 89,75 |
| Dette 3 ½ %, 1943 | 100,— | — | 95,— | 86,— | 85,— | 84,40 |
| Dette unifiée 4 % | 100,— | 79,50 | 109,50 | 100,— | 100,— | 100,— |
| Emprunt de la Libération, 4 % 1945 | 100,— | — | — | 98,— | 97,30 | 96,75 |
| Obligations décennales (1940-1950), 4 % | 100,— | — | 102,75 | 100,70 | 100,— | 100,10 |
| Certificats de Trésorerie à 5 ans, 3 ½ %, 1941-1946 | 100,— | — | 103,25 | 99,90 | 99,75 | 100,— |
| Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942 | 100,— | — | 103,75 | 101,75 | 101,15 | 101,— |
| Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 ½ %, 1943 | 100,— | — | 101,85 | 98,— | 99,— | 99,30 |
| Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 ½ %, 1944 | 100,— | — | 100,10 | 95,40 | 95,25 | 95,10 |
| Emprunt à lots 1933, 4 % | 1.050,— | 901,— | 1.303,— | 1.158,— | 1.163,— | 1.155,— |
| Emprunt à lots 1938 (3 ½ % jusqu'en 1947; ensuite 4 %) | 500,— | 411,— | 591,— | 522,— | 521,— | 521,— |
| Emprunt à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 ½ % de 1946 à 1951; ensuite 4 %) | 1.000,— | — | 1.031,— | 995,— | 994,— | 980,— |
| II. — Dette indirecte et dette garantie par l'État (Intérêts à bonifier). | | | | | | |
| Dommages de guerre à lots 1923, 4 % | 525,— | 443,— | 633,— | 564,— | 560,— | 560,— |
| Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % | 500,— | 511,— | 751,— | 681,— | 680,— | 673,— |
| Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % | 500,— | 510,— | 711,— | 682,— | 679,— | 658,— |
| Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % | 500,— | 391,— | 640,— | 575,— | 575,— | 574,— |
| (*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet | 100,— | 56,— | 93,25 | 83,75 | 82,25 | 81,60 |
| Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 ½ %, 1943 | 100,— | — | 94,65 | 89,80 | 89,35 | 88,80 |
| III. — Dette directe de la Colonie (titres bloqués, liquidés par transfert). Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888. | | | | | | |
| Intérêts à bonifier : | | | | | | |
| Dette coloniale 1904, 3 % | 100,— | 129,50 | 340,— | 321,— | 321,— | 323,— |
| Dette coloniale 1936, 4 % | 100,— | 64,45 | 90,25 | 88,20 | 87,75 | 87,— |
| (*) Dette coloniale 1937, 3 ½ % | 100,— | 77,50 | 106,35 | 100,— | 99,80 | 99,80 |
| (*) Dette coloniale 1937, 3 ½ % | 100,— | 65,50 | 97,50 | 90,60 | 90,50 | 90,50 |

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15

| DATES | Indice général | Assurances, banques et soc. à port. | Entr. immobil., hypothécaires et hôtelières | Tramways, chemins de fer et vicinaux | Tramways et électricité (trusts) | Gaz et électricité | Métallurgie | Charbonnages | Zincs, plombs, mines | Glaceries et verres | Textiles et soieries | Coloniales | Construction | Produits chimiques | Divers |
|---|----------------|-------------------------------------|---|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------|-------------|--------------|----------------------|---------------------|----------------------|------------|--------------|--------------------|--------|
| Indices par rapport aux cours du mois précédent | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1946 1 ^{er} mars | 104 | 106 | 99 | 100 | 107 | 111 | 106 | 110 | 106 | 104 | 103 | 101 | 101 | 104 | 101 |
| 1 ^{er} avril | 104 | 104 | 102 | 102 | 100 | 106 | 107 | 108 | 102 | 103 | 103 | 102 | 101 | 106 | 106 |
| Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1944 1 ^{er} mai | 254 | 233 | 343 | 203 | 237 | 216 | 185 | 347 | 176 | 253 | 303 | 318 | 359 | 211 | 249 |
| 1 ^{er} juin | 260 | 242 | 351 | 206 | 239 | 214 | 189 | 348 | 180 | 282 | 307 | 331 | 398 | 210 | 257 |
| 3 juillet | 278 | 253 | 381 | 218 | 253 | 234 | 218 | 383 | 199 | 301 | 332 | 334 | 440 | 233 | 271 |
| 1 ^{er} août | 273 | 253 | 371 | 216 | 252 | 228 | 221 | 373 | 197 | 301 | 327 | 323 | 428 | 228 | 276 |
| 31 août | 274 | 253 | 370 | 216 | 253 | 228 | 220 | 373 | 197 | 301 | 327 | 323 | 430 | 228 | 278 |
| 1945 2 juillet | 289 | 256 | 391 | 223 | 242 | 187 | 229 | 326 | 208 | 399 | 383 | 390 | 505 | 259 | 297 |
| 1 ^{er} août | 306 | 274 | 417 | 251 | 261 | 199 | 259 | 323 | 220 | 408 | 412 | 402 | 501 | 291 | 312 |
| 4 septembre | 293 | 258 | 427 | 235 | 240 | 185 | 242 | 306 | 213 | 385 | 411 | 395 | 467 | 306 | 310 |
| 1 ^{er} octobre | 265 | 232 | 396 | 217 | 214 | 170 | 225 | 260 | 184 | 325 | 375 | 359 | 397 | 281 | 282 |
| 5 novembre | 248 | 213 | 352 | 195 | 203 | 159 | 214 | 239 | 170 | 313 | 349 | 338 | 370 | 265 | 266 |
| 3 décembre | 255 | 209 | 344 | 190 | 205 | 167 | 217 | 262 | 173 | 336 | 360 | 345 | 404 | 268 | 271 |
| 1946 3 janvier | 259 | 212 | 346 | 178 | 204 | 159 | 230 | 254 | 174 | 344 | 384 | 359 | 418 | 282 | 277 |
| 1 ^{er} février | 245 | 196 | 334 | 159 | 185 | 149 | 222 | 223 | 164 | 329 | 358 | 348 | 419 | 276 | 280 |
| 1 ^{er} mars | 256 | 208 | 331 | 160 | 198 | 186 | 235 | 245 | 175 | 342 | 370 | 352 | 423 | 287 | 283 |
| 1 ^{er} avril | 265 | 217 | 340 | 164 | 198 | 176 | 262 | 265 | 178 | 352 | 382 | 361 | 429 | 303 | 300 |

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

| PÉRIODES | BRUXELLES (*) | | | ANVERS | | | BRUXELLES ET ANVERS | |
|--------------------|-------------------|----------------------------|---------------------------------------|-------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| | Nombre de séances | Milliers de titres traités | Capitaux traités (millions de francs) | Nombre de séances | Milliers de titres traités | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres traités | Capitaux traités (millions de francs) |
| 1944 (1) | 167 | 4.666 | 7.231 | 166 | 192 | 2.252 | 4.858 | 9.483 |
| 1945 (1) | 134 | 3.908 | 6.810 | 137 | 123 | 1.629 | 4.031 | 8.439 |
| 1944 Avril | 18 | 561 | 867 | 18 | 19 | 221 | 580 | 1.088 |
| Mai | 21 | 547 | 855 | 21 | 25 | 261 | 572 | 1.116 |
| Juin | 22 | 652 | 1.052 | 21 | 27 | 278 | 679 | 1.330 |
| Juillet | 21 | 759 | 1.059 | 21 | 30 | 305 | 789 | 1.364 |
| Août (1) | 21 | 727 | 1.048 | 21 | 27 | 375 | 754 | 1.423 |
| 1945 Juin | 15 | 398 | 688 | 18 | 12 | 242 | 410 | 930 |
| Juillet | 20 | 877 | 1.533 | 21 | 24 | 289 | 901 | 1.822 |
| Août | 21 | 996 | 1.741 | 19 | 24 | 253 | 1.020 | 1.994 |
| Septembre | 19 | 481 | 827 | 19 | 19 | 197 | 500 | 1.024 |
| Octobre | 22 | 462 | 814 | 23 | 18 | 224 | 480 | 1.038 |
| Novembre | 18 | 419 | 723 | 19 | 14 | 260 | 433 | 983 |
| Décembre | 19 | 275 | 494 | 18 | 12 | 164 | 287 | 648 |
| 1946 Janvier | 21 | 552 | 1.053 | 21 | 22 | 366 | 574 | 1.419 |
| Février | 20 | 569 | 1.036 | 20 | 21 | 313 | 590 | 1.349 |
| Mars | 21 | 462 | 790 | 21 | 18 | 212 | 480 | 1.002 |

(*) En 1944, cette statistique concerne le volume des transactions en titres à revenu variable et celui des transactions en titres à revenu fixe, à l'exception: a) des dettes directes de l'Etat; b) des Dommages de Guerre 1922; c) de l'ensemble des dettes coloniales émises de 1887 à 1937. Ensuite, elle tient uniquement compte des obligations et des actions.

(1) Les bourses ont été fermées du 1^{er} septembre 1944 au 3 juin 1945 inclus.

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES D'OBLIGATIONS

| DATES | TYPES DOMINANTS | | | | | | | | | | OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers | |
|---------------------------------|-----------------|------------------------|-------------------------------|---|----------|---|------------------------|-------------------------------|---|--------|--------------------------------------|---------------------|
| | Cours | | | | | Rendement (eu égard au cours seulement) | | | | | | |
| | I | II | III | IV | | I | II | III | IV | | Valeur boursière moyenne | Rendement net moyen |
| | Dettes unifiées | Dettes coloniales 1936 | Provinces, villes et communes | Entreprises industrielles et commerciales | | Dettes unifiées | Dettes coloniales 1936 | Provinces, villes et communes | Entreprises industrielles et commerciales | | | |
| 4 % | 4 % | 4 % | 4 % | 4 ½ % | 4 % | 4 % | 4 % | 4 % | 4 ½ % | | | |
| 1944 3 avril | 103,45 | 103,75 | 100,51 | 100,79 | 106,15 | 3,87 | 3,86 | 3,98 | 3,97 | 4,25 | 104,98 | 4,22 |
| 1 ^{er} mai | 104,15 | 103,75 | 100,41 | 99,54 | 105,57 | 3,84 | 3,86 | 3,99 | 4,01 | 4,27 | 104,20 | 4,24 |
| 1 ^{er} juin | 104,60 | 104,— | 99,30 | 99,67 | 105,09 | 3,82 | 3,85 | 4,03 | 4,01 | 4,29 | 103,98 | 4,25 |
| 3 juillet | 104,75 | 103,— | 101,63 | 102,03 | 106,38 | 3,82 | 3,88 | 3,94 | 3,92 | 4,24 | 105,49 | 4,19 |
| 1 ^{er} août | 106,15 | 103,15 | 102,75 | 101,44 | 108,32 | 3,77 | 3,88 | 3,90 | 3,94 | 4,16 | 106,82 | 4,14 |
| 31 août | 109,50 | 106,35 | 102,93 | 103,54 | 112,— | 3,65 | 3,76 | 3,89 | 3,86 | 4,02 | 109,58 | 4,03 |
| 1945 1 ^{er} août | 99,70 | 99,65 | 101,03 | 100,16 | 102,90 | 4,01 | 4,01 | 3,96 | 3,99 | 4,37 | 102,96 | 4,27 |
| 4 septembre | 99,90 | 99,90 | 100,88 | 99,55 | 102,85 | 4,00 | 4,00 | 3,98 | 4,01 | 4,38 | 102,73 | 4,28 |
| 1 ^{er} octobre | 100,— | 100,— | 100,78 | 98,79 | 102,86 | 4,00 | 4,00 | 3,97 | 4,04 | 4,38 | 102,37 | 4,29 |
| 5 novembre | 100,— | 100,— | 100,06 | 96,76 | 100,77 | 4,00 | 4,00 | 4,00 | 4,13 | 4,47 | 100,21 | 4,39 |
| 3 décembre | 100,— | 100,— | 99,50 | 97,40 | 100,38 | 4,00 | 4,00 | 4,02 | 4,10 | 4,48 | 99,91 | 4,40 |
| 1946 3 janvier | 100,— | 100,— | 98,54 | 96,77 | 99,92 | 4,00 | 4,00 | 4,06 | 4,13 | 4,50 | 99,08 | 4,43 |
| 1 ^{er} février | 100,— | 100,— | p 97,31 | p 96,71 | p 100,05 | 4,00 | 4,00 | p 4,11 | p 4,14 | p 4,50 | p 99,36 | p 4,47 |
| 1 ^{er} mars | 100,— | 99,80 | p 96,92 | p 96,37 | p 100,31 | 4,00 | 4,01 | p 4,13 | p 4,15 | p 4,49 | p 99,55 | p 4,46 |
| 1 ^{er} avril | 100,— | 99,80 | p 97,07 | p 96,16 | p 100,98 | 4,00 | 4,01 | p 4,12 | p 4,16 | p 4,46 | p 99,87 | p 4,45 |

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* de mars 1939, p. 187.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

| PÉRIODES | CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS | | | | | | AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée) | | | |
|---------------------------|--|--------------------|---|--|--------------------|---|---|-------------------|----------------------|---|
| | anonymes et en commandite par actions | | | de personnes à responsabilité limitée | | | Nombre | Capital ancien | Augment. nominale | Montant libéré sur valeur nominale |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | |
| 1944..... | 130 | 207.615 | 172.348 | 733 | 300.330 | 284.492 | 195 | 472.412 | 456.156 | 410.798 |
| 1945..... | 870 | 749.335 | 512.803 | 1.542 | 423.196 | 382.670 | 279 | 1.307.765 | 602.926 | 482.024 |
| 1945 2 premiers mois..... | 68 | 44.259 | 30.927 | 176 | 48.564 | 45.100 | 9 | 5.265 | 18.180 | 7.276 |
| 1946 2 premiers mois..... | 230 | 245.039 | 206.152 | 331 | 97.982 | 85.294 | 63 | 383.065 | 195.558 | 173.976 |
| 1944 Décembre..... | 34 | 20.080 | 12.667 | 82 | 16.593 | 13.633 | 34 | 51.145 | 130.246 | 97.510 |
| 1945 Janvier..... | 32 | 12.300 | 8.412 | 80 | 26.179 | 24.579 | 3 | 1.705 | 3.515 | 3.263 |
| Février..... | 36 | 31.959 | 22.515 | 96 | 22.385 | 20.521 | 6 | 3.560 | 14.665 | 4.013 |
| Mars..... | 61 | 28.494 | 22.614 | 130 | 34.351 | 30.302 | 19 | 188.030 | 97.460 | 91.276 |
| Avril..... | 58 | 24.080 | 16.356 | 90 | 19.836 | 17.756 | 19 | 37.901 | 29.222 | 20.276 |
| Mai..... | 63 | 40.106 | 27.766 | 108 | 29.571 | 26.101 | 14 | 7.575 | 14.090 | 9.290 |
| Juin..... | 62 | 57.601 | 43.417 | 129 | 28.168 | 26.536 | 18 | 42.532 | 36.158 | 27.201 |
| Juillet..... | 74 | 60.411 | 45.812 | 130 | 37.640 | 34.380 | 23 | 10.338 | 53.231 | 46.933 |
| Août..... | 83 | 76.736 | 48.034 | 132 | 34.073 | 30.344 | 15 | 9.775 | 22.110 | 18.230 |
| Septembre..... | 95 | 116.134 | 63.275 | 129 | 34.128 | 30.796 | 25 | 25.025 | 23.555 | 16.245 |
| Octobre..... | 92 | 86.305 | 65.975 | 160 | 48.355 | 40.990 | 42 | 32.440 | 49.410 | 43.205 |
| Novembre..... | 86 | 60.055 | 41.077 | 161 | 44.108 | 40.660 | 39 | 101.000 | 252.279 | 31.257 |
| Décembre..... | 128 | 155.254 | 107.550 | 197 | 64.402 | 59.705 | 56 | 850.084 | 207.231 | 170.835 |
| 1946 Janvier..... | 124 | 163.542 | 145.088 | 164 | 53.220 | 44.963 | 21 | 302.565 | 96.350 | 95.364 |
| Février..... | 106 | 81.497 | 61.064 | 167 | 44.762 | 40.331 | 42 | 80.600 | 99.208 | 78.612 |

| PÉRIODES | ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS | | Ensemble des émissions Montant nominal | PRIMES D'ÉMISSION (1) | LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES | | ÉMISSIONS destinées au rembour- sement d'anciens emprunts (4) | Émissions nettes (5) |
|---------------------------|----------------------------|--------------------|--|-----------------------------|-------------------------------------|---|--|----------------------------|
| | Nombre | Montant nominal | | | Apports en nature (2) | Incorporation de réserves au capital (3) | | |
| 1944..... | 27 | 636.600 | 1.600.701 | 2.832 | 471.804 | 31.793 | 43.567 | 959.991 |
| 1945..... | 30 | 1.093.840 | 2.869.297 | 140.699 | 647.526 | 17.065 | 11.989 | 1.935.456 |
| 1945 2 premiers mois..... | 3 | 110.000 | 221.003 | — | 47.786 | — | — | 145.517 |
| 1946 2 premiers mois..... | 3 | 151.000 | 689.579 | 5.935 | 193.681 | 507 | — | 428.169 |
| 1944 Décembre..... | — | — | 166.919 | 450 | 51.771 | 4.875 | — | 67.614 |
| 1945 Janvier..... | 2 | 80.000 | 121.994 | — | 26.000 | — | — | 90.254 |
| Février..... | 1 | 30.000 | 99.009 | — | 21.786 | — | — | 55.263 |
| Mars..... | 2 | 45.000 | 205.305 | — | 114.864 | 2.170 | 11.989 | 60.169 |
| Avril..... | 4 | 115.000 | 188.138 | — | 34.277 | 180 | — | 134.931 |
| Mai..... | 3 | 17.000 | 100.767 | — | 36.128 | 190 | — | 43.839 |
| Juin..... | 1 | 4.000 | 125.827 | 6 | 38.236 | — | — | 62.924 |
| Juillet..... | — | — | 151.282 | — | 39.953 | 180 | — | 86.992 |
| Août..... | 2 | 17.000 | 149.919 | 330 | 47.818 | — | — | 66.120 |
| Septembre..... | 6 | 451.840 | 625.657 | — | 44.160 | 699 | — | 517.297 |
| Octobre..... | 3 | 61.000 | 245.070 | 750 | 72.696 | 2.288 | — | 136.936 |
| Novembre..... | 2 | 200.000 | 356.442 | 313 | 36.662 | 3.512 | — | 273.133 |
| Décembre..... | 4 | 73.000 | 499.887 | 139.300 | 134.946 | 7.846 | — | 407.598 |
| 1946 Janvier..... | 3 | 151.000 | 464.112 | 900 | 122.104 | — | — | 315.211 |
| Février..... | — | — | 225.467 | 5.035 | 71.577 | 507 | — | 112.958 |

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Compris dans les augmentations de capital et les émissions d'obligations.

(5) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

17

Détail des émissions
(milliers de francs)

FEVRIER 1946

| RUBRIQUES | CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1) | | | | | | AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée) | | | EMISSIONS D'OBLIGATIONS | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES | | | | DISSOL. DE SOCIÉTÉS (1) (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée) | | RÉDUCTIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée) | | | | |
|--|---|--------------------|--|---|--------------------|--|---|-------------------------------------|--|----------------------------|--------------------|---|----------------------------------|---|---|--|--|-----------|---|----------|---------------|----------|--------------|
| | anonymes et en commandite par actions | | | de personnes à responsabilité limitée | | | Capital ancien | Augmen- tation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunt de conversion | Apports en nature | | Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital) | Liquidations | | Fusions | | Nombre | Montant | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | anonymes et en commandite par actions | de personnes à responsabilité limitée | | Augmen- tations de capital | Nombre | Montant | Nombre | | | Montant |
| | | | | | | | Constitutions de sociétés | Augmen- tations de capital | Nombre | Montant | Nombre | | Montant | | | | | | | | | | |
| 1a Banques privées..... | — | — | — | — | — | 1 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | — | — | 5.020 | — | — | — | 500 | — | — | — | — | — | — | |
| 1b Banques d'intérêt public..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 2. Assurances..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 3. Opérations financières..... | 8 | 7.310 | 7.070 | 2 | 200 | 200 | 2 | 33.060 | 33.522 | 17.528 | — | — | — | — | — | — | 2 | 1.050 | 1 | 13.000 | — | — | |
| 4. Importations, exportations..... | 3 | 2.400 | 837 | 2 | 100 | 100 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 5. Commerce de métaux..... | 4 | 2.328 | 1.628 | 3 | 2.240 | 2.240 | 3 | 3.165 | 3.082 | 3.082 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 6. Commerce d'habillem. et d'ameub. | 8 | 6.110 | 5.062 | 28 | 6.212 | 6.092 | 4 | 300 | 2.650 | 2.650 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 7. Commerce de produits alimentaires | 8 | 5.600 | 4.725 | 15 | 8.580 | 7.380 | 1 | 100 | 1.400 | 560 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 8. Commerces divers..... | 44 | 27.479 | 21.365 | 70 | 15.952 | 13.066 | 9 | 2.735 | 6.450 | 3.968 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 9. Sucreries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 10. Meuneries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 11. Brasseries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 12. Distilleries..... | — | — | — | 1 | 200 | 200 | 2 | 3.450 | 3.800 | 2.680 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 13. Autres industries alimentaires... | 1 | 300 | 300 | 2 | 250 | 250 | 3 | 4.590 | 10.585 | 10.585 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 14. Carrières..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 15. Charbonnages..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 16. Mines et industries extractives... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 17. Gaz..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 18. Electricité..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 19. Constructions électriques..... | 1 | 1.500 | 300 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 20. Hôtels théâtres, cinémas..... | — | — | — | 1 | 100 | 100 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 21. Imprimerie, publicité..... | 2 | 1.500 | 1.340 | 7 | 1.625 | 1.550 | 2 | 175 | 450 | 450 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 22. Textiles..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 23. Matériaux artificiels et céramiques | 2 | 150 | 150 | 1 | 50 | 50 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 24a Sidérurgie..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 24b Construction mécanique..... | 5 | 3.550 | 3.550 | 6 | 1.360 | 1.360 | 2 | 12.050 | 12.002 | 12.002 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 24c Métaux non ferreux..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 25. Construction (bâtim. et trav. publ.) | 6 | 7.570 | 7.420 | 9 | 1.000 | 1.000 | 1 | 60 | 140 | 140 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 26. Papeteries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 27. Plantations et sociétés coloniales.. | 1 | 5.000 | 1.250 | — | — | — | 1 | 2.000 | 8.000 | 8.000 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 28. Produits chimiques..... | — | — | — | 2 | 575 | 425 | 3 | 1.250 | 3.750 | 3.590 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 29. Industries du bois..... | 2 | 1.100 | 777 | 5 | 2.000 | 2.000 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 30. Tanneries et corroiries..... | — | — | — | 1 | 150 | 150 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 31. Automobiles..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 32. Verreries et cristalleries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 33. Glaceries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 34. Industries diverses..... | 2 | 4.150 | 1.900 | 7 | 3.365 | 3.365 | 5 | 1.815 | 1.127 | 1.127 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 35. Chemins de fer..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 36. Chemins de fer vicinaux..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 37. Navigation et aviation..... | 7 | 5.050 | 2.990 | 1 | 50 | 50 | 1 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 38. Télégraphes et téléphones..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 39. Tramways électriques..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 40. Autobus..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 41. Transports non dénommés..... | 2 | 400 | 400 | 4 | 753 | 753 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 42. Divers non dénommés..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Totaux... | 106 | 81.497 | 61.064 | 167 | 44.762 | 40.331 | 42 | 80.500 | 99.208 | 78.612 | — | — | 5.035 | 25.086 | 16.504 | 29.987 | 507 | 41 | 32.781 | 1 | 13.000 | 3 | 2.700 |

(1) Coopératives : 27 sociétés constituées au capital minimum de 2.956.201 francs; 9 sociétés dissoutes au capital minimum de 2.204.700 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

(milliers de francs)

FEVRIER 1946

17

| CLASSIFICATION | CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS | | | | | | AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. limitée) | | | EMISSIONS D'OBLIGATIONS | | PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés) | LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES | | DISSOLUTIONS | | RÉDUCTIONS DE CAPITAL Montant |
|----------------|---------------------------------------|-----------------|------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|------------------------------------|---|-----------------------|------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|---|----------------------------------|---|--------------|---------|-------------------------------|
| | anonymes et en commandite par actions | | | de personnes à responsabilité limitée | | | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Montant nominal | dont emprunts de conversion | | Apports en nature (1) | Incorporations de réserves au capital (2) | Liquidations | Fusions | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | Montant | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | |

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|-----|--------|--------|-----|--------|--------|----|--------|--------|--------|---|---|-------|--------|-----|--------|--------|-------|
| Belgique | 105 | 76.497 | 59.814 | 167 | 44.762 | 40.331 | 41 | 78.500 | 91.208 | 70.612 | — | — | 5.035 | 71.577 | 507 | 24.781 | 13.000 | 2.700 |
| Belgique et étranger.. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Congo belge | 1 | 5.000 | 1.250 | — | — | — | — | 2.000 | 8.000 | 8.000 | — | — | — | — | — | 8.000 | — | — |
| TOTAUX | 106 | 81.497 | 61.064 | 167 | 44.762 | 40.331 | 42 | 80.500 | 99.208 | 78.612 | — | — | 5.035 | 71.577 | 507 | 32.781 | 13.000 | 2.700 |

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|-----|--------|--------|-----|--------|--------|----|--------|--------|--------|---|---|-------|--------|-----|--------|--------|-------|
| 1 million et moins.... | 88 | 35.397 | 29.302 | 158 | 27.632 | 25.249 | 27 | 12.460 | 8.066 | 7.784 | — | — | 15 | 20.053 | 7 | 7.381 | — | 1.300 |
| de 1 à 5 millions.. | 17 | 40.100 | 27.262 | 9 | 17.130 | 15.082 | 10 | 10.980 | 19.850 | 15.530 | — | — | — | 26.474 | — | 7.400 | — | 1.400 |
| de 5 à 10 millions.. | 1 | 6.000 | 4.500 | — | — | — | 3 | 14.500 | 26.300 | 26.300 | — | — | 5.020 | 12.050 | 500 | 18.000 | — | — |
| de 10 à 20 millions.. | — | — | — | — | — | — | 1 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | — | — | — | — | — | — | 13.000 | — |
| de 20 à 50 millions.. | — | — | — | — | — | — | 1 | 30.560 | 32.992 | 16.998 | — | — | — | 13.000 | — | — | — | — |
| de 50 à 100 millions.. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| plus de 100 millions.. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| TOTAUX | 106 | 81.497 | 61.064 | 167 | 44.762 | 40.331 | 42 | 80.500 | 99.208 | 78.612 | — | — | 5.035 | 71.577 | 507 | 32.781 | 13.000 | 2.700 |

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.
(2) Comprises dans les augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)
NOTE. — Pour les emprunts à court terme, voir tableau no 25.

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (2)

18
19
20

| PÉRIODES | en Belgique | | à l'étranger |
|--------------------|--------------------|------------|--------------|
| | milliers de francs | millions | |
| 1944..... | 1.000.000 | — | |
| 1945..... | 13.112.000 | \$ can. 18 | |
| 1944 Décembre .. | — | — | 9 |
| 1945 Janvier | — | — | — |
| Février | — | — | — |
| Mars | — | — | — |
| Avril | — | — | — |
| Mai | — | — | — |
| Juin | — | — | — |
| Juillet..... | — | — | — |
| Août | — | — | — |
| Septembre | 1.300.000 | — | — |
| Octobre | — | \$ can. 5 | — |
| Novembre..... | 10.610.000 | — | — |
| (*) Décembre | 1.202.000 | \$ can. 13 | — |
| 1946 Janvier | — | \$ can. 6 | — |
| Février | — | \$ U.S. 7 | — |
| Mars | — | \$ can. 1 | — |
| Février | — | \$ U.S. 3 | — |
| Mars | — | \$ U.S. 25 | — |

| PÉRIODES | DÉPENSES EXTRAORDINAIRES | | DÉPENSES ORDINAIRES | |
|----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Prélèvements sur comptes | Remboursements nets | Avances nettes | Remboursements nets |
| (milliers de francs) | | | | |
| 1944..... | 1.024.816 | 68.923 | 571.819 | 259.964 |
| 1945..... | 1.781.174 | 41.506 | 740.481 | 597.286 |
| 1945 Janvier | 65.183 | 1.170 | 129.542 | 64.203 |
| Février | 125.770 | 5.653 | 86.641 | 74.188 |
| Mars | 84.837 | 1.455 | 110.901 | 67.903 |
| Avril | 92.538 | 206 | 37.430 | 52.234 |
| Mai | 162.688 | 172 | 42.143 | 25.981 |
| Juin | 138.005 | 168 | 27.823 | 39.295 |
| Juillet..... | 219.457 | 1.657 | 35.554 | 7.784 |
| Août | 144.832 | 813 | 25.981 | 19.192 |
| Septembre | 127.819 | 163 | 95.137 | 24.315 |
| Octobre | 205.904 | 603 | 22.025 | 61.427 |
| Novembre..... | 171.152 | 253 | 64.436 | 60.039 |
| Décembre | 242.989 | 29.193 | 62.868 | 100.725 |
| 1946 Janvier | 77.642 | 1.375 | 128.750 | 119.766 |
| Février | 92.342 | 10.942 | 153.490 | 130.348 |
| Mars | 78.104 | 1.649 | 179.008 | 118.413 |

| PÉRIODES | Montant d'après les droits d'inscription perçus |
|--------------------|---|
| (milliers de fr) | |
| 1944 Moyenne mens. | 146.620 |
| 1945 Moyenne mens. | 248.236 |
| 1944 Octobre | 50.432 |
| Novembre..... | 65.709 |
| Décembre | 34.906 |
| 1945 Janvier | 44.900 |
| Février | 87.906 |
| Mars | 169.998 |
| Avril | 175.374 |
| Mai | 187.765 |
| Juin | 239.378 |
| Juillet..... | 273.410 |
| Août | 296.265 |
| Septembre | 291.084 |
| Octobre | 375.585 |
| Novembre..... | 392.200 |
| Décembre | 444.964 |

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc.

(2) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

(*) L'émission de 1.202 millions (Dette unifiée à 4 %) a été effectuée dans le courant du deuxième semestre 1945.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en février 1946

| RUBRIQUES | NOMBRE DE SOCIÉTÉS | | | Capital versé | Réserves | RÉSULTATS NETS | | Dividende brut mis en paiement | Dette obligataire (1) | Coupons d'obligations bruts (2) |
|--|--------------------|-------------|-----------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------------------------|-----------------------|---------------------------------|
| | recensées | en bénéfice | en perte | | | Bénéfice | Perte | | | |
| (milliers de francs) | | | | | | | | | | |
| a) Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique | | | | | | | | | | |
| 1a Banques privées..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 1b Banques d'intérêt public..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2. Assurances..... | 1 | 1 | — | 50 | 49 | 2 | — | — | — | — |
| 3. Opérations financières..... | 25 | 21 | 4 | 37.680 | 15.122 | 1.319 | 163 | 502 | 81.798 | 2.909 |
| 4. Importations, exportations..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 1.000 | 50 |
| 5. Commerce de métaux..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 6. Commerce d'habillement et d'ameubl..... | 4 | 4 | — | 1.700 | 536 | 394 | — | 12 | 21.796 | 949 |
| 7. Commerce de produits alimentaires..... | 5 | 3 | 2 | 5.120 | 1.736 | 358 | 28 | 12 | — | — |
| 8. Commerces divers..... | 24 | 14 | 10 | 17.077 | 5.335 | 1.807 | 1.236 | 553 | 30.600 | 1.224 |
| 9. Sucreries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 10. Meuneries..... | 1 | 1 | — | 6.000 | 1.843 | 693 | — | 376 | — | — |
| 11. Brasseries..... | 2 | 2 | — | 14.300 | 2.050 | 1.959 | — | 818 | — | — |
| 12. Distilleries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 13. Autres industries alimentaires..... | 4 | 4 | — | 4.892 | 574 | 836 | — | 392 | — | — |
| 14. Carrières..... | 1 | 1 | — | 17.500 | 1.488 | 1.235 | — | — | 342 | 21 |
| 15. Charbonnages..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 8.075 | 329 |
| 16. Mines et autres industries extractives..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 17. Gaz..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 18. Electricité..... | 1 | 1 | — | 40.000 | 4.878 | 1.368 | — | 1.230 | 144.383 | 6.549 |
| 19. Constructions électriques..... | 1 | — | 1 | 200 | 160 | — | 5 | — | 50.000 | 2.000 |
| 20. Hôtels, théâtres, cinémas..... | 6 | 3 | 3 | 6.271 | 2.880 | 1.003 | 11 | 190 | 1.004 | 30 |
| 21. Imprimerie, publicité..... | 5 | 4 | 1 | 12.775 | 2.380 | 3.726 | 1 | 1.108 | — | — |
| 22. Textiles..... | 11 | 7 | 4 | 47.370 | 51.581 | 5.211 | 4.052 | 828 | 38.176 | 1.023 |
| 23. Matériaux artificiels et céramiques..... | 1 | — | 1 | 300 | 1.017 | — | 125 | — | — | — |
| 24a Sidérurgie..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 144.237 | 5.885 |
| 24b Construction mécanique..... | 5 | 5 | — | 7.700 | 9.547 | 2.301 | — | 339 | — | — |
| 24c Métaux non ferreux..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 370 | 22 |
| 25. Construction (bâtiments et trav. publics)..... | 4 | 4 | — | 2.724 | 731 | 141 | — | 45 | — | — |
| 26. Papeteries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 28. Produits chimiques..... | 2 | 1 | 1 | 2.000 | 808 | 300 | 205 | 180 | 12.229 | 581 |
| 29. Industries du bois..... | 2 | 2 | — | 4.500 | 10.637 | 1.348 | — | 525 | — | — |
| 30. Tanneries et corroiries..... | 1 | 1 | — | 900 | 722 | 18 | — | — | 35 | 2 |
| 31. Automobiles..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 32. Verreries et cristalleries..... | 1 | — | 1 | 1.100 | 435 | — | 310 | — | — | — |
| 33. Glaceries..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 34. Industries diverses..... | 10 | 10 | — | 30.620 | 14.456 | 5.101 | — | 612 | 114 | 5 |
| 35. Chemins de fer..... | 2 | 1 | 1 | 350 | 48 | 28 | 199 | — | — | — |
| 36. Chemins de fer vicinaux..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 37. Navigation et aviation..... | 2 | 2 | — | 1.800 | 287 | 2.325 | — | 478 | — | — |
| 38. Télégraphe et téléphone..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 39. Tramways électriques..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 40. Autobus..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 3.000 | 120 |
| 41. Transports non dénommés..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 42. Divers non dénommés..... | 4 | 1 | 3 | 571 | 138 | 27 | 11 | — | — | — |
| TOTAUX... | 125 | 93 | 32 | 263.400 | 124.900 | 31.500 | 6.346 | 8.200 | 537.159 | 22.299 |
| b) Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge | | | | | | | | | | |
| 1. Banques privées et sociétés financières..... | 1 | 1 | — | 8.000 | 1.696 | 269 | — | — | 10.406 | 417 |
| 2. Sociétés commerciales..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 3. Sociétés industrielles..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4. Sociétés agricoles..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 3.000 | 150 |
| 5. Services publics..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| TOTAUX... | 1 | 1 | — | 8.000 | 1.696 | 269 | — | — | 13.406 | 567 |
| c) Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger | | | | | | | | | | |
| 1. Sociétés d'électricité..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 2. Chemins de fer..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 3. Tramways..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 4. Plantations et sociétés coloniales..... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| 5. Sociétés diverses..... | — | — | — | — | — | — | — | — | 2.305 | 115 |
| TOTAUX... | — | — | — | — | — | — | — | — | 2.305 | 115 |
| Totaux généraux... | 126 | 94 | 32 | 271.400 | 126.596 | 31.769 | 6.346 | 8.200 | 552.870 | 22.981 |

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes; de plus, depuis mai 1940, à quelques exceptions près, les chiffres ne comprennent plus que des emprunts en francs belges émis en Belgique.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de février 1946 :

| (milliers de francs) | |
|---|----------------|
| Coupons d'emprunts intérieurs de l'Etat (consolidé et moyen terme)..... | 325.601 |
| Coupons d'emprunts de la Colonie..... | 741 |
| Coupons d'emprunts des provinces et des communes..... | 16.134 |
| Coupons d'emprunts d'organismes divers..... | 41.053 |
| Total... | 383.529 |
| Coupon d'Emprunt extérieur de l'Etat..... | 3.814 |

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES (suite)

Tableau rétrospectif

30

| PÉRIODES | NOMBRE DE SOCIÉTÉS | | | Capital versé | Réserves | RÉSULTATS NETS | | Dividende brut mis en paiement | Dette obligataire (1) (*) | Coupons d'obligations bruts (*) |
|---------------------------|--------------------|-------------|----------|---------------|------------|----------------|-----------|--------------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| | recensées | en bénéfice | en perte | | | bénéfice | perte | | | |
| (milliers de francs) | | | | | | | | | | |
| 1944..... | 6.986 | 5.106 | 1.880 | 41.046.157 | 12.964.059 | 2.273.915 | 948.419 | 1.195.239 | 7.019.017 | 302.284 |
| 1945..... | 6.602 | 4.226 | 2.376 | 39.610.238 | 12.631.121 | 1.948.788 | 1.927.563 | 925.862 | 7.504.410 | 313.552 |
| 1945 2 premiers mois..... | 205 | 141 | 64 | 698.595 | 247.031 | 42.683 | 19.885 | 15.224 | 1.603.528 | 66.486 |
| 1946 2 premiers mois..... | 206 | 154 | 52 | 725.391 | 290.583 | 80.471 | 10.076 | 26.711 | 1.728.249 | 69.720 |
| 1944 Décembre..... | 175 | 117 | 58 | 1.940.750 | 567.752 | 84.387 | 48.795 | 41.139 | 493.735 | 21.883 |
| 1945 Janvier..... | 73 | 53 | 20 | 412.781 | 129.349 | 29.512 | 14.615 | 12.707 | 1.080.318 | 44.544 |
| Février..... | 132 | 88 | 44 | 285.814 | 117.682 | 13.171 | 5.270 | 2.517 | 523.210 | 21.942 |
| Mars..... | 977 | 657 | 320 | 4.908.809 | 2.304.342 | 195.936 | 135.778 | 123.782 | 414.479 | 17.930 |
| Avril..... | 1.349 | 883 | 466 | 7.761.926 | 1.613.730 | 234.236 | 436.874 | 148.708 | 902.643 | 36.965 |
| Mai..... | 971 | 608 | 363 | 7.461.307 | 2.565.115 | 336.311 | 345.107 | 195.327 | 385.557 | 16.287 |
| Juin..... | 484 | 308 | 176 | 2.681.402 | 758.056 | 171.358 | 101.752 | 99.213 | 597.226 | 25.378 |
| Juillet..... | 269 | 158 | 111 | 1.898.058 | 826.370 | 77.763 | 115.195 | 39.282 | 1.178.808 | 47.959 |
| Août..... | 113 | 77 | 36 | 411.460 | 159.595 | 28.326 | 20.005 | 13.059 | 441.140 | 18.372 |
| Septembre..... | 179 | 103 | 76 | 1.000.535 | 252.419 | 158.844 | 24.230 | 15.653 | 432.527 | 18.224 |
| Octobre..... | 391 | 260 | 131 | 3.672.970 | 827.008 | 188.368 | 134.962 | 112.933 | 769.811 | 33.019 |
| Novembre..... | 213 | 146 | 67 | 3.570.956 | 855.676 | 186.476 | 318.031 | 48.218 | 268.846 | 11.392 |
| Décembre..... | 160 | 113 | 47 | 1.860.102 | 525.972 | 108.907 | 77.089 | 51.258 | 509.847 | 21.540 |
| 1946 Janvier..... | 80 | 60 | 20 | 453.991 | 163.987 | 48.702 | 3.730 | 18.511 | 1.175.379 | 46.739 |
| Février..... | 126 | 94 | 32 | 271.400 | 126.596 | 31.769 | 6.346 | 8.200 | 552.870 | 22.981 |

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(*) Depuis mai 1940, à quelques exceptions près, les chiffres ne comprennent plus que les emprunts en francs belges émis en Belgique.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

| PÉRIODES | Versements | Remboursements | Excédents | Solde des dépôts à fin de période (1) | Nombre de livrets à fin d'année |
|---------------------|------------|----------------|-----------|---------------------------------------|---------------------------------|
| 1943..... | 4.341.744 | 1.426.973 | 2.914.771 | 16.098.693 | 6.333.807 |
| 1944..... p | 4.483.402 | 1.638.135 | 2.845.267 | 19.422.068 | 6.161.671 |
| 1945 Janvier..... | 230.865 | 120.522 | 110.343 | 19.532.411 | |
| Février..... | 241.989 | 117.591 | 124.398 | 19.656.809 | |
| Mars..... | 248.567 | 147.630 | 100.937 | 19.757.746 | |
| Avril..... | 225.537 | 124.918 | 100.619 | 19.858.365 | |
| Mai..... | 220.052 | 122.425 | 97.627 | 19.955.992 | |
| Juin..... | 340.899 | 163.079 | 177.820 | 20.133.812 | |
| Juillet..... | 410.844 | 195.949 | 214.895 | 20.348.707 | |
| Août..... p | 361.040 | 172.419 | 188.621 | 20.537.328 | |
| Septembre..... p | 296.326 | 169.482 | 126.844 | 20.664.172 | |
| Octobre..... p | 384.575 | 186.576 | 198.002 | 20.862.174 | |
| Novembre..... p | 340.292 | 202.572 | 137.720 | 20.999.894 | |
| Décembre..... p | 435.074 | 256.636 | 178.438 | 21.178.332 | |
| 1946 Janvier..... p | 515.538 | 253.265 | 262.273 | (2) | |
| Février..... p | 382.619 | 266.478 | 116.141 | | |
| Mars..... p | 331.770 | 273.800 | 57.970 | | |

(1) Les soldes aux 31 décembre 1943 et 1944 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

(2) Le solde approximatif ne pourra être établi que lorsque seront connus les montants prélevés à fin 1945, du chef de la conversion des dépôts en certificats de l'emprunt de l'assainissement et du chef de l'imposition de 5 % sur le capital.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite

(milliers de francs)

| PÉRIODES | TRAVAILLEURS MANUELS et versements libres en dehors du cadre des lois d'assurances obligatoires (lois des 16 mars 1865 et 15 décembre 1937) | EMPLOYÉS (lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930) | OUVRIERS MINEURS (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937) | Total |
|-------------------|---|--|--|-----------|
| 1943..... | 316.620 | 62.382 | 21.218 | 400.220 |
| 1944..... | 301.097 | 64.664 | 19.494 | 385.255 |
| 1945 Janvier..... | 20.897 | 5.759 | | |
| Février..... | 23.565 | 5.292 | p 4.233 | p 93.076 |
| Mars..... | 26.293 | 7.037 | | |
| Avril..... | 21.694 | 9.324 | | |
| Mai..... | 24.442 | 8.617 | p 3.850 | p 103.411 |
| Juin..... | 25.577 | 9.907 | | |
| Juillet..... | p 19.843 | p 10.120 | | |
| Août..... | p 22.072 | p 9.820 | p 3.655 | p 97.971 |
| Septembre..... | p 21.787 | p 10.674 | | |
| Octobre..... | p 24.901 | p 14.598 | | |
| Novembre..... | p 24.307 | p 11.739 | p 3.820 | p 116.367 |
| Décembre..... | p 23.146 | p 13.856 | | |
| 1946 Janvier..... | p 28.022 | p 14.271 | | |
| Février..... | p 29.075 | p 14.326 | | |

31

LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

| PÉRIODES | CHAMBRES DE COMPENSATION | | | | | Vitesse de circulation de la monnaie dans les banques (1) | CAISSE DE LIQUIDATION DE LA BOURSE DE BRUXELLES | | |
|------------------------------|-------------------------------------|--|---|--|---|--|---|--------------------------------------|--|
| | BRUXELLES ET PROVINCE | | | BRUXELLES | | | COMPTANT | | |
| | Nombre de chambres à fin de période | Nombre de pièces compensées (milliers) | Capitaux compensés (millions de francs) | Nombre de pièces compensées (milliers) | Capitaux compensés (millions de francs) | | Nombre de séances | Nombre de particip. à fin de période | Montant liquidé (millions de francs) (2) |
| 1944 Moyenne mensuelle | 38 (3) | 86 | 48.020 | 42 | 39.684 | 6,57 | 21 (4) | 709 (5) | 2.152 (4) |
| 1945 Moyenne mensuelle | 38 (3) | 99 | 72.804 | 43 | 61.772 | 10,14 | 20 (6) | 1.007 (3) | 2.269 (6) |
| 1945 Janvier | 38 | 71 | 31.224 | 30 | 25.132 | — | — | — | — |
| Février | 38 | 72 | 34.941 | 29 | 28.978 | — | — | — | — |
| Mars | 38 | 87 | 47.031 | 35 | 39.367 | 6,23 | — | — | — |
| Avril | 38 | 84 | 45.844 | 34 | 38.341 | — | — | — | — |
| Mai | 38 | 80 | 46.545 | 33 | 38.965 | — | — | — | — |
| Juin | 38 | 98 | 64.334 | 42 | 53.443 | 6,49 | 19 | 830 | 1.850 |
| Juillet | 38 | 99 | 81.087 | 44 | 69.409 | — | 20 | 852 | 2.802 |
| Août | 38 | 102 | 86.039 | 45 | 74.757 | — | 21 | 985 | 2.820 |
| Septembre | 38 | 106 | 84.415 | 47 | 72.064 | 8,63 | 19 | 991 | 2.100 |
| Octobre | 38 | 130 | 106.476 | 59 | 92.260 | — | 22 | 996 | 2.252 |
| Novembre | 38 | 123 | 100.467 | 56 | 86.192 | — | 19 | 1.003 | 2.829 |
| Décembre | 38 | 138 | 145.251 | 61 | 122.361 | 10,14 | 18 | 1.007 | 1.231 |
| 1946 Janvier | 38 | 137 | 107.592 | 61 | 92.999 | — | 21 | 1.014 | 2.223 |
| Février | 38 | 129 | 99.353 | 57 | 85.970 | — | 20 | 1.017 | 2.459 |
| Mars | 38 | 148 | 156.142 | 65 | 139.043 | 9,74 | 20 | 1.024 | 2.058 |

(1) Rapport des capitaux compensés par trimestre, au solde des dépôts en comptes à vue et à moins de 30 jours à la fin du trimestre.

(2) Les achats ou les ventes ne sont comptés qu'une seule fois.

(3) Au 31 décembre.

(4) Moyenne des huit premiers mois.

(5) Au 31 août.

(6) Moyenne des sept derniers mois.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

36

| PÉRIODES | Nombre de comptes à fin de période | Avoir global (moyenne journalière) | Avoir des particuliers | CRÉDIT | | DÉBIT | | Mouvement général | Opérations sans emploi de numéraire % | Vitesse de circulation (2) |
|------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------------------|------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| | | | | Versements | Virements | Chèques et divers | Virements | | | |
| 1944 Moyenne mensuelle | (1) 508.868 | 10.836 | 8.334 | 5.421 | 16.723 | 5.069 | 16.723 | 43.934 | 88 | 2,24 |
| 1945 Moyenne mensuelle | (1) 554.315 | 17.460 | 13.847 | 7.977 | 27.488 | 7.212 | 27.488 | 70.165 | 90 | 2,61 |
| 1945 Janvier | 514.282 | 13.486 | 10.842 | 5.340 | 16.456 | 4.449 | 16.456 | 42.752 | 89 | 2,25 |
| Février | 517.807 | 14.031 | 11.394 | 4.677 | 15.237 | 4.137 | 15.237 | 39.288 | 88 | 2,22 |
| Mars | 521.288 | 15.323 | 12.303 | 7.288 | 25.563 | 6.131 | 25.563 | 64.546 | 91 | 2,73 |
| Avril | 524.536 | 16.119 | 13.185 | 7.745 | 23.637 | 6.557 | 23.637 | 61.575 | 91 | 2,76 |
| Mai | 527.611 | 16.797 | 13.280 | 6.188 | 24.096 | 6.322 | 24.096 | 60.701 | 90 | 2,62 |
| Juin | 531.253 | 17.474 | 14.446 | 9.141 | 30.095 | 7.406 | 30.095 | 76.737 | 91 | 2,79 |
| Juillet | 534.588 | 18.290 | 15.042 | 9.148 | 27.932 | 8.236 | 27.932 | 73.245 | 90 | 2,60 |
| Août | 538.142 | 18.379 | 14.983 | 7.670 | 30.551 | 8.443 | 30.551 | 77.219 | 90 | 2,75 |
| Septembre | 541.682 | 18.541 | 14.571 | 8.844 | 28.232 | 7.742 | 28.232 | 73.051 | 89 | 2,50 |
| Octobre | 546.651 | 19.530 | 14.965 | 10.456 | 36.960 | 9.830 | 36.960 | 94.206 | 90 | 2,80 |
| Novembre | 550.548 | 20.430 | 14.928 | 8.089 | 33.605 | 7.940 | 33.605 | 83.240 | 90 | 2,54 |
| Décembre | 554.315 | 21.116 | 16.220 | 11.088 | 37.496 | 9.345 | 37.496 | 95.425 | 91 | 2,72 |
| 1946 Janvier | 559.184 | 22.113 | 15.718 | 13.347 | 43.824 | 10.397 | 43.824 | 111.390 | 90 | 2,83 |
| Février | 563.755 | 24.943 | 15.784 | 9.241 | 43.032 | 9.134 | 43.032 | 104.438 | 90 | 2,56 |
| Mars | 568.210 | 23.613 | 16.759 | 10.465 | 47.558 | 12.562 | 47.558 | 118.144 | 91 | 2,89 |

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Administration des Mines

55

| PÉRIODES | MINES DE HOUILLE | | | | | | | | | |
|------------------------|----------------------------------|-----------------|--|--------|-----------|-------|---------|-----------|------------------------------------|--|
| | NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS | | PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes) | | | | | | Nombre moyen de jours d'extraction | Stock à fin de mois (milliers de tonnes) (3) |
| | du fond | fond et surface | Mons | Centre | Charleroi | Liège | Campine | TOTAL | | |
| 1939 Moyenne mensuelle | 90.115 | 128.702 | 379 | 354 | 659 | 460 | 603 | (2) 2.487 | 24,1 | (1) 1.320 |
| 1944 Moyenne mensuelle | 58.109 | 94.326 | 124 | 129 | 277 | 189 | 406 | 1.125 | 22,9 | (1) 489 |
| 1945 Moyenne mensuelle | 64.120 | 100.079 | 222 | 177 | 312 | 196 | 403 | 1.310 | 23,7 | (1) 300 |
| 1945 Janvier | 50.449 | 84.408 | 203 | 126 | 253 | 166 | 289 | 1.037 | 23,4 | 413 |
| Février | 54.172 | 88.942 | 193 | 151 | 251 | 172 | 305 | 1.072 | 22,5 | 384 |
| Mars | 54.907 | 90.880 | 260 | 200 | 329 | 197 | 336 | 1.322 | 26,6 | 358 |
| Avril | 52.068 | 87.566 | 194 | 161 | 289 | 139 | 251 | 1.034 | 21,8 | 384 |
| Mai | 52.504 | 87.168 | 108 | 107 | 249 | 151 | 304 | 920 | 18,6 | 306 |
| Juin | 54.615 | 90.010 | 236 | 171 | 312 | 193 | 379 | 1.291 | 25,6 | 271 |
| Juillet | 55.970 | 91.165 | 189 | 151 | 254 | 171 | 375 | 1.140 | 22,5 | 247 |
| Août | 60.510 | 96.356 | 209 | 179 | 291 | 157 | 441 | 1.277 | 24,1 | 252 |
| Septembre | 69.369 | 106.308 | 228 | 191 | 320 | 201 | 469 | 1.409 | 24,7 | 267 |
| Octobre | 80.519 | 118.763 | 284 | 236 | 391 | 262 | 562 | 1.736 | 26,9 | 315 |
| Novembre | 90.719 | 128.076 | 286 | 231 | 408 | 265 | 558 | 1.748 | 24,5 | 315 |
| Décembre | 93.632 | 131.309 | 277 | 215 | 397 | 277 | 566 | 1.732 | 23,4 | 300 |
| 1946 Janvier | 95.702 | 133.816 | 309 | 246 | 457 | 315 | 617 | 1.944 | 26,0 | 305 |
| Février | 95.872 | 133.901 | 283 | 235 | 431 | 288 | 575 | 1.813 | 23,8 | 298 |
| Mars | 93.837 | 132.955 | 298 | 248 | 467 | 307 | 609 | 1.929 | 25,5 | 290 |

(1) A fin d'année.

(2) Y compris en 1939, 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

(3) Y compris les schlamms.

| PÉRIODES | COKES | | AGGLOMÉRÉS | | Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période) | PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes) | | | | |
|------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|--|---|------------|------------------------|------------|----------|
| | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | | Fonte | Acier brut | Pièces d'acier moulées | Acier fini | Fer fini |
| 1939 Moyenne mensuelle | 431 | 3.757 | 127 | 814 | (1) 44 | 256 | 253 | 6,2 | 184 | 2,6 |
| 1944 Moyenne mensuelle | 170 | 3.237 | 37 | 504 | (1) 12 | 59 | 50 | 2,2 | 37 | 0,5 |
| 1945 Moyenne mensuelle | 169 | 2.917 | 65 | 489 | (1) 22 | 61 | 58 | 4,1 | 50 | 1,5 |
| 1945 Janvier | 95 | 2.866 | 50 | 470 | 9 | 23 | 8 | 2,1 | 16 | 1,8 |
| Février | 65 | 2.742 | 62 | 490 | 5 | 13 | 10 | 2,7 | 15 | 0,7 |
| Mars | 120 | 2.776 | 72 | 489 | 7 | 19 | 14 | 3,1 | 26 | 0,4 |
| Avril | 138 | 2.822 | 52 | 469 | 12 | 40 | 30 | 3,1 | 34 | 1,2 |
| Mai | 129 | 2.857 | 45 | 466 | 11 | 47 | 37 | 2,1 | 31 | 0,9 |
| Juin | 155 | 2.849 | 66 | 495 | 11 | 54 | 52 | 2,1 | 50 | 1,7 |
| Juillet | 178 | 2.866 | 53 | 509 | 13 | 63 | 56 | 2,0 | 49 | 1,6 |
| Août | 179 | 2.939 | 51 | 455 | 15 | 73 | 68 | 2,4 | 58 | 1,7 |
| Septembre | 186 | 2.934 | 58 | 456 | 16 | 80 | 76 | 10,0 | 59 | 1,9 |
| Octobre | 243 | 2.986 | 81 | 501 | 16 | 85 | 108 | 3,2 | 79 | 2,3 |
| Novembre | 261 | 3.036 | 90 | 519 | 19 | 104 | 111 | 3,8 | 87 | 2,2 |
| Décembre | 280 | 3.330 | 95 | 546 | 22 | 130 | 132 | 3,8 | 101 | 1,9 |
| 1946 Janvier | 299 | 3.510 | 120 | 627 | 23 | 141 | 150 | 4,2 | 119 | 3,0 |
| Février | 279 | 3.684 | 102 | 596 | 23 | 133 | 144 | 4,6 | 116 | 2,7 |
| Mars | 328 | 3.700 | 105 | 586 | 24 | 154 | 166 | 5,0 | 145 | 2,3 |

(1) Au 31 décembre.

II — PRODUCTIONS DIVERSES

56

| PÉRIODES | SUCRES | | | | BRASSE-RIES | DISTILLE-RIES | ALLUMETTES | | | PÊCHE | |
|--------------------|--------------|-----------------|---|------------------------------|-------------|---------------|--------------------------------|---------------------|--------------|---------------|--------------|
| | Production | | Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois | Déclarations en consommation | | | Quantités de farines déclarées | Production d'alcool | Fabrica-tion | Consom-mation | Exporta-tion |
| | sucres bruts | sucres raffinés | | | (tonnes) | (tonnes) | | | | | |
| 1939 Moyenne mens. | 20.506 | 19.260 | 97.211 | 19.883 | (1) 15.042 | 38.572 | 5.000 | 2.108 | 3.038 | 2.461 | 7.254 |
| 1944 Moyenne mens. | 14.994 | 10.238 | 87.149 | 15.724 | 2.072 | 5.508 | 2.200 | 1.839 | 308 | — | — |
| 1945 Moyenne mens. | 11.447 | 9.608 | 64.695 | 16.481 | 4.572 | 14.210 | 2.170 | 2.035 | 322 | 1.086 | 23.469 |
| 1945 Janvier | 1.280 | 9.927 | 128.676 | 20.046 | 2.276 | 12.803 | 1.206 | 1.392 | 18 | — | — |
| Février | 3.003 | 8.734 | 110.117 | 17.835 | 2.116 | 10.896 | 1.749 | 2.642 | 50 | 3 | 44 |
| Mars | 140 | 11.810 | 88.286 | 21.620 | 2.739 | 5.019 | 2.066 | 2.245 | 303 | 533 | 8.993 |
| Avril | 184 | 9.039 | 73.833 | 14.319 | 3.060 | 14.014 | 2.255 | 2.221 | 76 | 1.038 | 16.808 |
| Mai | 11 | 8.038 | 56.233 | 17.290 | 3.729 | 5.075 | 1.733 | 1.566 | 332 | 1.113 | 16.215 |
| Juin | — | 8.914 | 38.317 | 20.312 | 4.213 | 7.148 | 2.255 | 2.063 | 205 | 441 | 4.972 |
| Juillet | — | 8.376 | 23.256 | 15.076 | 4.704 | 6.855 | 2.405 | 2.002 | 540 | 838 | 14.160 |
| Août | — | 8.455 | 13.667 | 14.907 | 4.884 | 26.237 | 2.255 | 1.621 | 299 | 1.360 | 23.394 |
| Septembre | 33 | 7.432 | 3.788 | 12.310 | 6.958 | 12.585 | 2.398 | 2.171 | 389 | 1.873 | 43.431 |
| Octobre | 43.916 | 6.485 | 42.519 | 2.369 | 7.213 | 12.510 | 2.653 | 2.307 | 301 | 2.817 | 74.089 |
| Novembre | 85.045 | 17.643 | 110.233 | 18.417 | 5.940 | 22.365 | 2.704 | 2.199 | 758 | 2.198 | 53.971 |
| Décembre | 3.742 | 10.444 | 87.412 | 23.270 | 7.023 | 35.014 | 2.361 | 1.990 | 593 | 815 | 25.558 |
| 1946 Janvier | 120 | 9.804 | 70.497 | 15.867 | 7.494 | 32.057 | 2.674 | 2.423 | 595 | 1.907 | 27.827 |
| Février | 84 | 6.753 | 56.880 | 14.341 | 7.808 | 22.069 | 3.152 | 2.754 | 409 | 1.815 | 26.151 |
| Mars | 39 | 8.453 | 42.426 | 15.229 | 8.920 | 19.516 | 3.596 | 3.008 | 291 | 2.784 | 29.913 |

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprotts et crevettes. En 1939 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

III — PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE

| PÉRIODES | Production totale (centrales de 100 kw. et plus) Source : Ministère des Travaux publics - Office central d'Electricité et d'Electromécanique | | | | | | | Production des 121 centrales industrielles dites de référence Source : A. C. E. I. B. | |
|------------------------|---|---|---|------------------------|-------------------|----------------------|---------|--|---|
| | Total des centrales | Production (milliers de kwh.) | | | | | | Production totale (milliers de kwh.) | Production moyenne par jour ouvrable (millions de kwh.) |
| | | Union des Exploitations électriques de Belgique | Association des centrales électriques industrielles | Sociétés non affiliées | Régies communales | Centrales flottantes | Total | | |
| 1939 Moyenne mensuelle | (1) 351 | 198.272 | 216.844 | 29.850 | 21.037 | | 466.003 | 191.131 | 7,51 |
| 1944 Moyenne mensuelle | (1) 325 | 178.857 | 106.008 | 11.123 | 13.023 | | 309.011 | 96.659 | 3,84 |
| 1945 Moyenne mensuelle | (1) 321 | 223.952 | 111.190 | 12.910 | 16.237 | 12.769 | 377.058 | 98.800 | 3,89 |
| 1944 Décembre | 325 | 201.135 | 101.324 | 11.951 | 11.090 | | 325.500 | 93.137 | 3,73 |
| 1945 Janvier | 323 | 193.515 | 98.222 | 9.586 | 6.705 | 591 | 306.618 | 88.108 | 3,62 |
| Février | 324 | 156.017 | 82.585 | 8.501 | 6.255 | 21.814 | 275.170 | 73.257 | 2,82 |
| Mars | 324 | 186.488 | 95.895 | 10.102 | 12.012 | 35.610 | 340.108 | 85.521 | 3,52 |
| Avril | 324 | 184.226 | 85.510 | 10.044 | 12.472 | 36.541 | 328.794 | 74.191 | 2,97 |
| Mai | 324 | 185.468 | 81.236 | 10.675 | 11.920 | 34.601 | 323.900 | 73.029 | 2,80 |
| Juin | 324 | 215.321 | 99.154 | 11.394 | 14.495 | 16.460 | 356.825 | 85.235 | 3,41 |
| Juillet | 323 | 233.285 | 102.050 | 12.025 | 15.469 | 7.601 | 370.431 | 93.820 | 3,84 |
| Août | 322 | 254.331 | 112.252 | 13.672 | 15.905 | | 396.160 | 98.236 | 3,78 |
| Septembre | 321 | 255.882 | 119.280 | 15.032 | 18.045 | | 408.239 | 104.662 | 4,18 |
| Octobre | 321 | 272.854 | 141.623 | 17.181 | 25.208 | | 456.866 | 127.716 | 4,73 |
| Novembre | 321 | 271.594 | 153.151 | 18.743 | 27.638 | | 471.126 | 136.497 | 5,25 |
| Décembre | 321 | 278.449 | 165.328 | 17.961 | 28.724 | | 490.463 | 145.331 | 5,81 |
| 1946 Janvier | 325 | 299.492 | 179.842 | 14.912 | 30.970 | | 525.216 | 152.243 | 5,85 |
| Février | 325 | 275.192 | 164.748 | 13.749 | 27.036 | | 480.725 | 139.106 | 5,80 |

(1) A fin d'année.

IV — DISTRIBUTION DU GAZ (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Travaux publics

| PÉRIODES | Régies communales | | Sociétés de distribution | | Sociétés industrielles productrices de gaz alimentant directement des établissements consommateurs (gaz vendu) | Total |
|------------------------|--|---|--|---|--|--------|
| | produisant elles-mêmes partiellement ou totalement le gaz qu'elles distribuent (gaz produit) | achetant le gaz qu'elles distribuent (gaz acheté) | produisant elles-mêmes partiellement ou totalement le gaz qu'elles distribuent (gaz produit) | achetant partiellement ou totalement le gaz qu'elles distribuent (gaz acheté) | | |
| 1939 Moyenne mensuelle | 5.645 | 439 | 1.146 | 40.276 | 14.515 | 62.022 |
| 1944 Moyenne mensuelle | 3.639 | 153 | 2.418 | 23.406 | 3.099 | 32.716 |
| 1945 Moyenne mensuelle | 4.220 | 254 | 2.717 | 25.935 | 3.823 | 36.950 |
| 1945 Mars | 2.881 | 204 | 2.796 | 17.883 | 1.880 | 25.644 |
| Avril | 3.191 | 171 | 2.482 | 21.889 | 2.283 | 30.016 |
| Mai | 3.765 | 132 | 2.296 | 19.898 | 2.796 | 28.887 |
| Juin | 3.977 | 199 | 2.163 | 22.858 | 4.536 | 33.734 |
| Juillet | 4.676 | 324 | 2.926 | 25.124 | 5.304 | 38.354 |
| Août | 4.069 | 268 | 3.063 | 24.434 | 4.989 | 37.423 |
| Septembre | 4.346 | 227 | 3.081 | 27.482 | 5.183 | 40.319 |
| Octobre | 6.021 | 435 | 3.258 | 39.226 | 5.462 | 54.402 |
| Novembre | 5.956 | 443 | 3.158 | 44.388 | 5.470 | 59.415 |
| Décembre | 6.152 | 454 | 3.111 | 46.266 | 6.394 | 62.377 |
| 1946 Janvier | 6.234 | 488 | 3.068 | 45.347 | 7.756 | 62.893 |
| Février | 5.526 | 441 | 2.817 | 41.716 | 7.663 | 58.162 |

(1) Cette statistique se rapporte à la distribution du gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille. Elle ne comprend donc pas le gaz de l'espèce produit dans les cokeries minères, métallurgiques et chimiques et dans les autres industries et utilisé pour les besoins propres des producteurs.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

(Période 1936 à 1938 = 100)

| PÉRIODES | GRANDS MAGASINS | | | | | MAGASINS A SUCCURSALES | | COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX | | | | | | |
|-----------|-----------------|-------------|------------------------------|------|--------------|------------------------|------|------------------------------------|------|--------------|------|-----------|------|------|
| | Vêtements | Ameublement | Articles de ménage et divers | | Alimentation | Alimentation | | Boulangerie | | Alimentation | | Vêtements | | |
| | 1944 | 1945 | 1944 | 1945 | 1944 | 1945 | 1944 | 1945 | 1944 | 1945 | 1944 | 1945 | 1944 | 1945 |
| Février | 105 | 129 | 160 | 237 | 232 | 276 | 159 | 122 | 48 | 84 | 116 | 99 | 47 | 59 |
| Mars | 104 | 125 | 155 | 173 | 289 | 313 | 166 | 144 | 55 | 95 | 122 | 132 | 55 | 61 |
| Avril | 92 | 111 | 142 | 124 | 185 | 220 | 134 | 136 | 49 | 81 | 107 | 123 | 41 | 60 |
| Mai | 94 | 121 | 98 | 143 | 140 | 390 | 125 | 140 | 54 | 86 | 102 | 145 | 45 | 63 |
| Juin | 68 | 176 | 92 | 206 | 133 | 285 | 149 | 161 | 62 | 83 | 110 | 153 | 43 | 81 |
| Juillet | 72 | 206 | 105 | 227 | 155 | 576 | 131 | 175 | 61 | 84 | 92 | 160 | 40 | 99 |
| Août | 68 | 203 | 189 | 248 | 196 | 513 | 122 | 183 | 58 | 90 | 86 | 193 | 35 | 114 |
| Septembre | 83 | 207 | 506 | 199 | 184 | 529 | 128 | 239 | 54 | 82 | 79 | 188 | 38 | 126 |
| Octobre | 125 | 277 | 406 | 259 | 284 | 446 | 141 | 218 | 73 | 93 | 100 | 180 | 44 | 169 |
| Novembre | 97 | 287 | 73 | 255 | 335 | — | 111 | 210 | 79 | 98 | 97 | 182 | 46 | 275 |
| Décembre | 113 | 289 | 91 | 296 | 412 | — | 113 | 272 | 72 | 105 | 101 | 216 | 59 | 297 |
| | 1945 | 1946 | 1945 | 1946 | 1945 | 1946 | 1945 | 1946 | 1945 | 1946 | 1945 | 1946 | 1945 | 1946 |
| Janvier | 95 | 283 | 96 | 303 | 254 | — | 113 | 260 | 78 | 102 | 94 | 209 | 61 | 374 |

(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

66

| PÉRIODES | Cigares | Cigarillos | Cigarettes | Tabac à fumer, priser et mâcher (tonnes) |
|-------------------------------------|----------------------|------------|------------|--|
| | (millions de pièces) | | | |
| 1944..... | 74 | 181 | 2.070 | 3.944 |
| 1945..... | 108 | 249 | 2.562 | 6.065 |
| 1943 1 ^{er} trimestre..... | 28 | 54 | 480 | 1.264 |
| 2 ^e id..... | 22 | 48 | 378 | 983 |
| 3 ^e id..... | 25 | 49 | 484 | 952 |
| 4 ^e id..... | 26 | 57 | 547 | 1.209 |
| 1944 1 ^{er} id..... | 22 | 58 | 687 | 1.066 |
| 2 ^e id..... | 23 | 46 | 521 | 947 |
| 3 ^e id..... | 16 | 39 | 487 | 954 |
| 4 ^e id..... | 13 | 38 | 375 | 977 |
| 1945 1 ^{er} id..... | 19 | 42 | 437 | 1.004 |
| 2 ^e id..... | 23 | 64 | 677 | 1.547 |
| 3 ^e id..... | 32 | 71 | 658 | 1.607 |
| 4 ^e id..... | 34 | 72 | 790 | 1.907 |
| 1946 1 ^{er} id..... | 31 | 76 | 1.241 | 2.092 |

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

| PÉRIODES | Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses) | Chevaux | Veaux | Porcs, porcelets | Moutons, agneaux, chèvres |
|-----------------------------|---|---------|--------|------------------|------------------------------|
| | 1944 Moyenne mensuelle..... | 10.874 | 309 | 12.566 | 1.279 |
| 1945 Moyenne mensuelle..... | 9.605 | 238 | 11.505 | 2.810 | 1.068 |
| 1945 Janvier..... | 7.876 | 372 | 5.669 | 2.754 | 208 |
| Février..... | 8.420 | 188 | 8.069 | 2.247 | 206 |
| Mars..... | 8.902 | 169 | 13.347 | 2.534 | 115 |
| Avril..... | 8.400 | 149 | 14.575 | 3.043 | 452 |
| Mai..... | 6.427 | 185 | 17.351 | 3.286 | 1.120 |
| Juin..... | 5.905 | 122 | 16.692 | 2.649 | 376 |
| Juillet..... | 11.204 | 143 | 17.329 | 3.307 | 647 |
| Août..... | 18.628 | 132 | 19.353 | 2.679 | 1.601 |
| Septembre..... | 12.374 | 196 | 10.762 | 2.190 | 2.248 |
| Octobre..... | 11.562 | 349 | 8.515 | 3.130 | 2.295 |
| Novembre..... | 8.029 | 421 | 3.627 | 2.626 | 2.164 |
| Décembre..... | 7.531 | 436 | 2.766 | 3.379 | 1.485 |
| 1946 Janvier..... | 9.182 | 325 | 5.868 | 7.287 | 1.983 |
| Février..... | 9.402 | 218 | 6.598 | 8.139 | 922 |
| Mars..... | 9.531 | 276 | 11.251 | 14.057 | 679 |

LES TRANSPORTS

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

| PÉRIODES | RECETTES | | | | DÉPENSES | EXCÉDENT | COEFFICIENT D'EXPLOITATION |
|-----------------------------|-------------------------|-------------------|----------|-------|-----------|----------|-------------------------------|
| | Voyageurs et bagages | Marchan- dises | Diverses | Total | | | |
| 1943 Moyenne mensuelle..... | 122,9 | 117,9 | 12,9 | 253,7 | 353,0 | — 99,3 | 139,17 |
| 1944 Moyenne mensuelle..... | 58,5 | 47,7 | 12,0 | 118,2 | (1) 325,9 | — 207,7 | 275,76 |
| 1944 Septembre..... | 28,0 | 9,1 | 8,9 | 46,0 | 342,2 | — 296,2 | 744,14 |
| Octobre..... | 40,2 | 26,9 | 6,5 | 73,6 | 363,4 | — 289,8 | 493,97 |
| Novembre..... | 38,1 | 40,7 | 6,5 | 83,3 | 440,7 | — 357,4 | 628,86 |
| Décembre..... | 45,2 | 40,3 | 34,7 | 120,3 | 291,2 | — 170,9 | 242,05 |
| 1945 Janvier..... | 50,7 | 31,8 | 11,4 | 93,9 | 244,9 | — 151,0 | 260,73 |
| Février..... | 56,5 | 61,8 | 7,2 | 125,5 | 256,2 | — 130,7 | 204,13 |
| Mars..... | 77,2 | 77,3 | 17,9 | 172,4 | 258,9 | — 86,5 | 150,17 |
| Avril..... | 95,1 | 67,6 | 8,8 | 171,5 | 243,0 | — 71,5 | 141,69 |
| Mai..... | 108,4 | 74,7 | 6,0 | 189,1 | 212,4 | — 23,3 | 112,34 |
| Juin..... | 118,4 | 105,5 | 7,6 | 231,6 | 215,9 | + 15,7 | 93,23 |
| Juillet..... | 151,4 | 121,4 | 9,5 | 282,2 | 204,4 | + 17,8 | 93,68 |
| Août..... | 181,7 | 145,0 | 11,6 | 338,3 | 350,6 | — 12,3 | 103,65 |
| Septembre..... | 181,3 | 156,2 | 11,2 | 348,7 | 410,9 | — 62,2 | 117,83 |
| Octobre..... | 160,3 | 202,1 | 12,0 | 374,3 | 464,5 | — 90,2 | 124,09 |
| Novembre..... | 150,5 | 213,3 | 13,2 | 377,0 | 465,1 | — 88,1 | 123,34 |

(1) La moyenne mensuelle des dépenses 1944 n'est pas la moyenne des 12 postes mensuels parce qu'il y a lieu de déduire, de septembre à novembre, un montant de 425.800.000 francs de dépenses couvertes par l'Etat pour le coût de transports militaires alliés. En outre, du montant des dépenses de décembre, il a déjà été déduit 224.200.000 francs de dépenses couvertes par l'Etat pour le même motif.

L'intervention totale de l'Etat se monte donc à fr. 425.800.000 + fr. 224.200.000 = 650.000.000 de francs.

| PÉRIODES | b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1) | | | | c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général | | | | | | | |
|--------------------|---|--------|--------|---------|---|--------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------|---------|-------|--|
| | A | B | C | A + C | VOYAGEURS | | GROSSES MARCHANDISES | | | | | |
| | | | | | Nombre (milliers) | Voyageurs km. (millions) | Tonnes transp. (milliers) | Tonnes-km. (millions) | | | | |
| | | | | | | | | Service interne belge | Service internat. | Transit | Total | |
| 1943 Moyen. mens.. | 194.111 | 75.176 | 49.559 | 243.670 | 16.457 | 531 | 3.260 | 139 | 101 | 15 | 255 | |
| 1945 Moyen. mens.. | 124.982 | 46.401 | 52.286 | 177.268 | | | 2.141 | | | | 171 | |
| 1945 Janvier | 52.312 | 29.699 | 39.693 | 92.005 | 8.402 | 238 | 882 | 47 | 5 | 1 | 53 | |
| Février | 64.892 | 32.250 | 44.445 | 109.337 | 7.978 | 222 | 1.176 | 60 | 14 | 11 | 85 | |
| Mars | 84.753 | 37.974 | 47.674 | 132.427 | 10.819 | 301 | 1.497 | 75 | 5 | 19 | 99 | |
| Avril | 67.189 | 24.114 | 49.213 | 116.402 | 12.616 | 360 | 1.183 | 55 | 5 | 14 | 74 | |
| Mai | 73.280 | 28.344 | 54.330 | 127.610 | 13.445 | 378 | 1.312 | 66 | 10 | 10 | 86 | |
| Juin | 106.665 | 43.390 | 67.953 | 174.608 | 13.277 | 389 | 1.772 | 100 | 15 | 5 | 120 | |
| Juillet | 121.260 | 42.607 | 61.250 | 182.610 | 15.417 | 472 | 2.129 | 110 | 39 | 16 | 165 | |
| Août | 150.143 | 48.780 | 61.999 | 212.142 | 15.875 | 511 | 2.355 | 130 | 41 | 17 | 188 | |
| Septembre .. | 157.952 | 54.697 | 53.295 | 211.247 | 17.195 | 524 | 2.592 | 143 | 70 | 12 | 225 | |
| Octobre | 205.189 | 68.643 | 50.133 | 255.322 | 19.023 | 550 | 3.347 | 186 | 66 | 29 | 281 | |
| Novembre | 217.012 | 71.912 | 55.515 | 272.527 | 18.487 | 532 | 3.520 | 187 | 75 | 32 | 294 | |
| Décembre | 199.151 | 74.403 | 41.929 | 241.080 | | | 3.925 | | | | 378 | |
| 1946 Janvier | 217.303 | 85.865 | 34.661 | 251.964 | | | 3.530 | | | | 326 | |
| Février | 217.941 | 80.944 | 39.781 | 257.722 | | | 3.817 | | | | 378 | |
| Mars | 252.021 | 86.967 | 45.025 | 297.046 | | | 4.021 | | | | 370 | |

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

c) Statistique du trafic (1)

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

| PÉRIODES | Tonnes-km. (millions) | (milliers de tonnes) | | | | | | | | | | |
|------------------------------|--------------------------|----------------------|---------------------------------------|--------------|----------|----------------------------|---|--|---------------------------------------|---------------------------------------|---|--------|
| | | Total | Produits agricoles et alimentaires | Combustibles | Minerais | Produits métallurgiques | Matériaux de construction, verres et glaces | Prod. des carrières, sables, silice et terres | Textiles, tanneries et vêtement | Prod. chimiques et pharmaceutiques | Graisses et huiles industrielles, pétroles, brais et goudrons | Divers |
| 1943 Moyenne mensuelle | 255 | 3.260 | 339 | 1.425 | 408 | 205 | 267 | 256 | 28 | 109 | 32 | 191 |
| 1944 Moyenne mensuelle | 91 | 1.273 | 215 | 582 | 112 | 80 | 92 | 64 | 7 | 40 | 11 | 70 |
| 1944 Février | 202 | 2.355 | 205 | 1.020 | 314 | 190 | 198 | 134 | 20 | 95 | 28 | 151 |
| Mars | 217 | 2.576 | 229 | 1.094 | 372 | 208 | 208 | 148 | 22 | 102 | 27 | 166 |
| Avril | 102 | 1.252 | 164 | 483 | 235 | 65 | 109 | 65 | 9 | 41 | 10 | 70 |
| Mai | 35 | 570 | 62 | 352 | 34 | 19 | 50 | 16 | 1 | 10 | 4 | 22 |
| Juin | 35 | 619 | 52 | 430 | 22 | 32 | 31 | 19 | 2 | 12 | 4 | 15 |
| Juillet | 57 | 999 | 116 | 622 | 23 | 69 | 59 | 28 | 3 | 38 | 6 | 30 |
| Août | 57 | 940 | 109 | 553 | 35 | 60 | 60 | 35 | 1 | 31 | 6 | 45 |
| Septembre | 11 | 218 | 71 | 98 | 4 | 11 | 8 | 9 | 1 | 5 | 1 | 10 |
| Octobre | 48 | 881 | 367 | 366 | 1 | 22 | 36 | 36 | 1 | 11 | 5 | 36 |
| Novembre | 73 | 1.318 | 661 | 445 | 1 | 32 | 60 | 55 | 1 | 9 | 7 | 47 |
| Décembre | 65 | 1.113 | 340 | 570 | 2 | 33 | 57 | 52 | 1 | 10 | 7 | 41 |
| 1945 Mars | 99 | 1.497 | 178 | 884 | 24 | 56 | 143 | 80 | 7 | 24 | 16 | 85 |
| Juin | 120 | 1.772 | 139 | 863 | 35 | 97 | 181 | 218 | 8 | 40 | 30 | 161 |
| Septembre | 225 | 2.592 | 203 | 1.105 | 269 | 135 | 248 | 295 | 39 | 89 | 20 | 189 |

(1) Non compris les transports militaires.

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

70

| PÉRIODES | (milliers de tonnes) | | | | | | | | | | | Soc. Nat. des Ch. de fer vicinaux |
|------------------------|----------------------|--------------------------------|--------------|----------|-------------------------|----------------------------------|---|---------------------------------|---------------------------------------|---|--------|-----------------------------------|
| | Total | Produits agricoles et aliment. | Combustibles | Minerais | Produits métallurgiques | Mat. de constr. verres et glaces | Produits des carrières, sables, silix et terres | Textiles, tanneries et vêtement | Produits chimiques et pharmaceutiques | Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons | Divers | |
| 1943 Moyenne mensuelle | 2.330 | 289 | 1.170 | 19 | 141 | 220 | 212 | 10 | 89 | 22 | 158 | 8.526 |
| 1944 Moyenne mensuelle | 984 | 190 | 509 | 6 | 56 | 69 | 53 | 1 | 29 | 8 | 63 | 6.304 |
| 1944 Septembre | 200 | 67 | 97 | 1 | 6 | 7 | 8 | — | 4 | 1 | 9 | 1.339 |
| Octobre | 865 | 367 | 355 | 1 | 20 | 34 | 36 | 1 | 11 | 5 | 35 | 4.287 |
| Novembre | 1.239 | 661 | 371 | — | 32 | 58 | 53 | 1 | 9 | 7 | 47 | 7.833 |
| Décembre | 1.075 | 340 | 539 | 1 | 32 | 54 | 50 | 1 | 10 | 7 | 41 | 7.182 |
| 1945 Janvier | 787 | 114 | 511 | 1 | 36 | 36 | 31 | 1 | 12 | 7 | 38 | 3.298 |
| Février | 984 | 139 | 588 | 8 | 45 | 57 | 50 | 5 | 21 | 9 | 62 | 4.942 |
| Mars | 1.263 | 162 | 682 | 24 | 53 | 137 | 78 | 7 | 24 | 14 | 82 | 6.730 |
| Avril | 1.001 | 107 | 452 | 24 | 58 | 139 | 85 | 5 | 27 | 18 | 86 | 6.023 |
| Mai | 1.084 | 106 | 542 | 12 | 58 | 132 | 94 | 5 | 28 | 17 | 90 | 5.580 |
| Juin | 1.592 | 127 | 794 | 17 | 85 | 173 | 207 | 5 | 36 | 12 | 136 | 6.975 |
| Juillet | 1.680 | 125 | 766 | 19 | 101 | 211 | 217 | 9 | 55 | 12 | 165 | 6.358 |
| Août | 1.898 | 148 | 843 | 22 | 88 | 232 | 251 | 57 | 62 | 14 | 181 | 6.064 |
| Septembre | 2.046 | 178 | 929 | 35 | 113 | 235 | 268 | 25 | 70 | 17 | 176 | 6.247 |
| Octobre | 2.774 | 477 | 1.193 | 79 | 134 | 281 | 267 | 9 | 93 | 26 | 215 | 8.217 |
| Novembre | 2.812 | 495 | 1.185 | 45 | 142 | 288 | 317 | 6 | 108 | 26 | 200 | 8.519 |

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ETRANGERS (1)

N. B. — Les éléments qui servent de base à cette statistique étant extraits exclusivement des déclarations en douane soucrites par les importateurs et les exportateurs, toutes transactions que, en raison des événements, l'Administration des douanes n'a pas été en mesure de constater, ne sont donc pas enregistrées.

I — RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTEE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

75

| PÉRIODES | QUANTITÉS (milliers de tonnes) | | | | VALEURS (millions de francs) | | | | | PRIX MOYEN PAR TONNE (francs) | EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs) | RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C. |
|---------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|--------------------|------------------------------|---------------|-----------------------------------|---|--------------------|-------------------------------|--|--|
| | Anim. vivants | Objets d'alimentation et boissons | Matières brutes ou simplement préparées | Produits fabriqués | Totaux | Anim. vivants | Objets d'alimentation et boissons | Matières brutes ou simplement préparées | Produits fabriqués | | | |
| IMPORTATIONS | | | | | | | | | | | | |
| 1938 Moyenne mens. | 0,7 | 314,3 | 2.249,6 | 54,5 | 2.619,1 | 2,3 | 389,8 | 1.046,4 | 444,6 | 39,3 | 1.922,4 | 734 |
| 1939 Moyenne mens. | 0,5 | 311,5 | 2.115,2 | 52,6 | 2.479,8 | 1,9 | 334,1 | 896,0 | 386,8 | 33,8 | 1.652,6 | 666 |
| 1945 Moyenne mens. | 0,2 | 128,2 | 489,1 | 13,9 | 631,4 | 1,4 | 284,6 | 598,1 | 258,7 | — | 1.142,8 | 1.810 |
| 1945 Janvier | — | 0,8 | 86,6 | 0,8 | 88,2 | — | 5,1 | 35,1 | 25,9 | — | 66,1 | 750 |
| Février | — | 5,4 | 53,9 | 3,5 | 62,8 | — | 13,6 | 20,7 | 28,4 | — | 62,7 | 999 |
| Mars | — | 22,3 | 40,2 | 5,2 | 67,7 | — | 65,1 | 159,7 | 62,1 | — | 286,9 | 4.242 |
| Avril | 0,1 | 25,9 | 81,2 | 8,2 | 115,4 | 1,2 | 203,9 | 537,7 | 100,5 | — | 843,3 | 7.309 |
| Mai | — | 30,4 | 53,3 | 2,0 | 85,7 | — | 77,8 | 345,7 | 87,1 | — | 510,6 | 5.961 |
| Juin | — | 82,7 | 254,7 | 7,3 | 344,7 | 0,3 | 185,8 | 631,8 | 154,1 | — | 972,0 | 2.820 |
| Juillet | — | 165,2 | 445,5 | 11,4 | 622,1 | 0,7 | 330,1 | 623,1 | 218,7 | — | 1.172,6 | 1.885 |
| Août | — | 374,7 | 528,0 | 19,6 | 922,3 | 0,1 | 594,2 | 629,2 | 299,5 | — | 1.523,0 | 1.651 |
| Septembre | — | 171,1 | 774,2 | 16,4 | 961,7 | 0,7 | 404,7 | 959,8 | 329,0 | — | 1.649,2 | 1.762 |
| Octobre | — | 207,9 | 1.119,3 | 21,2 | 1.348,4 | 1,2 | 530,5 | 929,1 | 435,0 | — | 1.895,9 | 1.406 |
| Novembre | 1,6 | 199,2 | 1.254,5 | 32,0 | 1.487,3 | 11,6 | 381,9 | 1.169,6 | 569,4 | 0,4 | 2.132,9 | 1.434 |
| Décembre | — | 253,0 | 1.178,6 | 39,2 | 1.470,8 | 0,7 | 622,5 | 1.135,8 | 794,6 | — | 2.553,6 | 1.736 |
| 1946 Janvier | — | 132,1 | 1.274,1 | 33,4 | 1.439,6 | 0,2 | 511,3 | 1.400,3 | 751,7 | 7,4 | 2.670,9 | 1.855 |
| Février | — | 397,9 | 1.122,8 | 34,6 | 1.555,3 | 0,6 | 612,6 | 1.463,8 | 707,4 | — | 2.784,4 | 1.790 |
| Mars | — | 309,2 | 1.245,3 | 33,6 | 1.588,1 | 2,1 | 746,3 | 1.373,5 | 831,0 | — | 2.952,9 | 1.859 |
| EXPORTATIONS | | | | | | | | | | | | |
| 1938 Moyenne mens. | 0,5 | 50,3 | 1.431,1 | 348,9 | 1.830,8 | 5,5 | 94,3 | 815,1 | 871,7 | 19,2 | 1.805,8 | 986 |
| 1939 Moyenne mens. | 0,4 | 34,3 | 1.428,2 | 358,1 | 1.821,0 | 4,4 | 66,5 | 802,7 | 924,8 | 16,9 | 1.815,3 | 999 |
| 1945 Moyenne mens. | — | 7,9 | 94,1 | 18,3 | 120,3 | 7,0 | 28,6 | 144,1 | 150,6 | — | 330,3 | 2.745 |
| 1945 Janvier | — | 0,7 | 13,2 | 0,2 | 14,2 | 0,1 | 11,8 | 5,7 | 5,7 | — | 23,3 | 1.637 |
| Février | — | 0,5 | 25,3 | 1,5 | 27,3 | 0,3 | 8,0 | 12,5 | 12,3 | — | 33,1 | 1.213 |
| Mars | — | 5,2 | 30,6 | 2,0 | 37,8 | 1,6 | 22,0 | 25,2 | 43,3 | — | 92,1 | 2.436 |
| Avril | — | 5,5 | 32,8 | 2,0 | 40,3 | 0,5 | 36,9 | 33,7 | 44,9 | — | 116,0 | 2.876 |
| Mai | 0,1 | 0,8 | 46,1 | 7,0 | 54,0 | 10,0 | 7,3 | 36,4 | 72,8 | — | 126,5 | 2.341 |
| Juin | 0,4 | 1,1 | 66,6 | 7,6 | 75,7 | 25,5 | 10,4 | 81,5 | 69,4 | — | 186,8 | 2.468 |
| Juillet | — | 3,8 | 90,8 | 10,6 | 105,2 | 7,1 | 38,6 | 85,3 | 101,8 | — | 232,8 | 2.210 |
| Août | 0,2 | 2,7 | 120,1 | 15,6 | 138,6 | 14,1 | 20,7 | 146,0 | 174,1 | 0,4 | 355,3 | 2.565 |
| Septembre | 0,1 | 4,2 | 180,6 | 19,0 | 203,9 | 13,2 | 23,6 | 261,6 | 202,3 | — | 500,7 | 2.455 |
| Octobre | — | 10,9 | 149,0 | 27,6 | 187,6 | 1,2 | 23,9 | 347,5 | 193,7 | — | 566,3 | 3.018 |
| Novembre | — | 39,0 | 196,4 | 58,1 | 293,5 | 6,1 | 89,2 | 257,9 | 393,3 | 0,1 | 746,6 | 2.544 |
| Décembre | — | 20,2 | 177,4 | 67,8 | 265,4 | 4,0 | 50,9 | 435,8 | 493,4 | — | 984,1 | 3.708 |
| 1946 Janvier | — | 35,7 | 242,5 | 93,5 | 371,7 | 1,5 | 75,1 | 470,8 | 626,7 | — | 1.174,1 | 3.159 |
| Février | — | 31,4 | 244,3 | 108,3 | 384,0 | 1,0 | 91,2 | 544,4 | 662,3 | — | 1.298,9 | 3.382 |
| Mars | — | 17,3 | 328,1 | 164,5 | 509,9 | 0,6 | 57,1 | 772,8 | 1.038,3 | 0,7 | 1.869,5 | 3.666 |

(1) De janvier à avril 1945: Belgique seulement.

II — RESUME D'APRES LE DEGRE D'ACHEVEMENT DES PRODUITS
(classification adoptée par le Conseil de la Société des Nations du 17 septembre 1935)

| PÉRIODES | QUANTITÉS (milliers de tonnes) | | | | VALEURS (millions de francs) | | | |
|-------------------------|--------------------------------|--|--------------|------------|------------------------------|--|--------------|------------|
| | Articles bruts | Articles ayant subi une transformation | | Totaux (2) | Articles bruts | Articles ayant subi une transformation | | Totaux (2) |
| | | simple | plus avancée | | | simple | plus avancée | |
| IMPORTATIONS (1) | | | | | | | | |
| 1938 Moyenne mensuelle | 2.038 | 536 | 56 | 2.630 | 941 | 522 | 430 | 1.931 |
| 1939 Moyenne mensuelle | 1.924 | 505 | 51 | 2.480 | 788 | 448 | 381 | 1.653 |
| 1945 Moyenne mensuelle | 501 | 117 | 13 | 631 | 584 | 270 | 286 | 1.143 |
| 1945 Janvier | 67 | 20 | 1 | 88 | 25 | 12 | 29 | 66 |
| Février | 44 | 18 | 1 | 63 | 23 | 19 | 21 | 63 |
| Mars | 50 | 16 | 2 | 68 | 140 | 94 | 53 | 287 |
| Avril | 54 | 55 | 6 | 115 | 462 | 266 | 115 | 843 |
| Mai | 63 | 21 | 2 | 86 | 277 | 136 | 97 | 511 |
| Juin | 263 | 76 | 6 | 345 | 570 | 238 | 163 | 972 |
| Juillet | 526 | 87 | 9 | 622 | 611 | 325 | 236 | 1.173 |
| Août | 748 | 158 | 16 | 922 | 873 | 325 | 324 | 1.523 |
| Septembre | 782 | 160 | 20 | 962 | 880 | 412 | 401 | 1.694 |
| Octobre | 1.109 | 236 | 23 | 1.348 | 867 | 483 | 523 | 1.896 |
| Novembre | 1.131 | 321 | 35 | 1.487 | 1.069 | 427 | 635 | 2.133 |
| Décembre | 1.199 | 232 | 40 | 1.471 | 1.206 | 505 | 841 | 2.554 |
| 1946 Janvier | 1.107 | 297 | 36 | 1.440 | 1.197 | 686 | 785 | 2.671 |
| Février | 1.249 | 271 | 35 | 1.555 | 1.480 | 525 | 776 | 2.785 |
| Mars | 1.209 | 335 | 44 | 1.588 | 1.403 | 578 | 968 | 2.949 |
| EXPORTATIONS (1) | | | | | | | | |
| 1938 Moyenne mensuelle | 920 | 773 | 140 | 1.834 | 366 | 777 | 656 | 1.810 |
| 1939 Moyenne mensuelle | 882 | 808 | 131 | 1.821 | 329 | 837 | 641 | 1.815 |
| 1945 Moyenne mensuelle | 79 | 34 | 7 | 120 | 68 | 114 | 143 | 330 |
| 1945 Janvier | 7 | 6 | 1 | 14 | 2 | 13 | 8 | 23 |
| Février | 21 | 5 | 1 | 27 | 7 | 15 | 11 | 33 |
| Mars | 31 | 5 | 2 | 38 | 32 | 23 | 37 | 92 |
| Avril | 30 | 8 | 2 | 40 | 46 | 24 | 46 | 116 |
| Mai | 44 | 6 | 4 | 54 | 30 | 36 | 60 | 126 |
| Juin | 57 | 15 | 3 | 76 | 48 | 59 | 80 | 187 |
| Juillet | 83 | 16 | 6 | 105 | 33 | 83 | 117 | 233 |
| Août | 101 | 30 | 8 | 139 | 73 | 87 | 194 | 355 |
| Septembre | 136 | 60 | 8 | 204 | 109 | 153 | 239 | 501 |
| Octobre | 109 | 70 | 8 | 187 | 117 | 207 | 242 | 566 |
| Novembre | 181 | 92 | 21 | 294 | 164 | 287 | 296 | 747 |
| Décembre | 143 | 103 | 19 | 265 | 160 | 378 | 382 | 984 |
| 1946 Janvier | 186 | 162 | 23 | 372 | 215 | 428 | 530 | 1.174 |
| Février | 173 | 181 | 30 | 384 | 203 | 532 | 504 | 1.299 |
| Mars | 208 | 265 | 37 | 510 | 253 | 874 | 742 | 1.869 |

(1) De janvier à avril 1945 : Belgique seulement.

(2) Y compris les articles non classables ou soumis à des conditions spéciales.

LE CHOMAGE
NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLES

| MOIS STATISTIQUE | Semaine | | Nombre de jours ouvrables | Royaume | Anvers | Brabant | Flandre occidentale | Flandre orientale | Hainaut | Liège | Limbourg | Luxembourg | Namur |
|---|---------|----|---------------------------|---------|--------|---------|---------------------|-------------------|---------|--------|----------|------------|-------|
| | du | au | | | | | | | | | | | |
| Moyenne journalière du mois | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 Avril | — | — | 29 | 131.530 | 19.220 | 9.668 | 36.512 | 39.552 | 13.208 | 10.846 | 2.044 | 498 | 357 |
| Mai | — | — | 22 | 128.441 | 18.301 | 7.930 | 37.871 | 40.106 | 12.134 | 10.771 | 1.680 | 162 | 291 |
| Juin | — | — | 24 | 124.565 | 20.526 | 7.112 | 36.794 | 39.177 | 11.688 | 7.383 | 1.534 | 125 | 225 |
| Juillet | — | — | 29 | 119.335 | 20.774 | 6.636 | 35.434 | 37.966 | 10.174 | 6.302 | 1.550 | 77 | 240 |
| Août | — | — | 22 | 116.775 | 20.498 | 6.317 | 36.303 | 35.661 | 10.328 | 6.698 | 1.484 | 66 | 262 |
| Septembre | — | — | 30 | 113.288 | 23.671 | 5.552 | 31.325 | 36.753 | 9.256 | 5.196 | 1.258 | 57 | 220 |
| Octobre | — | — | 24 | 102.943 | 23.508 | 4.980 | 27.966 | 32.776 | 7.904 | 4.193 | 1.010 | 61 | 224 |
| Novembre | — | — | 24 | 99.374 | 24.436 | 5.645 | 26.669 | 30.352 | 7.033 | 3.899 | 975 | 63 | 299 |
| Décembre | — | — | 30 | 121.742 | 28.086 | 8.097 | 32.689 | 36.204 | 9.106 | 4.689 | 1.972 | 307 | 588 |
| 1946 Janvier | — | — | 24 | 135.884 | 31.894 | 11.497 | 34.325 | 37.047 | 11.498 | 4.637 | 2.888 | 905 | 1.191 |
| Février | — | — | 24 | 108.130 | 27.261 | 9.715 | 25.493 | 29.452 | 8.324 | 3.805 | 2.068 | 967 | 1.044 |
| Mars | — | — | 30 | 95.054 | 23.293 | 8.897 | 22.699 | 26.114 | 7.196 | 3.102 | 1.723 | 569 | 791 |
| Moyenne journalière hebdomadaire | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 Décembre | 2 | 8 | 6 | 103.085 | 25.090 | 6.233 | 27.908 | 30.879 | 7.406 | 3.849 | 1.261 | 76 | 383 |
| | 9 | 15 | 6 | 120.755 | 28.267 | 8.171 | 31.675 | 35.352 | 9.382 | 5.031 | 1.951 | 294 | 632 |
| | 16 | 22 | 6 | 112.998 | 27.216 | 7.362 | 29.414 | 33.647 | 8.209 | 4.427 | 1.846 | 263 | 554 |
| | 23 | 29 | 6 | 126.117 | 27.843 | 8.494 | 33.864 | 38.318 | 9.553 | 4.863 | 2.164 | 417 | 601 |
| | 30 | 5 | 6 | 145.833 | 32.016 | 10.227 | 40.588 | 42.824 | 10.921 | 5.275 | 2.036 | 486 | 770 |
| 1946 Janvier | 6 | 12 | 6 | 144.326 | 33.238 | 10.790 | 39.508 | 40.233 | 11.195 | 4.910 | 2.882 | 678 | 892 |
| | 13 | 19 | 6 | 132.742 | 31.621 | 11.004 | 34.149 | 36.119 | 10.559 | 4.606 | 2.909 | 806 | 969 |
| | 20 | 26 | 6 | 139.414 | 32.192 | 12.592 | 33.723 | 37.564 | 12.867 | 4.749 | 3.108 | 1.045 | 1.574 |
| | 27 | 2 | 6 | 127.055 | 30.524 | 11.603 | 29.222 | 34.274 | 11.370 | 4.284 | 2.655 | 1.092 | 1.331 |
| Février | 3 | 9 | 6 | 113.558 | 28.609 | 10.210 | 26.518 | 30.654 | 9.189 | 3.967 | 2.245 | 1.036 | 1.130 |
| | 10 | 16 | 6 | 107.169 | 27.413 | 9.737 | 25.416 | 29.150 | 8.109 | 3.647 | 2.044 | 726 | 927 |
| | 17 | 23 | 6 | 103.517 | 26.569 | 9.283 | 24.322 | 28.122 | 7.825 | 3.591 | 1.946 | 948 | 921 |
| | 24 | 2 | 6 | 108.278 | 26.463 | 9.632 | 25.715 | 29.882 | 8.175 | 4.016 | 2.038 | 1.160 | 1.197 |
| Mars | 3 | 9 | 6 | 123.808 | 27.652 | 11.448 | 30.689 | 33.583 | 10.963 | 4.509 | 2.178 | 1.264 | 1.522 |
| | 10 | 16 | 6 | 100.057 | 25.111 | 9.474 | 23.356 | 27.446 | 7.643 | 3.579 | 1.787 | 815 | 846 |
| | 17 | 23 | 6 | 90.133 | 20.315 | 8.618 | 21.423 | 24.815 | 6.430 | 2.795 | 1.580 | 383 | 596 |
| | 24 | 30 | 6 | 83.659 | 22.138 | 7.821 | 19.822 | 23.157 | 5.704 | 2.490 | 1.584 | 237 | 520 |
| | 31 | 6 | 6 | 77.815 | 21.248 | 7.122 | 18.263 | 21.568 | 5.242 | 2.133 | 1.485 | 144 | 470 |

STATISTIQUES BANCAIRES

I — BELGIQUE

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

85

| | 31-1-1946 | 7-2-1946 | 14-2-1946 | 21-2-1946 | 28-2-1946 | 7-3-1946 | 14-3-1946 | 21-3-1946 | 28-3-1946 |
|--|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Encaisse en or | 21.450 | 22.261 | 22.261 | 22.245 | 22.235 | 22.603 | 22.602 | 22.602 | 22.602 |
| Produit indisponible en or de la réévaluation de l'encaisse (arrêté-loi n° 5 du 1-5-1944)..... | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 |
| <i>Total de l'encaisse en or...</i> | 31.943 | 32.754 | 32.754 | 32.738 | 32.728 | 33.096 | 33.095 | 33.095 | 33.095 |
| Avoirs en devises étrangères (à vue ... à terme...) | 2.019 | 2.089 | 3.106 | 3.366 | 3.499 | 2.290 | 2.412 | 2.368 | 3.230 |
| Effets en francs belges sur l'étranger.. | 1.101 | 1.070 | 1.034 | 1.143 | 1.076 | 1.769 | 1.461 | 1.423 | 1.427 |
| Effets sur la Belgique (Effets commerciaux Effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat Effets publics | 4 | 4 | 4 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | 1.302 | 1.318 | 1.319 | 992 | 981 | 998 | 970 | 927 | 925 |
| Avances sur fonds publics | 1.064 | 614 | 221 | 285 | 755 | 660 | 762 | 572 | 970 |
| Monnaies divisionnaires et d'appoint... | 502 | 575 | 509 | 392 | 392 | 257 | 259 | 225 | 218 |
| Créances sur l'Etat : | 421 | 442 | 473 | 501 | 515 | 520 | 556 | 595 | 626 |
| Avances au Trésor : | | | | | | | | | |
| Certificats « A » (compte propre et Office d'Aide Mutuelle) | 44.126 | 44.227 | 44.420 | 43.939 | 44.037 | 45.142 | 44.793 | 44.902 | 43.553 |
| Certificats « C » (soldes des armées Alliées) | 5.704 | 5.704 | 4.783 | 4.784 | 4.784 | 4.784 | 4.784 | 4.784 | 4.784 |
| Autres créances sur l'Etat..... | 1.073 | 1.073 | 1.073 | 1.073 | 1.073 | 1.073 | 1.073 | 1.073 | 1.073 |
| Fonds publics | 653 | 653 | 653 | 653 | 653 | 653 | 653 | 653 | 653 |
| Immeubles de service, matériel et mobilier | 146 | 146 | 146 | 146 | 146 | 146 | 146 | 146 | 146 |
| Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel..... | 245 | 244 | 244 | 244 | 244 | 243 | 243 | 243 | 244 |
| Divers | 163 | 161 | 161 | 162 | 167 | 74 | 76 | 76 | 82 |
| Banque d'Emission à Bruxelles | 90.466 | 91.074 | 90.900 | 90.422 | 91.051 | 91.712 | 91.288 | 91.187 | 91.131 |
| | 64.597 | 64.597 | 64.597 | 64.597 | 64.597 | 64.597 | 64.597 | 64.597 | 64.597 |
| | 155.063 | 155.671 | 155.497 | 155.019 | 155.648 | 156.309 | 155.885 | 155.784 | 155.728 |

PASSIF

| | 31-1-1946 | 7-2-1946 | 14-2-1946 | 21-2-1946 | 28-2-1946 | 7-3-1946 | 14-3-1946 | 21-3-1946 | 28-3-1946 |
|---|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Billets en circulation | 72.470 | 73.082 | 72.915 | 72.634 | 73.143 | 73.570 | 73.242 | 72.854 | 72.838 |
| Comptes courants : | | | | | | | | | |
| Trésor public | 6 | 3 | 5 | 2 | 3 | 5 | 3 | 4 | 4 |
| Divers | 3.112 | 3.148 | 3.132 | 2.945 | 2.671 | 2.914 | 2.843 | 3.155 | 3.129 |
| <i>Total des engagements à vue...</i> | 75.588 | 76.213 | 76.052 | 75.581 | 75.817 | 76.489 | 76.088 | 76.013 | 75.971 |
| Comptes temporairement indisponibles | 1.314 | 1.306 | 1.298 | 1.292 | 1.284 | 1.273 | 1.253 | 1.229 | 1.212 |
| Caisse de Pension du Personnel..... | 245 | 244 | 244 | 244 | 244 | 243 | 243 | 243 | 243 |
| Trésor public Compte indisponible de réévaluation (arrêté-loi n° 5 du 1-5-1944)... | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 | 10.493 |
| Opérations d'inventaire différées et divers | 496 | 496 | 497 | 499 | 501 | 505 | 507 | 509 | 512 |
| Capital | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| Réserves et comptes d'amortissement.. | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 | 453 |
| Arrêté-loi du 6-10-1944 : | 88.789 | 89.405 | 89.237 | 88.762 | 88.992 | 89.656 | 89.237 | 89.140 | 89.084 |
| Billets à transférer en comptes temporairement indisponibles ou bloqués et billets anciens non déclarés..... | 890 | 878 | 872 | 864 | 861 | 856 | 851 | 846 | 846 |
| Provision à valoir sur le montant des billets acquis à l'Etat en vertu de l'article premier, § 2, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| Comptes indisponibles (Compte spécial ouvert en vertu de l'art. 9 de la loi du 14 octobre 1945 | 61.384 | 61.388 | 61.388 | 61.393 | 61.795 | 61.797 | 61.797 | 61.798 | 61.798 |
| | 155.063 | 155.671 | 155.497 | 155.019 | 155.648 | 156.309 | 155.885 | 155.784 | 155.728 |

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France
(millions de francs)

| DATES | Encaisse-or (monnaies et lingots) | Disponibilités à vue à l'étranger | Portefeuille commercial et d'effets publics. Effets escomptés sur la France (1) | Effets négociables achetés en France (décret du 17 juin 1938) | Avances sur titres | Bons du Trésor négociables (convention du 29-2-40) | Prêts sans intérêt à l'Etat (loi du 9 juin 1857, conv. du 29-3-1878, etc.) | Avances provisoires à l'Etat (conventions des 29-9-38, 29-2-40, 9-6-40, 8-6-44, etc.) | Avances provisoires consenties à l'Etat en vue du paiement des dépenses d'entretien des troupes allemandes d'occupation en France | Billets au porteur en circulation | Comptes courants créditeurs | Rapport de l'encaisse-or aux engagements à vue |
|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|---|--------------------|--|--|---|---|-----------------------------------|-----------------------------|--|
| 1939 Moyenne annuelle..... | 92.939 | 20,0 | 8.563 | 3.427 | 3.517 | — | 10.000 | ²⁾ 20.564 ³⁾ 7.567 | — | 128.514 | 21.600 | 61,91 |
| 1942 Moyenne annuelle..... | ⁴⁾ 84.598 | 37,0 | 4.763 | 7.878 | 2.931 | 30.000 | 10.000 | 66.233 | 174.334 | 314.577 | 75.098 | 21,71 |
| 1943 Moyenne annuelle..... | 84.598 | 37,0 | 6.179 | 8.426 | 2.850 | 30.000 | 10.000 | 61.773 | 269.159 | 437.130 | 45.007 | 17,55 |
| 1944 8 juin | 84.598 | 36,9 | 7.640 | 10.120 | 2.883 | 30.000 | 10.000 | 68.900 | 388.600 | 563.589 | 47.019 | 13,85 |
| 6 juillet | 84.598 | 36,9 | 5.261 | 10.672 | 2.878 | 30.000 | 10.000 | 71.750 | 409.200 | 580.935 | 51.606 | 13,37 |
| 4 janvier | ⁵⁾ 75.151 | 41,7 | 27.990 | 13.005 | 3.626 | 30.000 | 10.000 | 900 | 426.000 | 574.903 | 37.916 | 12,26 |
| 8 février | 75.151 | 41,7 | 25.800 | 12.771 | 3.479 | 30.000 | 10.000 | 7.700 | 426.000 | 569.719 | 46.356 | 12,20 |
| 8 mars | 75.151 | 41,7 | 19.579 | 12.804 | 3.382 | 30.000 | 10.000 | 11.500 | 426.000 | 571.629 | 40.423 | 12,28 |
| 5 avril | 75.151 | 44,2 | 16.749 | 13.483 | 3.537 | 30.000 | 10.000 | 18.650 | 426.000 | 583.509 | 40.280 | 12,05 |
| 8 mai | 75.151 | 45,1 | 14.915 | 13.484 | 3.332 | 30.000 | 10.000 | 28.250 | 426.000 | 589.475 | 40.571 | 11,93 |
| 9 août | 75.151 | 45,8 | 14.036 | 12.866 | 3.675 | 29.850 | 10.000 | — | 426.000 | 450.909 | 147.291 | 12,56 |
| 6 septembre | 75.151 | 45,8 | 12.976 | 13.699 | 3.793 | 30.000 | 10.000 | — | 426.000 | 479.309 | 119.699 | 12,55 |
| 4 octobre | 75.151 | 45,8 | 17.376 | 14.809 | 3.956 | 30.000 | 10.000 | — | 426.000 | 509.306 | 96.499 | 12,41 |
| 8 novembre | 65.152 | 47,2 | 23.422 | 15.914 | 4.144 | 40.000 | 10.000 | — | 426.000 | 534.796 | 78.061 | 10,63 |
| 6 décembre | 65.152 | 43,8 | 26.238 | 18.403 | 4.018 | 40.000 | 10.000 | — | 426.000 | 555.576 | 64.488 | 10,51 |
| 1946 10 janvier | ⁶⁾ 129.817 | ⁽⁶⁾ 66,9 | 27.125 | 20.730 | 4.005 | — | 10.000 | — | 426.000 | 580.432 | 65.189 | 20,11 |
| 7 février | 129.817 | 66,7 | 30.952 | 20.709 | 4.009 | — | 10.000 | — | 426.000 | 593.891 | 55.487 | 19,99 |
| 7 mars | 129.817 | 67,2 | 32.663 | 21.780 | 3.891 | — | 10.000 | 4.850 | 426.000 | 609.776 | 49.143 | 19,70 |

Taux d'escompte { actuel : 1 5/8 % depuis le 20 janvier 1945.
précédent : 1 3/4 % depuis le 17 mars 1941.

(1) Cette rubrique comprend les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et, à partir du 8 novembre 1945, les effets escomptés sur l'étranger.

(2) Avances provisoires sans intérêt à l'Etat (remboursables conformément à l'article 8 de la convention du 12 novembre 1938).

(3) Cette rubrique ne figure à la situation hebdomadaire que depuis le 21 septembre 1939; ce chiffre est donc la moyenne des quinze dernières situations de l'année 1939.

(4) Un décret de loi du 29 février 1940 réévalue l'encaisse-or sur la base de 23 mgr. 34 d'or au titre de 900/1000 et après prélèvement d'une somme de 30 milliards pour le Fonds de stabilisation des changes.

(5) La diminution de 9.447 millions de francs a pour contrepartie une nouvelle rubrique de l'actif intitulée « Engagement de l'Etat français relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique ».

(6) Réévaluation de l'encaisse-or (Convention du 24 décembre 1945) sur la base de 134.027,90 fr. fr. par kg. d'or fin et des disponibilités en devises étrangères sur la base des cours d'achat pratiqués par le Fonds de stabilisation des changes.

Bank of England
(milliers de £)

| DATES | Encaisse métallique | | Placements du « Banking Department » | | | | Billets en circulation (Issue Department) | Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1) | Dépôts (Banking Department) | | | | Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts % |
|-----------------------|-----------------------|---|--------------------------------------|----------------------|----------------|---------|---|---|-----------------------------|---------|---------------|---------|--|
| | Or (Issue Department) | Monnaies d'or et d'argent (Banking Depart.) | Valeurs garanties par l'Etat | Escomptes et avances | Autres valeurs | Total | | | Organismes publics | Banques | Autres dépôts | Total | |
| 1939 Moyenne annuel. | (2) 183 | 819 | 106.985 | 8.501 | 22.890 | 138.376 | 507.256 | — | 21.318 | 102.535 | 37.993 | 161.846 | 25,6 |
| 1944 Moyenne annuel. | 242 | 1.198 | 213.980 | 6.011 | 16.229 | 236.220 | 1.136.589 | 1.166.346 | 9.942 | 184.333 | 56.195 | 250.470 | 12,8 |
| 1945 Moyenne annuel. | 245 | 961 | 251.841 | 9.214 | 14.978 | 276.033 | 1.284.388 | 1.310.577 | 12.781 | 217.876 | 55.063 | 285.720 | 9,6 |
| 1945 10 janvier | 242 | 1.511 | 258.988 | 11.173 | 13.874 | 284.035 | 1.231.638 | 1.250.000 | 9.449 | 222.172 | 54.645 | 286.266 | 7,0 |
| 7 février | 242 | 1.523 | 217.248 | 7.003 | 19.287 | 243.538 | 1.221.378 | 1.250.000 | 22.856 | 176.541 | 56.567 | 255.964 | 11,9 |
| 7 mars | 242 | 1.524 | 231.978 | 7.824 | 14.772 | 254.574 | 1.220.564 | 1.250.000 | 6.257 | 204.113 | 57.379 | 267.749 | 11,6 |
| 4 avril | 242 | 1.417 | 225.553 | 20.660 | 14.834 | 261.047 | 1.240.265 | 1.250.000 | 10.877 | 187.931 | 55.981 | 254.780 | 4,5 |
| 9 mai | 242 | 1.256 | 181.443 | 17.619 | 14.471 | 213.533 | 1.250.056 | 1.300.000 | 19.547 | 176.126 | 51.553 | 247.226 | 20,8 |
| 6 juin | 242 | 1.239 | 219.428 | 5.514 | 12.691 | 237.633 | 1.270.839 | 1.300.000 | 18.232 | 181.171 | 51.325 | 250.728 | 12,2 |
| 4 juillet | 248 | 1.187 | 261.973 | 3.731 | 13.266 | 278.970 | 1.294.071 | 1.350.000 | 9.068 | 251.072 | 58.313 | 318.453 | 18,0 |
| 8 août | 248 | 605 | 246.588 | 2.313 | 13.652 | 262.553 | 1.323.842 | 1.350.000 | 15.004 | 203.092 | 53.501 | 271.597 | 9,9 |
| 5 septembre | 248 | 345 | 263.938 | 6.205 | 11.979 | 282.122 | 1.330.936 | 1.350.000 | 16.237 | 214.848 | 52.678 | 283.763 | 6,9 |
| 10 octobre | 248 | 301 | 275.205 | 4.261 | 11.492 | 290.958 | 1.330.204 | 1.350.000 | 25.060 | 211.756 | 56.818 | 293.634 | 6,9 |
| 7 novembre | 248 | 454 | 258.255 | 10.933 | 17.046 | 286.234 | 1.326.353 | 1.350.000 | 18.223 | 221.248 | 53.397 | 292.868 | 8,3 |
| 5 décembre | 248 | 364 | 274.105 | 6.904 | 13.682 | 294.691 | 1.336.550 | 1.350.000 | 14.774 | 219.023 | 57.168 | 290.965 | 4,8 |
| 1946 9 janvier | 248 | 311 | 284.830 | 10.789 | 13.880 | 309.499 | 1.358.847 | 1.400.000 | 11.645 | 262.215 | 59.473 | 333.333 | 12,5 |
| 6 février | 248 | 538 | 205.875 | 2.642 | 20.082 | 228.599 | 1.333.802 | 1.400.000 | 12.974 | 207.897 | 56.746 | 277.617 | 24,1 |
| 6 mars | 248 | 966 | 201.905 | 14.223 | 15.476 | 231.604 | 1.324.001 | 1.400.000 | 19.275 | 217.616 | 53.470 | 290.361 | 26,6 |

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contrepartie de l'or.

(2) Moyenne des quatre derniers mois de 1939.

Nederlandsche Bank
(millions de florins)

| DATES | Encaisse or | Porte-feuille effets sur la Hollande | Porte-feuille sur l'étranger | Correspondants à l'étranger | Moyens de paiement à l'étranger (non compris la monnaie d'appoint) | Avances sur nantissement de titres, marchandises et warrants | Divers actifs | Billets en circulation | Comptes courants créditeurs | | | | Ensemble des engagements à vue | |
|--------------------|-------------|--------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|--|--|---------------|------------------------|--|----------------|---------------|----------------|--------------------------------|--------|
| | | | | | | | | | Particuliers | | | Trésor | | |
| | | | | | | | | | soldes dont on ne peut disposer que par virement | soldes bloqués | autres soldes | compte spécial | | autres |
| 1939 Moyen. ann... | 1.213 | 25,4 | 2 | — | — | 235 | 16,4 | 1.056 | 419 | 47 | — | — | 1.522 | |
| 1944 Moyen. ann... | 932 (1) | 23,0 | 3.887 | 62,5 | 19,8 | 135 | 17,1 | 4.311 | 517 | 104 | 19 | — | 4.951 | |
| 1945 Moyen. ann... | 818 | 28,4 | 4.436 | 48,6 | 18,3 | 138 | 32,0 | 3.744 | 921 | 105 | 716 | — | 5.486 | |
| 1945 8 janvier ... | 931 | 171,0 | 4.415 | 47,7 | 22,9 | 141 | 16,6 | 5.127 | 373 | 105 | — | — | 5.605 | |
| 5 février ... | 931 | 280,0 | 4.423 | 57,4 | 25,7 | 134 | 16,1 | 5.219 | 395 | 105 | — | — | 5.719 | |
| 5 mars ... | 931 | 362,0 | 4.455 | 24,8 | 24,4 | 134 | 18,3 | 5.328 | 360 | 105 | — | — | 5.793 | |
| 9 avril ... | 931 | 700,2 | 4.431 | 36,6 | 18,6 | 132 | 24,8 | 5.485 | 502 | 105 | 1 | — | 6.093 | |
| 7 mai ... | 931 | 788,4 | 4.431 | 36,6 | 20,5 | 132 | 23,9 | 5.518 | 572 | 105 | — | — | 6.195 | |
| 4 juin ... | 931 | 724,4 | 4.431 | 36,6 | 20,5 | 134 | 20,0 | 5.264 | 502 | 105 | 242 | — | 6.113 | |
| 9 juillet ... | 713 | 595,3 | 4.431 | 42,1 | 15,5 | 132 | 28,5 | 4.901 | 513 | 105 | 43 | — | 5.562 | |
| 6 août ... | 713 | 239,3 | 4.431 | 42,1 | 15,5 | 136 | 34,6 | 3.087 | 1.207 | 560 | 105 | 255 | 5.214 | |
| 10 septembre ... | 713 | 1,1 | 4.431 | 42,0 | 14,3 | 138 | 36,6 | 2.445 | 1.332 | 568 | 105 | 521 | 4.972 | |
| 8 octobre ... | 713 | 0,1 | 4.431 | 56,3 | 14,5 | 134 | 55,2 | (2) 855(3) 398 | 1.708 | 247 | 105 | 1.686 | 4.999 | |
| 5 novembre ... | 713 | 0,1 | 4.431 | 74,1 | 14,4 | 142 | 36,7 | 521 | 830 | 19 | 739 | 379 | 105 | 2.409 |
| 10 décembre ... | 713 | 0,1 | 4.452 | 74,2 | 14,1 | 138 | 72,3 | 344 | 1.162 | 51 | 492 | 380 | 105 | 2.520 |
| 1946 7 janvier ... | 713 | 0,2 | 4.455 | 70,3 | 14,0 | 140 | 70,8 | 322 | 1.442 | — | 532 | 327 | 105 | 2.238 |
| 4 février ... | 713 | — | 4.454 | 207,3 | 15,3 | 144 | 89,4 | 308 | 1.812 | — | 405 | 560 | 106 | 1.835 |
| 4 mars ... | 713 | — | 4.431 | 164,2 | 15,2 | 180 | 66,7 | 302 | 2.029 | — | 177 | 551 | 106 | 1.797 |

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941.
précédent : 3 % depuis le 29 août 1939.

- (1) Moyenne des seize dernières situations.
(2) Anciennes émissions.
(3) Nouvelle émission.

Banque Nationale Suisse
(millions de francs suisses)

| DATES | Encaisse-or | Disponibilités à l'étranger | Portefeuille-effets sur la Suisse | Avances sur nantissement | Correspondants en Suisse | Billets en circulation | Autres engagements à vue | Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue % |
|----------------------|-------------|-----------------------------|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|---|
| 1939 Moyenn. annuel. | 2.525 | 281,0 | 93,0 | 36,9 | 6,2 | 1.806 | 1.179 | 94,01 |
| 1944 Moyenn. annuel. | 4.386 | 90,6 | 93,7 | 17,2 | 5,9 | 3.033 | 1.427 | 100,37 |
| 1945 Moyenn. annuel. | 4.689 | 117,3 | 184,1 | 19,7 | 7,3 | 3.527 | 1.276 | 100,06 |
| 1945 6 janvier ... | 4.559 | 101,7 | 77,4 | 17,7 | 5,3 | 3.457 | 1.097 | 102,32 |
| 7 février ... | 4.571 | 97,6 | 165,8 | 14,2 | 6,4 | 3.371 | 1.272 | 100,54 |
| 7 mars ... | 4.610 | 91,1 | 280,6 | 15,7 | 7,8 | 3.454 | 1.340 | 98,06 |
| 7 avril ... | 4.644 | 108,1 | 332,8 | 15,6 | 7,1 | 3.513 | 1.382 | 97,07 |
| 7 mai ... | 4.766 | 102,4 | 323,3 | 15,4 | 6,6 | 3.512 | 1.495 | 97,24 |
| 7 juin ... | 4.771 | 113,9 | 335,2 | 16,7 | 7,3 | 3.493 | 1.536 | 97,14 |
| 7 juillet ... | 4.622 | 113,9 | 51,4 | 18,4 | 7,1 | 3.473 | 1.121 | 103,08 |
| 7 août ... | 4.641 | 144,0 | 40,4 | 20,2 | 6,2 | 3.489 | 1.154 | 103,05 |
| 7 septembre ... | 4.684 | 150,8 | 65,6 | 16,8 | 5,8 | 3.535 | 1.172 | 102,72 |
| 6 octobre ... | 4.695 | 134,7 | 249,7 | 17,8 | 5,5 | 3.618 | 1.262 | 98,97 |
| 7 novembre ... | 4.805 | 107,4 | 269,9 | 16,9 | 7,8 | 3.669 | 1.323 | 98,42 |
| 7 décembre ... | 4.774 | 127,8 | 86,4 | 25,5 | 8,1 | 3.696 | 1.111 | 101,98 |
| 1946 7 janvier ... | 4.778 | 166,7 | 101,1 | 24,3 | 6,9 | 3.712 | 1.138 | 101,94 |
| 7 février ... | 4.735 | 184,9 | 80,0 | 23,6 | 5,8 | 3.550 | 1.259 | 102,31 |
| 7 mars ... | 4.712 | 207,3 | 115,5 | 20,3 | 8,4 | 3.531 | 1.306 | 101,70 |

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks

(millions de \$)

| DATES | Réserves de certificats-or | | | Autres Réserves | Fonds publics nationaux | Billets (Federal Reserve Notes) | Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.) | Rapport des réserves aux engagements à vue % |
|----------------------|----------------------------|----------------------------------|--------|-----------------|-------------------------|---------------------------------|--|--|
| | Certificats-or | Fonds de rachat Billets (F.R.N.) | Total | | | | | |
| 1939 Moyenne annuel. | 13.552 | 9 | 13.561 | 362 | 2.581 | 4.553 | 11.753 | 85,4 |
| 1944 Moyenne annuel. | 18.920 | 398 | 19.318 | 283 | 14.808 | 18.986 | 15.347 | 56,3 |
| 1945 Moyenne annuel. | 17.404 | 688 | 18.092 | 240 | 21.350 | 23.139 | 16.977 | 45,1 |
| 1945 4 janvier | 17.837 | 608 | 18.445 | 245 | 18.734 | 21.743 | 16.122 | 49,4 |
| 8 février | 17.748 | 625 | 18.373 | 284 | 19.181 | 21.846 | 16.186 | 49,1 |
| 8 mars | 17.651 | 641 | 18.292 | 250 | 19.350 | 22.264 | 16.082 | 48,4 |
| 4 avril | 17.616 | 645 | 18.261 | 255 | 19.580 | 22.321 | 16.108 | 48,2 |
| 10 mai | 17.508 | 677 | 18.185 | 241 | 20.720 | 22.722 | 16.939 | 46,5 |
| 6 juin | 17.412 | 697 | 18.109 | 247 | 20.896 | 22.860 | 17.350 | 45,7 |
| 5 juillet | 17.344 | 508 | 18.852 | 202 | 21.745 | 23.101 | 17.036 | 45,0 |
| 8 août | 17.311 | 668 | 17.979 | 213 | 21.910 | 23.473 | 16.958 | 44,5 |
| 5 septembre | 17.238 | 682 | 17.920 | 209 | 22.435 | 23.939 | 17.014 | 43,8 |
| 10 octobre | 17.117 | 750 | 17.867 | 227 | 23.272 | 24.137 | 17.491 | 42,9 |
| 7 novembre | 17.114 | 760 | 17.874 | 231 | 23.076 | 24.296 | 17.309 | 43,0 |
| 5 décembre | 17.127 | 765 | 17.892 | 227 | 23.525 | 24.430 | 17.554 | 42,6 |
| 1946 9 janvier | 17.089 | 802 | 17.891 | 278 | 23.859 | 24.485 | 17.886 | 42,2 |
| 6 février | 17.189 | 794 | 17.983 | 349 | 23.227 | 24.149 | 17.659 | 43,0 |
| 6 mars | 17.307 | 772 | 18.079 | 346 | 22.526 | 24.126 | 17.210 | 43,7 |

Taux d'escompte { actuel : 0,50 % depuis le 10 octobre 1942.
précédent : 1 % depuis le 27 août 1937.

Sveriges Riksbank

(millions de Kr.)

| ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois) | Encaisse or (1) | Fonds d'Etat et obligations suédois | Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants | Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers | Comptes d'ajustement de l'or et des devises | Fonds placés à la dis- position de l'Office de la Dette nationale | Actifs divers | Billets en circulation | Comptes courants | | | | Divers passifs | Droit d'émission total (2) | Rapport en % (3) | |
|---|-----------------|--|--|---|---|---|---------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------|----------|----------------|-------------------------------|---|---|
| | | | | | | | | | des institutions d'Etat | de banques commerciales | autres dépôts | Ensemble | | | de l'encaisse- métallique aux billets en circuli. | de l'encaisse- métallique au droit d'émission |
| 1944 Moyenne annuelle... | 960 | 479 | 78,5 | 621 | 630 | 693 | 278 | 2.239 | 568 | 274 | 50,0 | 892 | 169 | 2.967 | 81,75 | 61,68 |
| 1945 Moyenne annuelle... | 1.050 | 335 | 30,2 | 739 | 710 | 937 | 260 | 2.475 | 723 | 191 | 30,7 | 944 | 216 | 3.043 | 80,83 | 65,73 |
| 1944 Décembre | 1.019 | 492 | 60,6 | 616 | 675 | 785 | 324 | 2.492 | 564 | 197 | 46,7 | 808 | 231 | 3.062 | 77,95 | 63,40 |
| 1945 Janvier | 1.052 | 499 | 42,7 | 609 | 702 | 840 | 370 | 2.377 | 534 | 438 | 54,3 | 1.026 | 235 | 3.101 | 84,37 | 64,69 |
| Février | 1.047 | 455 | 33,7 | 643 | 700 | 859 | 269 | 2.345 | 608 | 298 | 45,9 | 952 | 229 | 3.069 | 85,10 | 65,02 |
| Mars | 1.046 | 361 | 23,6 | 635 | 695 | 828 | 26 | 2.402 | 576 | 194 | 42,1 | 812 | 218 | 2.952 | 82,97 | 67,49 |
| Avril | 1.040 | 239 | 26,7 | 644 | 691 | 901 | 266 | 2.388 | 613 | 161 | 33,6 | 808 | 207 | 2.853 | 83,02 | 69,50 |
| Mai | 1.035 | 262 | 35,0 | 645 | 685 | 871 | 262 | 2.368 | 761 | 58 | 18,6 | 837 | 184 | 2.870 | 83,29 | 68,71 |
| Juin | 1.054 | 277 | 27,1 | 623 | 699 | 928 | 237 | 2.445 | 710 | 137 | 11,5 | 858 | 160 | 2.893 | 82,19 | 69,45 |
| Juillet | 1.055 | 291 | 33,3 | 730 | 710 | 975 | 200 | 2.412 | 738 | 308 | 14,3 | 1.060 | 124 | 3.024 | 83,31 | 66,40 |
| Août | 1.056 | 290 | 24,0 | 816 | 727 | 965 | 13 | 2.488 | 753 | 204 | 19,6 | 977 | 148 | 3.101 | 80,88 | 64,90 |
| Septembre | 1.057 | 298 | 20,5 | 881 | 734 | 991 | 211 | 2.570 | 801 | 210 | 22,5 | 1.034 | 159 | 3.146 | 78,17 | 63,99 |
| Octobre | 1.048 | 220 | 21,7 | 847 | 729 | 983 | 293 | 2.567 | 697 | 163 | 20,3 | 880 | 268 | 3.017 | 77,66 | 66,06 |
| Novembre | 1.046 | 393 | 42,3 | 940 | 737 | 1.038 | 308 | 2.546 | 1.049 | 38 | 44,8 | 1.131 | 354 | 3.245 | 78,28 | 61,41 |
| Décembre | 1.062 | 434 | 32,3 | 856 | 716 | 1.066 | 302 | 2.782 | 831 | 80 | 41,4 | 953 | 301 | 3.249 | 72,77 | 62,31 |
| 1946 Janvier | 1.060 | 217 | 68,1 | 895 | 714 | 1.037 | 297 | 2.587 | 897 | 47 | 37,6 | 982 | 261 | 3.104 | 78,04 | 65,05 |
| Février | 1.060 | 207 | 42,2 | 940 | 718 | 1.006 | 323 | 2.506 | 953 | 43 | 30,2 | 1.026 | 239 | 3.039 | 80,57 | 66,44 |
| Mars | 1.054 | 211 | 27,6 | 978 | 713 | 996 | 311 | 2.507 | 891 | 103 | 29,9 | 1.024 | 235 | 3.052 | 80,12 | 65,82 |

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 février 1945.
précédent : 3 % depuis le 29 mai 1941.

(1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger; elle est calculée au prix de 2.480 Kr. par kg. d'or fin.

(2) Le contingent d'émission est fixé à l'encaisse métallique plus une couverture secondaire formée par certains postes d'actif. Dans le cas où cette couverture secondaire est supérieure au chiffre de l'encaisse-or augmentée de 350 millions, la couverture est constituée par le double de l'encaisse-or plus 350 millions. L'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission

| | Depuis le | % | | Depuis le | % |
|--|-----------------|----------|--------------------------|-------------------|------|
| Allemagne | 9 avril 1940 | 3,50 | Hollande | 27 juin 1941 | 2,50 |
| Belgique | 16 janvier 1945 | 1,50 (1) | Hongrie | 22 octobre 1940 | 3,00 |
| Bulgarie | 1 décembre 1940 | 5,00 | Indes britanniques | 28 novembre 1935 | 3,00 |
| Danemark | 15 janvier 1946 | 3,50 | Italie | 11 septembre 1944 | 4,00 |
| Espagne | 1 décembre 1938 | 4,00 | Japon | 21 juillet 1941 | 3,50 |
| Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) | 27 août 1937 | 1,00 (2) | Norvège | 9 janvier 1946 | 2,50 |
| Finlande | 3 décembre 1934 | 4,00 | Portugal | 12 janvier 1944 | 2,50 |
| France | 20 janvier 1945 | 1,625 | Roumanie | 8 mai 1944 | 4,00 |
| Grande-Bretagne | 26 octobre 1939 | 2,00 | Suède | 9 février 1945 | 2,50 |
| Grèce | 10 février 1945 | 7,00 | Suisse | 25 novembre 1936 | 1,50 |
| | | | Tchécoslovaquie | 28 octobre 1945 | 2,50 |
| | | | U. R. S. S. | 1 juillet 1936 | 4,00 |

(1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Pour les acceptations non domiciliées en banque, le taux est de 1 3/4 %. Pour les acceptations de banque préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et pour les traites acceptées ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises, le taux est de 1 %.

(2) Depuis le 30 octobre 1942, 0,50 % pour avances aux banques de la Réserve Fédérale sur les obligations du gouvernement échues ou remboursables à un an ou moins.

III — BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

87

Situations en milliers de francs suisses-or

[unités de 0,29032258... grammes d'or fin (art. 5 des statuts)]

| | 31 janvier 1946 | | 28 février 1946 | | 31 mars 1946 | |
|--|-----------------|-------|-----------------|-------|--------------|-------|
| ACTIF | | | | | | |
| | | % | | % | | % |
| I. Or en lingots et monnayé | 120.197 | 26,4 | 120.197 | 26,4 | 120.192 | 26,6 |
| II. Encaisse : | | | | | | |
| A la Banque et en compte courant dans d'autres banques | 42.146 | 9,3 | 43.241 | 9,5 | 13.669 | 3,0 |
| III. Fonds à vue placés à intérêts | 11.395 | 2,5 | 11.396 | 2,5 | 140 | 0,0 |
| IV. Portefeuille réescomptable : | | | | | | |
| 1. Effets de commerce et acceptations de banque | 70.179 | 15,4 | 70.202 | 15,4 | 7.594 | 1,7 |
| 2. Bons du Trésor | 11.166 | 2,5 | 11.506 | 2,5 | 3.837 | 0,9 |
| | 81.345 | | 81.708 | | 11.431 | |
| V. Fonds à terme placés à intérêts : | | | | | | |
| A 3 mois au maximum | 2.750 | 0,6 | 2.749 | 0,6 | 2.749 | 0,6 |
| VI. Effets et placements divers (1) : | | | | | | |
| 1. A 3 mois d'échéance au maximum : | | | | | | |
| a) Bons du Trésor | 20.118 | 4,4 | 20.159 | 4,4 | | |
| b) Placements divers | 34.993 | 7,7 | 47.758 | 10,5 | | |
| 2. De 3 à 6 mois d'échéance : | | | | | | |
| a) Bons du Trésor | 29.644 | 6,5 | 27.229 | 6,0 | | |
| b) Placements divers | 56.918 | 12,5 | 36.670 | 8,1 | (1) 303.124 | 67,2 |
| 3. A plus de 6 mois d'échéance : | | | | | | |
| a) Bons du Trésor | 31.937 | 7,0 | 53.273 | 11,7 | | |
| b) Placements divers | 23.443 | 5,2 | 11.002 | 2,4 | | |
| | 197.053 | | 196.091 | | | |
| VII. Autres actifs | 99 | 0,0 | 103 | 0,0 | 53 | 0,0 |
| <i>Total actif...</i> | 454.985 | 100,0 | 455.485 | 100,0 | 451.358 | 100,0 |

PASSIF

| | | | | | | |
|---|---------|-------|---------|-------|---------|-------|
| I. Capital : | | | | | | |
| Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune | 500.000 | | 500.000 | | 500.000 | |
| Actions libérées de 25 % | 125.000 | 27,5 | 125.000 | 27,4 | 125.000 | 27,7 |
| II. Réserves : | | | | | | |
| 1. Fonds de réserve légale | 6.528 | | 6.527 | | 6.528 | |
| 2. Fonds de réserve générale | 13.343 | | 13.343 | | 13.343 | |
| | 19.871 | 4,4 | 19.870 | 4,4 | 19.871 | 4,4 |
| III. Dépôts à long terme : | | | | | | |
| 1. Dépôts au compte de Trust des Annuités | 152.667 | 33,6 | 152.667 | 33,5 | 152.606 | 33,8 |
| 2. Dépôt du Gouvernement allemand | 76.334 | 16,8 | 76.334 | 16,8 | 76.303 | 16,9 |
| | 229.001 | | 229.001 | | 228.909 | |
| IV. Dépôts à court terme et à vue : | | | | | | |
| (diverses monnaies) | | | | | | |
| 1. Banques centrales pour leur compte : | | | | | | |
| A vue | 3.671 | 0,8 | 3.664 | 0,8 | 3.662 | 0,8 |
| 2. Banques centrales pour le compte d'autres déposants : | | | | | | |
| A vue | 632 | 0,1 | 632 | 0,1 | 633 | 0,1 |
| 3. Autres déposants : | | | | | | |
| a) A 3 mois au maximum | 88 | 0,0 | 88 | 0,0 | 88 | 0,0 |
| b) A vue | 796 | 0,2 | 871 | 0,2 | 357 | 0,1 |
| | 884 | | 959 | | 445 | |
| V. Dépôts à court terme et à vue (or) : | | | | | | |
| a) A 3 mois au maximum | 244 | 0,0 | 244 | 0,1 | 244 | 0,1 |
| b) A vue | 16.728 | 3,7 | 16.714 | 3,7 | 16.714 | 3,7 |
| VI. Divers | 58.954 | 12,9 | 59.401 | 13,0 | 55.880 | 12,4 |
| <i>Total passif...</i> | 454.985 | 100,0 | 455.485 | 100,0 | 451.358 | 100,0 |

Note : L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de Banques centrales et les fonds détenus pour le Service des Emprunts internationaux, dont la Banque des Règlements internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal, ne sont pas inclus dans ces situations.

(1) Au 31 mars 1946, la rubrique VI s'intitule « Effets, placements et créances divers » et comprend les sous-rubriques :

| | | |
|---|---------|------|
| 1. Bons du Trésor | 32.679 | % |
| | | 7,3 |
| 2. Autres effets, placements et créances divers | 270.445 | 59,9 |
| <i>Total...</i> | 303.124 | 67,2 |

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

| | Tabl. | | Tabl. |
|---|-------|---|-------|
| LE MARCHÉ DE L'ARGENT | | LA PRODUCTION | |
| I — Taux d'escompte et de prêts | 2 | I — Charbonnière et métallurgique | 55 |
| II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne | 4 | II — Productions diverses | 56 |
| | | III — Production d'énergie électrique | 58 |
| | | IV — Distribution du gaz | 59 |
| LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX | | LA CONSOMMATION | |
| I — Cours des métaux précieux | 9 | I — Indices des ventes à la consom- mation | 65 |
| II — Cours officiels des changes | 10 | II — Consommation de tabac | 66 |
| | | III — Abatages dans les 12 principaux abattoirs du pays | 67 |
| LE MARCHÉ DES CAPITAUX | | LES TRANSPORTS | |
| I — Cours comparés de quelques fonds publics | 14 | Activité de la Société nationale des Che- mins de fer belges | 70 |
| II — Indice des actions | 15 | a) recettes et dépenses d'exploitation | |
| III — Mouvement des opérations aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers | 15 | b) wagons fournis à l'industrie | |
| IV — Cours et rendements des principaux types d'obligations | 16 | c) trafic : | |
| V — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge | 17 | 1° trafic général | |
| Tableau rétrospectif | | 2° grosses marchandises : | |
| Détail des émissions : février 1946 | | A) ensemble du trafic | |
| Groupement par importance du capital | | B) service interne belge | |
| VI — Emprunts des pouvoirs publics | 18 | Activité de la Société nationale des Che- mins de fer vicinaux | 70 |
| VII — Opérations bancaires du Crédit Com- munal | 19 | LE COMMERCE EXTERIEUR | |
| VIII — Inscriptions hypothécaires | 20 | I — Classification adoptée par la conven- tion de Bruxelles | 75 |
| | | II — Classification d'après le degré d'achèvement des produits | 76 |
| LES REVENUS ET L'ÉPARGNE | | LE CHOMAGE | |
| I — Rendement des sociétés anonymes belges | 30 | Nombre de chômeurs contrôlés | 81 |
| Dividendes et coupons d'obliga- tions mis en paiement : février 1946 | | STATISTIQUES BANCAIRES | |
| Tableau rétrospectif | | I — Belgique : | |
| II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite | 31 | Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique.. | 85 |
| a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne | | II — Banques d'émission étrangères : | |
| b) Versements inscrits aux comp- tes des affiliés à la Caisse de Retraite | | Situations : | |
| | | Banque de France | 86 |
| | | Bank of England | |
| | | Nederlandsche Bank | |
| | | Banque Nationale Suisse | |
| | | Federal Reserve Banks | |
| | | Sveriges Riksbank | |
| LE MOUVEMENT DES AFFAIRES | | Taux d'escompte | |
| I — Chambres de compensation | 35 | III — Banque des Règlements Internatio- naux, à Bâle | 87 |
| II — Chèques postaux | 36 | | |

Prix de l'abonnement annuel (Belgique, 250 francs.
y compris le numéro spécial (Etranger, 300 francs.

Prix du numéro ordinaire : Belgique, 20 francs.
Etranger, 25 francs.

Prix du numéro spécial : Belgique, 50 francs.
Etranger, 60 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Anc. Etablis. d'Imprimerie
T. H. DEWARICHET
J. M., G. et L. Dewarichet,
Frères et Sœurs, soc. en n. col,
16, rue du Bois-Sauvage, 16
B R U X E L L E S

22612